BIBLIOTECA
DI
GIURISPRUDENZA
ITALIANA.

MOTIVI, RAPPORTI E DISCUSSIONI

CHE SI FECERO

AL CORPO LEGISLATIVO FRANCESE

per la formazione

DEL CODICE NAPOLEONE.

TRADUZIONE ITALIANA

COL TESTO DEL CODICE IN ORIGINALE FRANCESE,

VOLUME TERZO.

MILANO,
Dalla Stamperia di Francesco Sonzogno di Gio. Batt.
Stampatore e Librajo, *Corsia de' Servi N. 596.*
1805.

Loi du 2 germinal an 11.

TITRE HUITIÈME.

De l'Adoption et de la Tutelle officieuse.

CHAPITRE PREMIER.

de l'Adoption.

SECTION PREMIÈRE.

De l'Adoption et de ses Effets.

343. *L'adoption n'est permise qu'aux personnes de l'un ou de l'autre sexe, âgées de plus de cinquante ans, qui n'auront, à l'époque de l'adoption, ni enfants ni descendants légitimes, et qui auront au moins quinze ans de plus que les individus qu'elles se proposent d'adopter.*

344. *Nul ne peut être adopté par plusieurs, si ce n'est par deux époux.*

Hors le cas de l'article 366, nul époux ne peut adopter qu'avec le consentement de l'autre conjoint.

345. *La faculté d'adopter ne pourra être exercée qu'envers l'individu à qui l'on aura, dans sa minorité et pendant six ans au moins, fourni des secours et donné des soins non interrompus, ou envers celui qui aurait sauvé la vie à l'adoptant, soit dans un combat, soit en le retirant des flammes ou des flots.*

Il suffira, dans ce deuxième cas, que l'adoptant soit majeur, plus âgé que l'adopté, sans enfants ni descendants légitimes; et, s'il est marié, que son conjoint consente à l'adoption.

346. *L'adoption ne pourra, en aucun cas, avoir lieu avant la majorité de l'adopté. Si l'adopté, ayant encore ses père et mère, ou l'un des deux, n'a point accompli sa vingt-cinquième année, il sera tenu de rapporter le consentement donné à l'adoption par ses père et mère, ou par le survivant; et, s'il est majeur de vingt-cinq ans, de requérir leur conseil.*

347. *L'adoption conférera le nom de l'adoptant à l'adopté, en l'ajoutant au nom propre de ce dernier.*

348. *L'adopté restera dans sa famille na-*

turelle, et y conservera tous ses droits : néanmoins le mariage est prohibé entre l'adoptant, l'adopté et ses descendants;

Entre les enfants adoptifs du même individu;

Entre l'adopté et les enfants qui pourraient survenir à l'adoptant;

Entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant, et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté.

349. *L'obligation naturelle qui continuera d'exister entre l'adopté et ses père et mère, de se fournir des aliments dans les cas déterminés par la loi, sera considérée comme commune à l'adoptant et à l'adopté, l'un envers l'autre.*

350. *L'adopté n'acquerra aucun droit de successibilité sur les biens des parents de l'adoptant; mais il aura sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que ceux qu'y aurait l'enfant né en mariage, même quand il y aurait d'autres enfants de cette dernière qualité, nés depuis l'adoption.*

351. *Si l'adopté meurt sans descendants légitimes, les choses données par l'adoptant, ou recueillies dans sa succession, et qui*

existeront en nature lors du décès de l'adopté, retourneront à l'adoptant ou à ses descendants, à la charge de contribuer aux dettes, et sans préjudice des droits des tiers.

Le surplus des biens de l'adopté appartiendra à ses propres parents ; et ceux-ci excluront toujours, pour les objets même spécifiées au présent article, tous héritiers de l'adoptant autres que ses descendants.

352. *Si du vivant de l'adoptant, et après le décès de l'adopté, les enfants ou descendants laissés par celui-ci mouraient eux-mêmes sans postérité, l'adoptant succédera aux choses par lui données, comme il est dit en l'article précédent; mais ce droit sera inhérent à la personne de l'adoptant, et non transmissible à ses héritiers, même en ligne descendante.*

SECTION II.

Des Formes de l'adoption.

353. *La personne qui se proposera d'adopter, et celle qui voudra être adoptée, se présenteront devant le juge de paix du domicile de l'adoptant, pour y passer acte de leurs consentements respectifs,*

354. *Une expédition de cet acte sera remise, dans les dix jours suivants, par la partie la plus diligente, au commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouvera le domicile de l'adoptant, pour être soumis à l'homologation de ce tribunal.*

355. *Le tribunal réuni en la chambre du conseil, et après s'être procuré les renseignements convenables, vérifiera, 1. si toutes les conditions de la loi sont remplies; 2. si la personne qui se propose d'adopter jouit d'une bonne réputation.*

356. *Après avoir entendu le commissaire du gouvernement, et sans aucune autre forme de procédure, le tribunal prononcera sans énoncer de motifs, en ces termes:* Il y a lieu, *ou* il n'y a pas lieu à l'adoption.

357, *Dans le mois qui suivra le jugement du tribunal de première instance, ce jugement sera, sur les poursuites de la partie la plus diligente, soumis au tribunal d'appel, qui instruira dans les mêmes formes que le tribunal de première instance, et prononcera sans énoncer de motifs:* Le jugement est confirmé, *ou* Le jugement est ré-

formé; en conséquence, il y a lieu, *ou* il n'y a pas lieu à l'adoption.

358. *Tout jugement du tribunal d'appel qui admettra une adoption, sera prononcé à l'audience, et affiché en tels lieux et en tel nombre d'exemplaires que le tribunal jugera convenable.*

359. *Dans les trois mois qui suivront ce jugement, l'adoption sera inscrite, à la réquisition de l'une ou de l'autre des parties, sur le registre de l'état civil du lieu où l'adoptant sera domicilié.*

Cette inscription n'aura lieu que sur le vu d'une expédition en forme du jugement du tribunal d'appel; et l'adoption restera sans effet si elle n'a été inscrite dans ce délai.

360. *Si l'adoptant venait à mourir après que l'acte constatant la volonté de former le contrat d'adoption a été reçu par le juge de paix et porté devant les tribunaux, et avant que ceux-ci eussent définitivement prononcé, l'instruction sera continuée, et l'adoption admise, s'il y a lieu.*

Les héritiers de l'adoptant pourront, s'ils croient l'adoption inadmissible, remettre au

commissaire du gouvernement tous memoires et observations à ce sujet.

CHAPITRE II.

De la Tutelle officieuse.

361. *Tout individu âgé de plus de cinquante ans, et sans enfants ni descendants légitimes, qui voudra, durant la minorité d'un individu, se l'attacher par un titre légal, pourra devenir son tuteur officieux, en obtenant le consentement des père et mère de l'enfant, ou du survivant d'entre eux, ou, à leur défaut, d'un conseil de famille, ou enfin, si l'enfant n'a point de parents connus, en obtenant le consentement des administrateurs de l'hospice où il aura été recueilli, ou de la municipalité du lieu de sa résidence.*

362. *Un époux ne peut devenir tuteur officieux qu'avec le consentement de l'autre conjoint.*

363. *Le juge de paix du domicile de l'enfant dressera procès-verbal des demandes et consentements relatifs à la tutelle officieuse.*

364. *Cette tutelle ne pourra avoir lieu qu'au profit d'enfants âgés de moins de quinze ans.*

Elle emportera avec soi, sans préjudice de toute stipulation particulière, l'obligation de nourrir le pupille, de l'élever, de le mettre en état de gagner sa vie.

365. *Si le pupille a quelque bien, et s'il était antérieurement en tutelle, l'administration de ses biens, comme celle de sa personne, passera au tuteur officieux, qui ne pourra néanmoins imputer les dépenses de l'éducation sur les revenus du pupille.*

366. *Si le tuteur officieux, après cinq ans révolus depuis la tutelle, et dans la prévoyance de son décès avant la majorité du pupille, lui confère l'adoption par acte testamentaire, cette disposition sera valable, pouvu que le tuteur officieux ne laisse point d'enfants légitimes.*

367. *Dans le cas où le tuteur officieux mourrait soit avant les cinq ans, soit après ce temps, sans avoir adopté son pupille, il sera fourni à celui-ci, durant sa minorité, des moyens de subsister, dont la quotité et l'espèce, s'il n'y a été antérieurement pourvu*

par une convention formelle, seront réglées, soit amiablement entre les représentants respectifs du tuteur et du pupille, soit judiciairement en cas de contestation.

368. *Si, à la majorité du pupille, son tuteur officieux veut l'adopter, et que le premier y consente, il sera procédé à l'adoption selon les formes prescrites au chapitre précédent, et les effets en seront en tous points les mêmes.*

369. *Si, dans les trois mois qui suivront la majorité du pupille, les réquisitions par lui faites à son tuteur officieux, à fin d'adoption, sont restées sans effet, et que le pupille ne se trouve point en état de gagner sa vie, le tuteur officieux pourra être condamné à indemniser le pupille de l'incapacité où celui-ci pourrait se trouver de pourvoir à sa subsistance.*

Cette indemnité se résoudra en secours propres à lui procurer un métier; le tout sans préjudice des stipulations qui auraient pu avoir lieu dans la prévoyance de ce cas.

370. *Le tuteur officieux qui aurait eu l'administration de quelques biens pupillaires, en devra rendre compte dans tous les cas,*

ESPOSTO

De' motivi del Titolo VIII del Codice civile.

CITTADINI LEGISLATORI

IL Governo oggi vi presenta l'ottavo titolo del Codice civile, che tratta dell'*Adozione e della tutela offiziosa.*

Pronunciando il nome di una istituzione che sino alla rivoluzione non aveva figurato fra gli atti dello stato civile de'francesi, e che ancor dopo quest'epoca non ha ricevuto organizzazione alcuna, veggo l'attenzion vostra dirigersi su di essa con quell' interesse, e forse eziandio con quella inquietudine che circondano ogni saggio in materia di legislazione.

Questa inquietudine virtuosa il governo l'ha ancora provata, e gli ha imposto il dovere di penetrare una materia così importante: esso crede di avervi trovato, senza offendere alcuna delle nostre istituzioni, nuovi elementi di pubblica beneficenza e prosperità.

Per ottenere un tal risultato si è dovuto rimovere tutto ciò che non si accordava co' nostri costumi: ma prima di rigettare i modelli che l'antichità ci offriva su questa materia, facea di mestieri valutarli, ed in questo momento non è inutile d'interpellare il vostro proprio giudizio su queste antiche istituzioni.

Io non parlerò dell'adozione che alcuni esempj indicano come esistita presso gli Ebrei, e la cui organizzazione è restata senza tracce anche nell'ipotesi ch'essa sia stata qualche volta presso questo popolo un'istituzione regolare.

Poco dirò ancora dell'adozione degli Ateniesi, la quale, secondo che si può dedurre da alcuni frammenti storici, non aveva luogo se non in favore de' figli maschi colla mira di perpetuare il nome, e non legavano l'adottato in modo che tornar non potesse alla sua primitiva famiglia, purchè lasciasse un figlio legittimo a quella nella quale era per l'adozione entrato.

Quando il pensiero si porta sull'adozione degli antichi, si ferma in quella de' Romani come in una i cui documenti ci sono stati

più compiutamente trasmessi, e forse ancora come appartenuta a quello fra i popoli antichi, le cui istituzioni si sono presso noi più generalmente naturalizzate.

Ma cosa era l'adozione stessa de' Romani? Una compiuta mutazione della famiglia: l'adottato o l'arrogato usciva dalla sua famiglia, ed acquistava in quella dell' adottante i diritti d'agnato o parente per via mascolina, cioè ei succedeva non solamente all'adottante, ma ancora ai di lui parenti, ad esclusione dei parenti per via di donne, finchè si ammise nelle successioni la differenza fra agnati e cognati.

Tali erano presso i Romani gli effetti dell'adozione, di cui non esaminerò le forme primitive così spesso violate sul fine della repubblica, e molto più ancora sotto gl'imperatori.

Essa era un'immagine perfetta della paternità, e si vede che la finzione neppure si fermava nella persona dell' adottante.

Sarebbe difficile l'ammettere in Francia una legislazione che offendesse sì essenzialmente le idee ricevute.

Come infatti, senza il consenso di una fa-

miglia introdurvi, *e in tutti i suoi gradi*, un individuo che la natura non vi ha collocato?

Imperciocchè la natura non fa le famiglie; un contratto può unirle, ma l'alleato non è un parente, non ne ha i diritti, e nello stesso contratto di matrimonio l'uno degli sposi non acquista riguardo all'altro, e con più forte ragione in faccia ai parenti dell'altro sposo, nè la famiglia, nè la successione che n'è la conseguenza.

E se per ottenere effetti così vasti in favore dell'adottato si fosse dovuto far consacrare ciascuna adozione da un atto solenne del potere politico, quali inconvenienti di un altr' ordine non ne sarebbero derivati?

In mezzo a tante difficoltà si è conosciuto che l'adozione de' Romani, diretta per altro da mire più politiche che civili, non conveniva a' nostri costumi, e si comprende bene che quella de' Germani, di cui parla l'autore dello *Spirito delle Leggi*, neppur poteva diventar la materia di un serio esame; imperciocchè se alcuni tratti relativi ai costumi de' nostri antenati sono letti con interesse come avanzi scappati al naufragio de' tempi, questi non possono molto illu-

minare nel decimonono secolo i travagli del legislatore.

Così l'adozione, se non potesse esistere che coi caratteri che abbiamo esaminati, dovrebbe esser bandita dalle nostre istituzioni. Ma esiste presso di noi un esempio più vicino ai nostri tempi ed ai nostri costumi.

L'adozione ha trovato luogo e favore nel Codice prussiano; non rompe in esso i legami della famiglia fra l'adottato e i suoi parenti: in esso ancora non istabilisce tra l'adottata e l'adottato che un contratto personale, e i cui effetti fra loro circoscritti non percuotono alcun altro membro della famiglia.

Se nel Codice citato l'organizzazione di quest'idea principale è suscettibile di miglioramenti, almeno il vero punto da cui si parte vien fissato, e noi l'abbiamo seguito, o piuttosto ci siam rincontrati nella stessa strada dopo avere esaminato molti altri sistemi. Così la possibilità di fare una nuova legge è stata riconosciuta, e molti avversarj di questa istituzione vi si sono riuniti quando sono stati convinti ch'era

compatibile colle nostre sociali abitudini.

Eh! Come, senza far torto al popolo francese, si potrebbe pensare che il suo carattere ripugna ad una istituzione che dev' essere insieme un atto di consolazione per colui che adotta, ed un atto di beneficenza verso quello ch' è adottato?

La legge la consacri: e i costumi vi applaudiranno: essi ancora vi guadagneranno; perchè il bene, per farsi, spesso ha bisogno di essere indicato.

Per l'addietro nell' assenza dell'adozione non si sono vedute isituzioni di eredi colla condizione di portare il nome dell'istituente? Oggi bisogna far meglio: bisogna dare alle passioni umane un corso felice, dirigendole verso un utile oggetto.

Ammettete un'adozione saggiamente organizzata, e vedrete i cittadini che non hanno figli, nè la speranza di ottenerne, scegliersi ancor viventi, e per la loro vecchiaia un appoggio in questa classe numerosa di figli poco fortunati, i quali dal canto loro pagheranno con un'eterna riconoscenza il benefizio della loro educazione e del loro stato.

L'orgoglio non presiederà più a quest'atto; l'abitante delle campagne adotterà, e forse più spesso, come quello delle città.

Il bene si farà durante la vita dell'adottante, ne raccoglierà egli stesso i frutti; e se havvi al di là della vita vantaggi riservati all'adottato, l'adottante avrà educato un cittadino per lo stato prima d'aver dato a se stesso l'erede.

Ma perchè questa istituzione dia tutto ciò che promette, fa d'uopo che sia bene organizzata; e qui cade naturalmente l'esposizione delle basi del nostro progetto.

Io ho già sufficientemente indicato che l'adozione non operando un cangiamento di famiglia, l'adottante non sarà che un protettor legale che, senza neppur fintamente godere dei diritti della compiuta paternità n'avrà nondimeno alcuni; questa, se possiamo così esprimerci, sarà una quasi-paternità fondata sul benefizio e sulla riconoscenza.

Ma questa quasi-paternità da chi potrà acquistarsi?

Da chi? Giacchè l'adozione non è accordata se non come consolazione all'a-

dottante

dottante, ei non solo dev'essere *senza figli*, ma deve ancora aver passato l'età, in cui la società invita al matrimonio.

Il matrimonio! Cittadini legislatori, io ho pronunciato la parola che più d'ogni altra chiama la vostra attenzione. Imperciocchè l'adozione buona per se stessa mancherebbe al suo fine se nuocesse al matrimonio; ma i diritti del matrimonio e i suoi veri interessi non saranno sufficientemente rispettati quando la facoltà d'adottare non verrà accordata se non che ai maggiori di cinquant'anni? Veggiamo da principio due sposi giunti a questa età: possono eglino sperare che la loro unione sin là sterile cesserà di esserlo, e la stessa natura non vieta loro questa speranza?

Ciò che ho detto della donna maritata si applica egualmente a quella che non lo è, perchè il termine della fecondità è ad esse comune.

Riguardo agli uomini, se questo limite non esiste invincibilmente per essi, ve ne sono pochi che dopo cinquant'anni pensano al matrimonio, e diciamo di più, è poco per l'interesse sociale che vi pensino.

Ma qui vien riposta la discussione di un punto importante e lungamente agitato nelle deliberazioni che han preceduto l'emissione del progetto.

Conviene aggiungere alla condizione di età quella di essere o di essere stato maritato; o, in altri termini, convien ricusare il benefizio dell'adozione ai celibatarj?

Le leggi contro il celibato sono state presso i differenti popoli della terra più o meno severe secondo il bisogno delle società per le quali erano fatte.

Le leggi di Licurgo si contano fra le più rigorose che siano state promulgate contro il celibato; ma noi non siamo nella posizione degli Spartani.

Nulladimeno se la facoltà di adottare, accordata ai celibatarj maggiori di cinquanta anni potesse essere un incoraggimento generale al celibato, farebbe d'uopo senza dubbio toglier loro questa facoltà, anzi che esporre la società intera ai mali risultanti dall'abbandonamento de' matrimonj.

Accordato un tal punto, vediamo se i timori che si sono manifestati su questo proposito sieno fondati.

I partigiani dell'esclusione dei celibatarj la fondano meno sui mezzi che al di là dei cinquant'anni possono restare loro ancora per riprodursi, di quello che sul timore di vedere la gioventù medesima allontanarsi dal matrimonio nella prospettiva della facoltà che avranno di adottare un giorno.

Vano terrore! è un accordar troppo alla previdenza dell'uomo e troppo poco agl'impulsi della natura; fidiamoci di questa: e siccome essi preferiscono i suoi figli agli altrui, così ancora il matrimonio sarà generalmente preferito all'adozione.

Che cosa accadrà *coll'adozione?* Ciò che accadeva prima e senza di essa: vi sarà sempre, senza dubbio, qualche celibatario; ma sarà un'eccezione nella società, e questa eccezione non dovrà la sua nascita al calcolo che si suppone: essa esiste al presente, ed ha sempre esistito.

Taluno si vedrà giunto al declinar della vita senza aver pensato al matrimonio, unicamente per non curanza: un altro se ne sarà astenuto a motivo di malattie o d'infermità; altri infine per sostenere parenti prossimi, ai quali tiene luogo di padre;

perchè possono ritrovarsi persino nel celibato certi motivi lodevoli, o almeno alcune scuse legittime.

Ebbene, fermiamoci subito alla prima specie, la meno favorevole di tutte.

Quest'uomo frivolo e non curante non ha pagato il suo debito alla patria: è vero; ma il tempo opportuno per pagarlo sarà passato, e i matrimonj tardivi, di rado felici per gl'individui, sono ancora più di rado utili alla società.

Perchè dunque non ammettere quest'uomo a riparare i suoi torti con un mezzo più convenevole alla sua situazione? Perchè proibirgli un atto di beneficenza? Ricusargli l'adozione non sarebbe lo stesso che dirgli: *tu sei stato inutile sino al presente, noi ti condanniamo ad esserlo sempre?*

Ma se portasi l'attenzione sulle altre classi dei celibatarj, e principalmente sugl'individui che le infermità allontanarono dal matrimonio, quanto l'esclusione non sarebbe più ingiusta verso di loro!

Quelli sono irreprensibili e da compiangersi: se si fosse potuto anticipare per loro l'epoca dell'adozione, forse si sarebbe do-

vuto farlo; ma se fosse stato troppo pericoloso modificare in loro favore la regola generale, nel timore d'applicazioni abusive, come, allorchè a forza di risparmi avranno protratto la loro debole esistenza sino cinquant'anni, si ricuserebbe loro la facoltà di adottare? giacchè l'adozione, dove sarà per gli altri un semplice godimento, diverrà sovente per loro un vero bisogno.

Noi abbiamo insistito su questo punto, cittadini legislatori; ma simili dettagli divenivano necessarj sull'oggetto che nell'ultimo piano è stato più d'ogni altro disputato.

Io riprendo la serie delle condizioni imposte all'adottante: *non aver figli nè discendenti legittimi, ed avere oltrepassato i cinquant'anni.* Ecco le due prime.

Conveniva ancora di determinare il numero d'anni che l'adottante dee avere più dell'adottato; quella protezione legale che dee risultare dall'adozione perderebbe ogni sua dignità senza una simile condizione.

Vengono altre regole in seguito: quindi più persone fuorchè gli sposi non possono adottare lo stesso figlio.

L'eccezione in favor degli sposi viene

indicata dalla natura delle cose, e dallo stesso titolo che li unisce.

Associati colla speranza di ottener figli che la natura ha loro negati, o che la morte ha loro rapiti, vengono ammessi ad adottarne altri, i quali rimpiazzando a loro riguardo i figli del matrimonio, possono appartenere all'uno e all'altro degli sposi.

Io ho detto ch'essi *potevano* appartenere all'uno ed all'altro: perchè possono ancora appartenere ad un solo, se un solo gli adotta.

Infatti è possibile che uno degli sposi provi il desiderio o ancora il bisogno di adottare, senza che questo desiderio, o questo bisogno sia partecipato dall'altro sposo.

Questa differenza per lo più nascerà da quella della loro rispettiva situazione in faccia ai loro parenti.

Uno degli sposi avrà parenti prossimi oggetti della sua affezione, a riguardo de'quali non vorrà scomporre l'ordine naturale della sua successione.

L'altro non avrà che parenti lontani, appena a lui noti.

Perciò l'adozione nel nostro sistema po-

trà esser fatta separatamente da uno sposo, purchè vi sia il consenso dell'altro.

Questo consenso essenziale in simil caso collocherà l'adottato in faccia allo sposo non adottante, in una posizione quasi simile a quella in cui si trova in faccia ad un patrigno o ad una matrigna un figlio nato da un altro matrimonio, ma forse con maggiore vantaggio, perchè non si vedrà vicini altri figli, oggetti di una preferenza molto ordinaria per parte di quello degli sposi a cui essi appartengono.

Cittadini legislatori, ho esaminato da chi la quasi-paternità risultante dall' adozione poteva essere acquistata.

È venuto il momento di esaminare verso chi essa può esserlo.

L'idea principale che è stata sempre annessa all'adozione, e quella che ha renduta commendevole agli amici delle istituzioni liberali e filantropiche, si è che dovesse venire in soccorso dell' essere debole; e l'attenzione immediatamente si è fissata sul fanciullo, o almeno sull'individuo minore.

La sostanza di questo pensiero era vera, e pertanto è mancato poco di dedurne falsi

risultati, allorchè confondendo il fatto col contratto si supponeva che questo contratto dovesse essere effettuato durante la stessa minorità; imperciocchè un atto così importante non avrebbe potuto divenir perfetto se non colla ratifica dell'adottato nella sua maggiore età, e questo punto era altresì riconosciuto.

Ma allora che sarebbero diventati gli atti intermediarj? Quale sarebbe stata la sorte dell'adozione, se l'adottato fosse morto dopo l'adottante, ma nondimeno prima della sua maggiore età? Sarebbe egli andato in possesso dell'eredità? L'avrebbe trasmessa? In materia di stato, tutto ciò che non ha l'assoluto carattere della stabilità, diventa sempre inquietante e spesso funesto.

Quale sarebbe stata d'altronde la situazione di un adottante irrevocabilmente legato, in faccia ad un figlio che non lo sarebbe stato egli stesso? E l'adozione non avrebbe per questo perduto tutto il suo incanto?

Conservando l'idea principale de'soccorsi accordati all'infanzia, il progetto che si è presentato l'ha organizzata con altre mire,

Rendere il contratto perfetto sino dal suo principio, e non farvi concorrere che i maggiori senza cancellare la cagione essenziale del contratto, cioè *i servizj renduti in minorità*; tale era il problema da risolversi, e fu risoluto.

L'adozione non potrà concludersi se non che alla maggiorità dell'adottato; ma essa dovrà essere stata preceduta da sei anni di cure e di servizj renduti a lui durante la sua minorità.

Così si è annoverato ciò che v'era di grande e di buono nelle viste primitive; e l'adozione acquisterà un nuovo grado di utilità, quando essa non solamente sarà dettata dalla speranza dei buoni officj reciprochi, ma ancora dall'esperienza che se ne sarà di già fatta, ed allorchè preparata dalla beneficenza verrà suggellata dalla simpatía.

Questa condizione di anteriori servizj è paruta così essenziale nel principio del contratto, e sì felice ne'suoi effetti, che non si è creduto di doverne dispensare lo zio in faccia al suo nipote, conforme si era da alcune persone richiesto.

Che importa qui questa qualità per motivar l'eccezione?

La natura annovera il nipote di un uomo senza figli fra i suoi eredi.

Questa qualità indipendente dall'adozione gli assegna alcuni diritti, che il suo parente potrà anche estendere con particolari disposizioni; ma per acquistare il diritto di adottare, vi sono alcune antecedenti cure che lo danno, e dalle quali non si può dipartire, senza snervare sin dalla sua origine l'istituzione.

D'altronde, che sarebbe questa adozione improvvisa se non un mezzo di spogliar sovente anche i fratelli dell'adottato della legale riserva che potrà esister per loro nell'ordine delle successioni?

Se si tratta dunque dell'adozione *anche di un nipote*, sia questa in tutti i punti sommessa alle condizioni che la rendono favorevole e giusta verso tutti quelli che vi sono chiamati.

Posti tali principj, risulta che quegli solo potrà essere adottato divenuto maggiore, il quale durante la sua minorità sarà stato soccorso dall'adottante.

Intanto la maggiorità di ventun' anni non basterà all' adottato per formare il contratto che in quanto si troverà senza genitori.

Se entrambi, o l'uno de' due son vivi converrà seguire le regole stabilite nel titolo del matrimonio, giacchè qui si tratta di un atto non meno importante.

In questo caso, e sino a venticinque anni compiuti, l'adottato avrà bisogno del consentimento de' suoi genitori; in ogni età dovrà ricercare il loro consiglio. I diritti de' genitori dell' adottato saranno così rispettati quanto debbono esserlo.

Ma sin qui, cittadini legislatori, noi non abbiamo considerato che una classe di adottati.

Dobbiamo ora parlarvi di un' altra specie di adozione, diretta non verso l'individuo, a cui si sarà dato l'essere morale con tutte le cure che vuole l'infanzia, ma verso colui dal quale si sarà ricevuto il servizio straordinario della conservazione della propria vita in circostanze atte a segnalare un grande e rispettoso attaccamento.

Questa posizione è inversa a quella in cui si faranno le adozioni ordinarie, ma forse merita ancora maggior favore.

Un cittadino salva la vita ad un altro, o in un combattimento, o ritraendolo dalle fiamme o dall' onde.

Chi non applaudirebbe alla facoltà che avrà l' uomo salvato di soddisfare il suo debito adottando chi gli avrà prolungato la vita?

Qui il sentimento strascina, ed il primo movimento porta a rigettare ogni ostacolo e condizione in un caso così favorevole.

Pertanto, cittadini Legislatori, se alcune condizioni generali possono essere omesse in questo caso straordinario, ve ne sono altre pure che considerazioni non meno forti non permettono di cancellare.

Così, se vi sono figli, i loro diritti preesistenti s' oppongono all' adozione, ma senza escludere tutti gli altri atti che la riconoscenza ammette, anzi comanda, e che diverrebbero il proprio debito de' figli, se il loro padre fosse capace di dimenticarlo, o fuori di stato di adempirlo.

Fuori di questo caso, e di quello in cui il liberatore sarebbe più attempato dell' uomo a cui avrebbe salvato la vita, gli sarà permesso di adottarlo: quest' ultima modifica-

zione era comandata dalla stessa natura delle cose, giacchè non può adottarsi uno di maggiore età.

Insomma, cittadini Legislatori, questa seconda cagione di adozione che la legge dee consacrare come un incoraggiamento alle grandi e belle azioni, sarà sempre un'eccezione nel sistema generale; non che manchi al carattere francese la generosità, ma perchè fortunatamente pochi si troveranno nella critica situazione che può sola produrre questa eccezione.

Fissiamo ora gli effetti dell'adozione, a qualunque cagione essa si riferisca.

L'adottato che non sorte dalla sua famiglia ne conserverà il nome, ma vi aggiungerà quello dell'adottante.

La reciproca obbligazione di aiutarsi nei bisogni esisterà fra loro pel solo effetto dell'adozione; così lo comandano la morale e il titolo che li unisce.

È sembrato ancora conforme ai principj della materia di applicare all'adottato alcune proibizioni di matrimonio, che hanno luogo nella propria famiglia.

Così il matrimonio non potrà aver luogo

fra l'adottante e l'individuo adottato, nè fra i figli adottivi dello stesso uomo, nè fra l'adottato e i figli che potrebbero sopraggiungere all'adottante, nè finalmente in caso di vedovanza fra l'adottato e lo sposo adottante.

L'affinità morale stabilita dall' adozione fra le persone di questa qualità, ed i rapporti fisici che la coabitazione fa nascere fra di loro, prescrivevano di non offrir l'alimento alle loro passioni colla speranza del matrimonio.

Vediamo ora quali saranno gli effetti dell' adozione rapporto alla successibilità.

Il progetto accorda all'adottato in faccia all' adottante tutti i diritti di un figlio legittimo.

Mi fanno qui pur rispondere ad una obbiezione diretta contro questa proposizione.

Come, si è detto, questa successibilità che assorbisce tutto, si concilierà, nel caso in cui l'adottante avesse fratelli o nipoti, colla riserva che l'attuale legislazione loro fa, e che la legislazione progettata modifica senza distruggerla? Questi fratelli, questi nipoti saranno eglino allontanati affatto dalla successione?

Sì, lo saranno, ma senza che ne risulti incoerenza nel sistema generale delle nostre leggi.

Questa sarà una preferenza accordata all' adozione sul testamento e all' uomo utile che avrà allevato un cittadino, sopra colui che al termine della sua inutile carriera, vorrebbe disporre senza riserva.

Si è parlato della successibilità dell' adottato, un' altra disposizione vi si riunisce.

Siccome questa successibilità sorte dal diritto comune, essa ha luogo senza reciprocanza; ma il progetto consacra il diritto che appartiene all' adottante di riprender le cose date da lui all' adottato, nel caso che questo morisse senza figli.

Nulla di più giusto di questo ritorno; perchè se i parenti dell' adottato gli succedono pel principio ch' egli è rimasto nella famiglia, i loro diritti non possono ragionevolmente estendersi alle cose date dall' adottante quando esse esistono in natura, e che egli si presenta per riprenderle.

Cittadini Legislatori, ora voi conoscete le condizioni, le cagioni e gli effetti dell' adozione; resta a darvi un' idea delle for-

me nelle quali essa dovrà essere pronunciata.

Se qui non si trattasse che di un atto dello stato civile esistente in un fatto semplice, come una nascita, una morte, o anche un matrimonio, basterebbe senza dubbio di rivolgersi direttamente all' uffiziale dello stato civile per comprovarlo; ma numerosissime condizioni ne formano l'essenza, perchè il loro esame sia la materia di un giudizio antecedente.

Così dopo una domanda di adozione ricevuta dal giudice di pace, il tribunale di prima istanza, ed in seguito quello d'appello (sulla rimissione officiale e necessaria che gli sarà fatta della procedura e del primo giudizio) verificheranno se tutte le condizioni della legge sono adempiute.

Ma la loro missione non si limiterà a questo semplice esame; dovranno ancora esaminare la moralità dell' adottante, e la riputazione che gode.

Il bisogno di questa disposizione si è fatto soprattutto conoscere quando la quistione è stata trattata sotto il rapporto dei costumi domestici:

L'ado-

L'adozione potrebbe divenire un dono funesto se l'adottante fosse scostumato; si esamini dunque sotto questo importante rapporto.

Ed osservate quanto, con un tal mezzo, la nostra istituzione vada ancora a nobilitarsi.

Ogn' individuo che temesse gli sguardi della giustizia non si presenterà per adottare, o sarà almeno rigettato dai tribunali; ma quegli che ne verrà ammesso otterrà con questo solo fatto una testimonianza manifesta della sua buona condotta, un titolo tanto più onorevole, in quanto che conferito e confermato in seguito d' un esame giudiziario da uomini a' quali raccomanda la legge una giusta severità, non potrà essere confuso nella folla di quelle vaghe testimonianze accordate dalla debolezza all' importunità; e quando il nome di un adottante sarà pronunciato, si potrà aggiungere: *Questo è un uomo onesto.*

Quanto è stato detto indica abbastanza che la procedura dev' essere secreta, ed i giudizj renduti senza enunciazione di motivi; imperocchè se i tribunali sono chia-

mati a rigettare alcune volte in questa materia certe domande imprudenti fatte da uomini immorali, sarebbe inutile il multarli con una dura pubblicità.

Questa pubblicità incomincerà quando il tribunale d'appello avrà ammesso l'adozione. Allora pure l'adozione dovrà essere iscritta sui registri dello stato civile, e sarà veramente perfetta.

Il nostro incarico avrebbe qui compimento, cittadini Legislatori, se ci fossimo limitati a ragionarvi dell'adozione; ma vicino a questa istituzione principale, havvene un' altra secondaria, *la tutela officiosa*, della quale mi resta a rendervene breve conto.

DELLA TUTELA OFFICIOSA.

Per prenderne una giusta idea bisogna mettersi nelle circostanze che potranno darvi luogo.

Un uomo avrà l'intenzione di adottare un fanciullo, ma l'adozione non può aver luogo se non che alla maggiorità di questo fanciullo, e dopo sei anni almeno di cure ricevute da lui nella minorità.

Questo fanciullo può bene senza tutela, nè alcun altro anteriore contratto, essere confidato alle cure officiose di una persona terza, ed acquistare con ciò l'abilitazione ad essere in appresso adottato; basterà il fatto senza che si abbia a ricorrere ad un contratto.

Ma può accadere, e spesso accadrà senza dubbio, che la famiglia del fanciullo non si deciderà a lasciarlo, se non dopo avere ottenuto da lui un' assicurazione di soccorso pel tempo difficile della minorità; assicurazione senza la quale il fanciullo potrebbe essere ritenuto o rimandato, secondo la volontà o il capriccio della persona che lo avesse ricevuto, e si troverebbe nella più precaria situazione.

Da un'altra parte il desiderio che si suppone nella famiglia del fanciullo potrà ben essere partecipato dalla persona stessa che se ne sarà incaricata; sovente nascerà dal prevedere una morte che lascerebbe il fanciullo senza soccorso e senza titolo per ottenerne.

Nell'una e nell'altra di queste ipotesi, che cosa havvi di più favorevole di un contrat-

to che avrà per oggetto d'assicurar soccorsi ad un minore, e di metterlo in istato di guadagnarsi il vitto?

Facilitare simili convenzioni ed anche provocarle, è l'oggetto della tutela officiosa; questa non è una promessa di adottare, nè un mezzo preliminare dell'adozione, poichè le cure senza tutela bastano per arrivarvi.

È un contratto rinchiuso nel solo oggetto de' soccorsi che si promettono al minore; è un atto che perfeziona il nostro sistema di beneficenza, il quale senza attribuire alcuno degli effetti dell'adozione, nè esserne necessariamente la strada *preparatoria*, n'è più esattamente *l'ausiliaria*.

Nondimeno, siccome quest'atto indica il desiderio d'adottare, e s'è permesso di seguire questo primo impulso avanti l'età di cinquanta anni, potrebbe sin da questo momento soffocare tutte le disposizioni al matrimonio, e siccome la legge non dev'indebolirle sinchè sono nell'ordine della natura e nell'interesse sociale, si è pensato che conveniva anche avanti l'età d'imporre al tutore officioso le medesime condizioni egualmente che all'adottante.

Del resto la tutela officiosa nella sua organizzazione non offre che un piccolissimo numero di punti che abbian bisogno di spiegazioni; imperciocchè non dobbiamo occuparci di tutto ciò che può entrare in un simil contratto dipendente dalla sola volontà dell' uomo.

Se questa volontà si è spiegata sulla somma de' soccorsi come sulla natura, dovrà eseguirsi.

La legge stessa non fisserà regole generali su questo punto, se non in quanto che niuna stipulazione speciale accompagnasse la tutela officiosa.

Nel silenzio dell' uomo *soccorrere* e non *arricchire* il pupillo, è il principio ch' è sembrato dovere esser seguito, e di cui si sono sviluppate le conclusioni in alcuni articoli del progetto in certi casi applicabili anche agli eredi del tutore officioso.

Rimane, cittadini Legislatori, a parlarvi di un atto, il di cui oggetto è paruto assai favorevole per far eccezione alla regola che non ammette l'adozione che alla maggiorità dell' adottato.

Nel caso in cui sarebbero scorsi più di

cinque anni dopo la tutela officiosa, vi si propone di ammettere l'adozione testamentaria, e di darle tutti gli effetti dell'adozione ordinaria.

Taluno sovente sessagenario avrà accolto un fanciullo di sei anni, al quale per otto o dieci avrà profuso le più tenere cure.

Questi vi avrà corrisposto con giusti riguardi e con un sincero attaccamento, adorno di tutto ciò che l'infanzia ha di amabile.

Il vecchio sente avvicinare il suo fine, e vorrebbe compir la sua opera: il pupillo è giunto alla sua adolescenza; ma non è ancora maggiore.

Collocati entrambi nel vestibolo del tempio, non v'eran che pochi mesi, forse pochi giorni, perchè questo si aprisse interamente ai loro voti.

Possa, in questo caso, un testamento cancellare gli ostacoli della natura, e rimpiazzare l'atto benefico che stava per compiersi.

Cittadini Legislatori, tutto il piano del progetto, relativo all'adozione ed alla tutela officiosa, vi è stato esposto.

Niuna materia è stata maggiormente pe-

netrata; essa era nuova, ed è stata esaminata sotto molti aspetti, prima di fissare il sistema ch' è stato adottato.

A forza di perseveranza si è giunti a risultati semplici, facili, e sciolti da tutti gl' inconvenienti de' progetti anteriori.

Se questi inconvenienti avessero colpito buoni spiriti, e chiuso i loro cuori alle dolci commozioni che fa nascere il solo nome d'adozione, vi rinasceranno quando il nuovo piano sarà valutato, e quando si vedrà che senza mutazione di famiglia, senza incertezze sulla sorte del contratto, e senza danno per la popolazione, il progetto sottomesso alla vostra sanzione non ha altro oggetto che di consolare i matrimonj sterili e i celibatarj infermi, e di aprire per essi, e pei giovanetti per lo più senza appoggio, una nuova sorgente di reciproca prosperità.

Questi motivi sono stati esposti dal Consigliere di Stato Berlier.

ESTRATTO

Del rapporto fatto al Tribunato li 30 ventoso anno XI dal C. Perreau *in nome della Sezione di legislazione, sul progetto di legge tit. VIII del Codice civile, relativo all'* Adozione.

Se si ricercano con qualche diligenza, in mezzo agli avanzi che le coprono, quelle grandi istituzioni che la fatalità di un destino comune a tutte le nostre opere ha più o meno rapidamente distrutte, se ne troveranno di quelle che ancora nascondono un principio di vita, che il peso de' secoli non ha potuto interamente soffocare, le quali sembrano non aspettare che una felice rimembranza per rianimarsi e riprendere una nuova esistenza.

Tali fra queste istituzioni sono quelle che il sentimento ha legate alla natura. Com' esse si veggono partecipare in qualche sorta della sua costante durata, e conservando così tutto ciò che debbono essenzialmente a questa prima associazione, non perdere se

non quanto ritengono nelle loro forme della nostra debolezza, e della mobilità dei nostri sistemi.

Tal'è l'adozione che in mancanza di vincoli che la natura ha trascurato di formare o ha lasciato rompere, viene a crearne per unire nella scambievolezza de' più dolci rapporti due esseri sino a quel punto estranei l'uno all'altro, dando alla beneficenza tutta l'estensione dell'amor paterno, ed alla riconoscenza tutto l'incanto dell'amor filiale. È dunque fare una sorta di conquista nell'ordine morale e politico lo strappare all'oblio de' tempi questa toccante istituzione. liberarla da ciò che aveva avuto di esagerato in finzione anche nella sua origine, o contratto di vizioso in una lunga continuazione di abusi, farla rivivere per rendercela propria, adattandola allo spirito delle nostre leggi e del nostro governo.

Invano quelli che l'attaccano nel suo principio, il che importa prima di tutto discutere, ce la rappresentano come una illusione che ne'suoi elementi e nelle sue forme non ha avuto mai cosa alcuna di vero nè di solido, e neppure ha potuto mai

incorporarsi utilmente al sistema sociale e legislativo di alcun popolo.

La natura e i fatti smentiscono egualmente questa doppia assertiva.

L'adozione nulla ha di vero in se stessa! . . . Ma ci si persuaderà che molto prima che avesse preso un carattere legale presso un popolo qualunque, molti uomini benefici non si siano volontariamente incaricati della cura di allevar figli abbandonati o confidati alla loro tenerezza, che non abbiano preso per essi sentimenti poco dissimili da quelli della vera paternità, che questi figli giunti all'età della forza non abbiano renduto loro in rispetto ed in attaccamento ciò che renduto avrebbero ai loro veri genitori? Potrà negarsi che questa adozione di fatto non sia antica quanto le prime società umane?

Fu segnatamente presso questo popolo egualmente celebre, e per la saviezza delle sue leggi, e per la gloria delle sue armi che si vide l'adozione innalzarsi al grado delle sue prime e più imponenti istituzioni.

I Romani avevano fatto in tutto dello stato di famiglia la prima base del loro stato

di nazione. Là si riunivano i rami tutti del loro diritto religioso, politico e civile. Senza dubbio, presso un tal popolo, la sola immagine della famiglia doveva essere accolta con trasporto, e prendervi ben presto tutte le sembianze che possono maggiormente riavvicinarla al suo modello. Perciò vedete tutto quello che s'immaginò per dare alla finzione il carattere della realtà. L'adozione non vi si mostra che sotto l'aspetto il più imponente in mezzo alle più auguste solennità.

I suoi effetti non sono niente meno che di operare, con una imitazione difficile a distinguere dalla natura, il più assoluto cangiamento di stato, di trasmettere con tutti i vantaggi di famiglia i dei Penati e le immagini degli antenati, la partecipazione ai sacrifizj domestici, la maestà ed il potere paterno, in fine tutti i diritti di filiazione e di eredità.

Gli effetti dell'adozione presso i Romani provano che riguardata in se stessa nulla ha di cattivo nè di pericoloso, ma che al contrario modificandola secondo lo spirito delle nostre leggi e dei nostri costumi, può

produrre presso noi grandissimi beni, farvi nascere e conservarvi il sentimento delle più alte virtù, indurre alle azioni più belle.

Ma le nostre leggi, ci si dirà, non bastano senza portarvi una così strana innovazione, per aprire il più vasto campo alla beneficenza? Estendendo a ciascuno la facoltà di disporre de' suoi beni, non avranno esse tutti gli effetti dell'adozione senza averne gl'inconvenienti? A che dunque ricorrere ad una illusione che nulla aggiungerà di reale al bene che può farsi con altri mezzi, ed anche con molto minori spese? Per creare famiglie immaginarie si andrà ad esporsi al pericolo di spezzare i vincoli delle vere famiglie, di screditare il matrimonio, di nuocere in tutto ai costumi nella maniera la più funesta?

Osserverò primieramente che i rimproveri che qui si fanno al principio dell'adozione non gli sono talmente proprj che non possano essere diretti al sistema nel quale non si fa che rigettarne il nome, lasciando però sussistere nella stessa maniera la maggior parte de' suoi effetti.

Che ha dunque questo nome di sì spa-

ventevole? Qual male può risultare da quel carattere che la legge imprime ad un atto di beneficenza così esteso, dandogli la denominazione chiamata dai sentimenti dove ha preso la sua sorgente? E perchè ricusereste questo nome di padre a quegli, che dopo averne adempiuto i doveri ne ha sì giustamente acquistato i diritti; e l'altro nome sì dolce di figlio, a chi non ne può trovar uno più degno della sua riconoscenza?

» Tutto ciò che tende a stabilire nuovi
» legami fra gli uomini, dicono i magistra-
» ti del tribunale di cassazione, tutto ciò
» che tende a moltiplicare le relazioni che
» li ravvicinano e le affezioni che gli uni-
» scono, è una sorgente di buoni senti-
» menti e di buone azioni: tale è l'adozio-
» ne che forma una parentela legale e un
» principio di beneficenza essendo propria
» ad ispirare agli esseri i più abbandonati
» della società la speranza di acquistare uno
» stato che loro manca, e con questa spe-
» ranza il desiderio di rendersene degni ».

» È sembrato che regole sagge, limiti
» giudiziosamente stabiliti potessero preveni-

» re gl' inconvenienti che temono coloro
» che rigettano questa istituzione ».

Non si tratta dunque che di esaminare se il progetto di legge presentatovi adempia a queste condizioni, ed a tal effetto vengo a rendervi conto dell' interessante dissensione che ha fatta nascere nella sezione di legislazione.

Si è domandato sull' articolo 337 se non era nuocere ai matrimonj, e attaccare i fondamenti della società nella prima e più sacra delle istituzioni, il non proibire ai celibatarj la facoltà di adottare. Supponendo che si possa consentire ad ammetterla, si è detto, l'adozione deve aver altro scopo fuorchè di recar qualche sollievo alla pena degli sposi che hanno perduto i loro figli, o d' addolcire i loro dispiaceri, se la loro unione è stata sterile? Deve accordarsi il benefizio della legge a coloro che non hanno soddisfatto agli obblighi che soli possono rendergli degni? Diversamente non è da temersi che taluno contando sulla facoltà di crearsi così a suo piacere una famiglia fittizia, non ami di darsene una vera? Finalmente non havvi qui per la società, per

i costumi una moltitudine di altri pericoli che la decenza non permette di analizzare, ma che lo spirito il meno penetrante può facilmente prevedere?

Si è risposto che un popolo nascente o posto in circostanze tali che non solo dovesse favorire i matrimonj, ma ancora procurarli, vietando ai celibatarj la facoltà di adottare, non farebbe se non ciò che da esso esigerebbe la sua situazione: ma che era diversamente di un popolo numeroso, presso cui i matrimonj si moltiplicano all'infinito, e che sarebbe voler trattare con ingiustizia, e senza ritrarne alcun profitto, un gran numero d'individui privandoli de' vantaggi a'quali la pluralità non avrebbe perduto il diritto di partecipare: imperciocchè senza parlar degli ostacoli che la natura reca al matrimonio, i rapporti sociali in una grande nazione restano talmente complicati, che ad ogni istante ne nascerebbero mille non prevedute combinazioni, mille cangiamenti di stato, di fortuna, soprattutto di posizione, che non permetterebbero più ai meglio intenzionati di realizzare i progetti che avevano concepiti. Dovrem dunque imputar

loro que' torti di cui non sono colpevoli? Li puniremo di non aver potuto acquistare la felicità che hanno vanamente cercata? Li priveremo così crudelmente dell' unico mezzo che loro resta di calmare le noie del loro solitario destino? Questi, che che ne sia delle opposte asserzioni, formeran sempre il maggior numero dei celibatarj. Si avrà un bel ripetere che molti altri saranno continuamente trattenuti nella risoluzione che gli allontana dal matrimonio, colla speranza che loro lascia la legge. Coloro che ragionano così, non si accorgono della contraddizione che sorge tra i loro principj e le conseguenze che ne traggono: essi non veggono che un uomo nato colla sensibilità che gli farebbe prevedere questo imperioso bisogno d'attaccamento non vi rimetterebbe al di là di cinquant'anni a soddisfarsi con tali godimenti, se potesse procurarseli prima, e più veri.

Restano quelli (e questa classe è poco numerosa), i quali per leggerezza in seguito di essersi abbandonati ad una via dissipata saranno giunti a questa età senza aver pensato a formare uno stabilimento di famiglia:

miglia: ora non può farsi della loro condotta un argomento contro la legge; imperciocchè, secondo le ipotesi in cui noi lo collochiamo, eglino non sono restati nel celibato con progetto, e contando per l'avvenire sul favore dell'adozione. La loro condotta sarebbe la medesima nel caso in cui la legge non esistesse. Senza cercare di giustificarli si può credere che non vi siano inconvenienti accordandone loro il benefizio. Eh! chi sa se la loro premura a sollecitarlo non verrebbe riguardato come una espiazione della loro non curanza; se questo bisogno ch'essi dimostrano di attaccarsi almeno alla immagine di una felicità che han lasciata sfuggire non sarebbe anche pel matrimonio di un esempio più vantaggioso che nocivo?

Quanto a quegli altri pericoli che si sono fatti presentire per li costumi, la medesima decenza che neppure ha permesso di enunciarli, non può permettere di combatterne più dettagliatamente i timori. Basta però di osservare che le condizioni dell'età e de'sei anni di cure volute dal primo articolo debbono interamente rassicurare. Il genere di corruzione, oggetto di queste

inquietudini, non ha per l'ordinario così lontane vedute, ed anche supponendogliesene, voglio credere che i risultati sarebbero forse contrarj a quelli che si temono. In fatti quella lunga abitudine di cure prestate all'innocenza in faccia alla legge, che gli sorveglia e protegge non può purificare le più criminose intenzioni? Ed in tal caso non sarebbe ancor per questo un nuovo benefizio dell'adozione? Del resto vi sono eccessi di depravazione (rarissimi grazie al cielo!) che non si possono asserire ragionevolmente nel calcolo degl'inconvenienti di una legge per opporli a' suoi vantaggi.

L'articolo 338 non è sembrato suscettibile di alcun reclamo. Una disposizione contraria a quella che stabilisce che niuno può essere adottato da molti sarebbe di un'assurdità ributtante. La seconda disposizione di questo medesimo articolo è conforme all'obbligo di mantener fra gli sposi quest'armonia che fa la felicità della loro unione.

L'eccezione stabilita in loro favore ha la sua ragione nella comunione di tutti i loro sentimenti, delle loro pene, e della loro consolazione. In quanto alla facoltà la-

sciata ad ognuno di loro di adottar solo col consenso dell' altro si vede ch'è relativa ad alcuni interessi particolari di famiglia, che tutti e due non possono egualmente partecipare.

È una felice idea quella che come l'articolo 339 somministra alla riconoscenza un mezzo di adempire ad un obbligo così perfettamente proporzionato al servizio che gli permette di dare il titolo di figlio, e tutti i vantaggi che ne risultano a quegli che ne ha già in prevenzione adempiuto i più sacri doveri. Si rimprovererà ancora ad una tale istituzione di corrompere i costumi? Le sole condizioni che ristringono la facoltà di adottare sono un omaggio che si continua a rendere alle stesse ragioni di riguardi pei diritti de' figli legittimi, e la conservazione di quella pace che dee sempre regnar fra gli sposi. Si deve ancora esser tenuti agli autori del progetto d'aver particolarmente indicata la specie dei pericoli i soli che diano luogo in questo caso alla facoltà di adottare. Si vedono tutti gli abusi che una vaga denominazione in tal genere avrebbe potuto produrre, ed in quale

discredito avrebbe ben presto fatto cadere questa bella disposizione della legge.

Il principio dell' articolo 340, portante che l' adozione non potrà in alcun caso aver luogo prima della maggiorità dell' adottato ha mosso qualche reclamo. Riconoscendo ciò ch' è fuori di dubbio che l' adottato non può mai essere vincolato prima della sua maggiorità, si è preteso che non doveva esserlo relativamente all' adottato; si è osservato che il non dare un effetto irrevocabile alle obbligazioni di questo sin dall' istante medesimo in cui manifestava l' intenzione di contraerle, era cangiar del tutto la natura di questa istituzione, era un alterare insieme l' incanto, e diminuire il prezzo di una sì pura beneficenza che si compiace sovente d' impegnarsi senza condizione per gli altri, e senza alcun timore di revoca contro le sue risoluzioni: ma non è al contrario accrescere il prezzo della beneficenza dandogli la facoltà di confermare o cangiare le sue determinazioni sino al termine più lontano dov' essa le fermerà irrevocabilmente? È alterarne l' incanto lasciandola ciascun giorno anche in libertà di ripren-

dere i suoi primi moti, e di gustarne i nuovi piaceri? Per altro la legge vuole, e con ragione, dargli una garanzia contro gli errori ed i lacci, ne' quali può farsi cadere, contro un falso sentimento, da cui può essa medesima essere ingannata, contro i giusti dispiaceri che potrebbero seguire una risoluzione più pronta e più irrevocabile. Qual'idea si avrebbe di un contratto che non obbligherebbe se non da una parte, e che per più altri non avrebbe alcun effetto assicurato? E non si citi qui in opposizione la legge romana, perchè ben presto si resterebbe smentito dell'uso, o piuttosto dagli abusi appena credibili della facilità dell'emancipazione. Una tale disposizione s'accorda dunque perfettamente co' riguardi che esigono il riposo e l'interesse delle famiglie.

La tutela officiosa, questo modo d'adozione ausiliaria, essenzialmente lo stesso del primo, nondimeno si distingue sotto i rapporti che conviene osservare. Essa suppone un' affezione più profonda, un' intenzione più assodata, cure più estese e più costanti, finalmente obbligazioni già anteriormente adempiute.

Da questo ingegnoso contratto di beneficenza debbono risultare grandi vantaggi. Esso avrà eminentemente quello di procurare soccorsi più frequenti alla sventurata infanzia, e ad assicurarglieli; perchè molte famiglie non si decideranno a confidare i loro figli se non che con questa certezza, mentre dall'altro canto, coloro che vorrebbero caricarsene non lo faranno, se partecipando lo stesso interesse non partecipano ancora la medesima sicurezza.

ESTRATTO

Del discorso pronunciato li 2 germile an. XI al Corpo legislativo dal cittadino PARY, *uno degli Oratori del Tribunato, sul progetto di legge, titolo VIII del Codice civile, relativo all'* Adozione *ed alla* Tutela officiosa.

L'adozione è una istituzione estranea alle nostre leggi. Non già che non se ne trovi il nome in alcune antiche ordinanze, ed in

certi costumi; ma in queste ordinanze l'adozione non era al più delle volte che una associazione militare. Nelle costumanze che avevano stabilita l'adozione o la *filiazione* era un' istituzione ora stipulata per contratto, ora un'amministrazione comune dei beni comuni, ma non vi si veggono stabiliti, o consacrati que' rapporti di paternità e di filiazione de' quali il vocabolo d' adozione in noi risveglia l'idea.

Il sistema dell'adozione, solamente perchè è nuovo, ha dovuto respingere un genere d'attacco che non hanno altrimenti sofferto le altre parti della legislazione.

Si è proposto un triplice genere di critica contro il suo stabilimento: si è detto che questa imitazione delle leggi romane che avevano fondato sull'organizzazione interna della famiglia la speranza e la gloria del loro futuro destino, non ha fra noi alcuno de' motivi stabiliti da queste leggi, e si sono richiamati i tre motivi dati allo stabilimento o alla conservazione dell'adozione presso i Romani, dall'autore che ne ha meglio conosciuto e spiegato le antichità (1).

(1) Heineccius, *de antiquit. rom. instit.*, lib. 1, it, XI.

Questi motivi erano 1. l'interesse di assicurare dopo la morte dei cittadini la celebrazione de' sacrifizj funebri sulla loro tomba, e quello di perpetuare nelle famiglie il culto degli dei domestici: in mancanza di figli naturali gli adottivi erano incaricati di queste religiose cure; 2. la facoltà di arrivare a certi impieghi pubblici, e la capacità di raccogliere le liberalità testamentarie, non ottenevasi tutto questo se non se con un certo numero di figli; gli adottivi coadiuvavano al compimento di questo numero; 3. finalmente la facilità che l'adozione in una famiglia plebea accordava ai patrizj di giungere agl'impieghi esclusivamente riservati ai plebei.

Senza dubbio niuno di questi motivi è da applicarsi fra noi. Ma ve n'ha un altro che io ritrovo egualmente e nelle leggi romane e nella spiegazione che ne dà il profondo giuriconsulto che mi si oppone. L'adozione, dic'egli, imita la natura: essa è la consolazione di quelli che non han figli: essa addolcisce per loro o la disgrazia, o l'ingiustizia della natura. *Adoptio imitatur naturam in solatio eorum qui libe-*

ros non habent, ad molliendum naturae defectum vel infortunium. La forza di un somigliante motivo che parla a tutti i cuori, ch'estendesi a tutti i paesi e a tutti i secoli, si fa particolarmente conoscere nella soluzione della seconda obbiezione.

Essa consiste nel dire che l'adozione è inutile 1. perchè non è nei nostri costumi, e non è chiamata dalla pubblica opinione; 2. a motivo della grande latitudine di disporre, accordata a quegli che non avendo figli sono i soli che possono adottare.

Per istabilire che i nostri costumi, o la pubblica opinione non chiamano l'adozione, si fonda sul piccol numero di adozioni che hanno avuto luogo dopo undici anni che diverse leggi se ne sono occupate.

Questo argomento perde dapprima la sua forza, se si ricorda che tutte le leggi le quali han trattato dell'adozione non hanno fatto che stabilirne o richiamarne il principio senza determinarne gli effetti. È mestieri sorprendersi, dopo ciò, che pochi si siano resi solleciti di ricercare un titolo, le di cui obbligazioni e i cui diritti erano incogniti? Gli uomini saggi non prendono alcun impegno quando ne ignorano l'estensione.

Bisogna per altro far qui una distinzione che sorte dalla natura stessa delle cose, fra le leggi che obbligano tutti i cittadini indipendentemente dal loro fatto e dalla loro volontà, e quelle che non contengono se non una semplice facoltà di cui ognuno può a suo piacimento farne o non farne uso.

Riguardo alle prime, anche le più sagge e le più utili, fa d' uopo adattarle alle circostanze ed agli attuali costumi. Quando si tratta di sforzare la volontà degli uomini, di distorli dalle loro inclinazioni, di rompere le loro abitudini, bisogna farlo con circospezione. Allora non basta volere il bene: bisogna farlo a proposito, modificare o cangiare gradatamente l'opinione pubblica, e disporla a riceverlo.

Ma quando si tratta di una istituzione che non sottomette le volontà, nè le azioni, e che non è fatta se non per quelli che vorranno bene approfittarne, non havvi che una sola cosa da esaminare, cioè di sapere, se facendo il bene di quelli, essa non offenda gl' interessi di tutti con qualche colpo portato alla politica o alla morale. Ora io sostengo che l'adozione, utile

a coloro che si uniranno con questo nuovo legame, è ad un tempo morale e politica.

Lungi qualunque difficoltà sui vantaggi che risultano dall'adozione e per l'adottato e per l'adottante. Tutto è benefizio, tutto è profitto per l'adottato; ciò è segnatamente vero, allorchè senza sortire dalla sua naturale famiglia, senza perdere alcuno de' diritti che gli appartengono in questa famiglia, ne acquista sulle cure e sui beni dell' adottante.

L'adozione è un bene per l'adottante: perchè gli dà la qualità di padre che la natura gli aveva negata; essa fa nascere nel suo cuore sentimenti tali, che sono l'incanto della sua vita; essa gli assicura la consolazione e i soccorsi della riconoscenza; essa allontana dalla sua vecchiezza la solitudine e la desolazione che contristerebbero ed abbrevierebbero i suoi ultimi giorni; essa infine lo rende felice per tutto il bene che fa, per tutte le cure che presta a colui che la legge gli permette di chiamare suo figlio.

Lo stabilimento dell'adozione non solo è utile agl'individui che ne approfittano: essa reca ancora un nuovo appoggio alla morale,

poichè apre una nuova sorgente di relazioni e di benefizj fra gli uomini. « Amatevi gli uni e gli altri » tal è stato il linguaggio di tutte le religioni; tale debbe anch' essere quello di tutti i legislatori. Per tutto ove esiste questa benevolenza reciproca, principio di tutti i doveri e di tutte le virtù, si vede regnare la pace e la felicità. La legge dee dunque promoverla con tutta la sua possa, facilitarne ed assicurarne l'esercizio.

Collo stabilire che l'adozione è una istituzione morale, ho provato ch'è una istituzione politica; imperocchè nell'azione che una nazione esercita sopra se medesima colle sue proprie leggi, tutto ciò ch'è morale è politico. Aggiungo nulladimeno ch'essa serve l'interesse generale della società sotto due rapporti.

1. Forma un nuovo vincolo fra le classi che la disparità necessaria delle fortune tende continuamente a separare: l'adozione sarà generalmente esercitata dal ricco a profitto del povero; essa riprodurrà fra noi non solo l'adozione de' Romani, ma eziandio quella bella istituzione del patronato e della clientela, il più forte sostegno fra le diverse

classi de' cittadini, il più solido fondamento dell' unione e della grandezza del popolo romano.

2. L'adozione sarà conforme all' interesse generale; imperocchè necessariamente preceduta e preparata dalle cure rendute in minorità, assicurerà una buona educazione ad individui che ne fossero stati privati dai rigori della fortuna. Così feconderà a vantaggio della società certi germi di talenti che per mancanza di coltura si sarebbero diseccati o periti nel nascere.

Più dunque non si dica che una istituzione, la quale estendendo l'impero de' benefizj accresce la felicità degl'individui, e serve nel medesimo tempo la morale e la politica, sia un'inutile istituzione!

Si sarà più felice nel fondare questa inutilità sulla latitudine di disporre, promessa, o accordata dalle nostre leggi?

Gli autori di una somigliante obbiezione osservano nell'adozione che il denaro dato e ricevuto. Paragonano que' lunghi anni di cure e di soccorsi, che hanno dovuto precedere l'adozione, a quell'istante fuggitivo, in cui il più delle volte si dà con ripu-

gnanza ciò che non si può più conservare. Non fanno alcuna differenza fra quelle liberalità fra vivi, così sovente seguite dal pentimento, o quelle disposizioni testamentarie troppo spesso frutto della circuizione, della debolezza, o della passione; e fra quelle liberalità, opera della saviezza, della scelta e della riflessione, frutto di sentimenti sperimentati, consolidati dall'abitudine, e che prendono infine la loro sorgente nelle disposizioni che più importa di far germogliare e risiedere nel cuore dell'uomo.

Non si vede nell'adozione che la facoltà di dare! Ma la società non può essere a parte d'idee non meno strette che inesatte. Ciò che le importa non è che un individuo disponga de' suoi beni secondo il suo umore o il suo capriccio, ma che durante la sua vita ne faccia un uso illuminato, e che sia utile anche ad essa. Ciò che le importa è di stabilire e di estendere un commercio di benefizj che renda i cittadini migliori e più felici; di legar così le diverse classi che la compongono, e di richiamare infine sull'indigenza gli sguardi ed i soccorsi della ricchezza.

Si tratta è vero di dar denaro; ma sono le cure, le affezioni, il cuore, finalmente se stesso che convien dare; ed ecco tutto ciò che dà il padre adottivo. In qualche modo ei s'identifica con quello che chiama suo figlio; unisce la di lui gloria alla sua, la di lui felicità a' suoi successi, e garantisce alla società la di lui buona condotta e virtù.

A coloro che non veggono nell' adozione che il denaro dato e ricevuto, non risponderò che con un tratto dell' antichità, che vi chieggo il permesso di rimettere sotto i vostri occhi.

Eudamida di Corinto era vicino a morte, e lasciava sua madre e sua figlia nell' indigenza. Ei si sovvenne di avere due amici, *Areto* e *Carisene*; fece il suo testamento, nel quale lasciò in legato ad *Areto* la cura di nutrire sua madre, ed a *Carisene* quella di adottare sua figlia, e di dotarla quando si mariterebbe; ed in caso che uno di essi venisse a morire, incaricava il superstite di adempire agli obblighi di colui che lo precederebbe. Queste disposizioni furono religiosamente eseguite. La madre di *Eudamida*

fu nutrita e mantenuta da *Areto;* e sua figlia adottata da *Carisene*, ricevette da lui una dote eguale a quella della propria figlia. Non è questo che denaro dato e ricevuto? E non si domanda dov' è la più sublime virtù, in colui che dimostrava una sì nobile confidenza ne' soccorsi e nei doveri dell'amicizia, o in coloro che vi corrispondevano così generosamente?

Io passo alla terza critica proposta da quelli che non vogliono adozioni. Questa istituzione, dicono essi, può essere funesta alla società; primo, in quanto che tende a rallentare i vincoli di famiglia e a spogliare i parenti della porzione de' beni che loro vien riserbata dalla legge; secondo, in quanto che è possibile che ricopra coll'onorevole velo della paternità e della filiazione combinazioni colpevoli e riprovate dai buoni costumi.

Io rispondo al primo punto di questa obbiezione, che l'adozione non distrugge primieramente lo spirito di famiglia nella linea diretta, anzi lo fortifica, poichè non può aver luogo che in mancanza di figli usciti da una legittima unione; nè la legge

potea

potea rendere alla natura un omaggio più puro e più solenne.

Non si tratta dunque che della famiglia collaterale, e della medesima porzione di questa famiglia che può esser chiamata alla riserva legittima. È senza dubbio giusto e morale il ristringere i vincoli di famiglia: ma questo interesse non dee venire se non dopo quello di assicurare a ciascun individuo la libertà e la felicità alla quale aspira. Il dovere del legislatore è di regolare la porzione de' beni di un uomo dopo la sua morte; ma rendere quest' uomo felice durante la sua vita, proteggere l'esercizio della sua libertà, dargli a tal effetto tutte le facilità e tutt' i mezzi compatibili colla morale e colla conservazione dell' ordine pubblico, è un dovere anteriore e più sacro. Se quest' individuo ripone la sua felicità nel darsi un figlio, nell' educarlo, nel formarlo per la società, dovremo privarnelo? Dovremo vincolare la sua beneficenza per l' interesse di una famiglia, i cui diritti non s' aprono se non dopo di lui, e che non li ripete che dalla mano del legislatore? V' è inoltre ancora una quistione da aprirsi, cioè se nella

linea collaterale vi sarà una riserva legittima, ed in profitto di qual grado avrà luogo. Voi dovrete indilatamente pronunciare su questa questione; ma io suppongo che ammettiate una tale riserva, che è la più favorevole ipotesi per gli autori dell'obbiezione: allora lo stesso codice che la stabilirà potrà, senza contraddizione e senza difficoltà, farla cessare in profitto de' figli adottivi, i quali formano anch' essi una nuova famiglia.

Aggiungo che può benissimo darsi che la facoltà di adottare serva a mantenere più unione, ed a far nascere maggiori riguardi nelle famiglie, pel timore che questa ispirerà ai parenti ingrati, i quali credendosi sicuri di una successione o di una parte importante della medesima, penserebbero di essere dispensati dal meritarla. Seguiamo infatti la marcia della natura; non confondiamo le eccezioni sempre rare colla regola costante della condotta degli uomini: dimandiamoci se i favori, le affezioni, le predilezioni non sono generalmente per quelli che portano il nostro nome, o che ci appartengono per vincoli di sangue? Il vec-

chio che trova nella posterità de' suoi fratelli e sorelle le cure e le consolazioni che addolciscono e incantano gli ultimi istanti della vita, va egli a cercarle in una famiglia straniera?

Quanto alla seconda parte dell' obbiezione, mi contento di osservare che tutte le cautele che potevano esser necessarie ai buoni costumi sono prese; che si troveranno nelle disposizioni che non permettono di adottare se non in una età avanzata; ch'esigono cure prestate molto tempo prima e durante la minorità; che prescrivono la necessità del consenso del congiunto dell'adottante quand'è maritato; che vogliono che i genitori dell'adottato siano sempre consultati se sono vivi; finalmente nell'intervento dell' autorità pubblica, la quale dee assicurarsi dei costumi e della buona riputazione dell'adottante. Simili precauzioni sono bastanti agli occhi della morale e della società. Una maggior diffidenza sarebbe un' ingiuria ed offenderebbe que' costumi pubblici che si avrebbe per oggetto di salvare. Non bisogna oltraggiare la specie umana nelle leggi destinate a governarla.

L' adozione è permessa dal progetto di legge alle persone dell'uno e dell'altro sesso. Tutto ciò che interessa la felicità individuale dev'essere egualmente necessario ad entrambi; ragionevolmente si è per questo riguardo seguito l'ultimo stato della romana legislazione.

L'adottante deve avere più di 50 anni: le prime leggi di Roma ne esigevano 60. Ben presto questa regola si trovò troppo rigorosa, e senza determinare la precisa età nella quale sarebbe permesso di adottare, s' incaricarono i magistrati di esaminare se colui che si proponeva di adottare poteva anche ragionevolmente sperare d'aver figli; *ut aestimetur* (1) *an melius sit de liberis procreandis cogitare eum, quam ex aliena familia quemquam redigere in potestatem suam.* La disposizione che vi si propone, partendo dallo stesso principio, che fa d'uopo che la legge non accordi figli adottivi se non a quelli che non possono più sperare di riceverne dalle mani della natura, è nondimeno più savia allorchè restringe

---

(1) L. 17, § 2, *Digest. de adopt. et emancipat.*

l' arbitrario sullo stabilimento dell' epoca nella quale l'adozione sarà permessa.

L' adottante non deve avere all' epoca dell' adozione figli nè discendenti legittimi. Questa disposizione si sostiene da se stessa; anzi è migliore di quanto era stabilito presso i Romani.

Le loro leggi esigevano un intervallo di diciott' anni fra l' età dell' adottante e quella dell' adottato; il progetto non n' esige che quindici. Il principio con cui si prescrive che l' adozione per essere l' imagine della natura, segue l' intervallo che questa mette nelle sue operazioni, è salvato; e la leggera disparità che ho notata non m' è paruta suscettibile d' alcuna critica.

Se colui che si propone di adottare è maritato, non lo potrà senza il consenso dell' altro congiunto: questa disposizione è nell' ordine delle convenienze e dei riguardi che si debbono due sposi. Quegli che è adottato, dovendo portare il nome e seguire il destino dell' adottante, è naturale che sia consultato il compagno di questo destino. Il figlio adottivo vivendo abitualmente nella casa comune, non dee prendervi il suo posto che col consenso dell' altro sposo.

Non basterà che l'adottante abbia quindici anni di più dell'adottato. Bisognerà ancora che gli abbia, nella sua minorità ed almeno per sei anni, prestato dei soccorsi e cure non interrotte. Qual è l'oggetto di questa disposizione? È di assicurarsi che colui che domanda alla legge di conferirgli il titolo di padre ne ha già i sentimenti; e la prova di questi sentimenti non può risultare che dai soccorsi, dalle cure non interrotte accordate per sei anni almeno a colui che vuolsi adottare e durante la sua minorità. Infatti non è per un individuo già pervenuto alla sua maggiorità che si provano per la prima volta i sentimenti di padre. Si accordano primieramente alla debolezza, alle grazie, alla ingenuità, al candore dell'infanzia. Questi sentimenti si perpetuano e si rassodano in un'età più avanzata, ma nascono nell'età tenera. Allora l'abitudine delle cure prestate e ricevute forma veramente una seconda natura. L'amor paterno si forma coi benefizj; la pietà filiale colla riconoscenza. Non amasi come suo figlio se non quello che si è protetto, soccorso, allevato sin dalla prima età, di cui si sono vedute,

mediante le sue cure, svilupparsi e crescere le facoltà fisiche e morali, la cui esistenza finalmente riguardasi come sua opera. Così si forma questa specie di proprietà, per la quale il padre ed il figlio credono scambievolmente di appartenersi.

La precauzione presa dalla legge di assicurarsi che le cure e i sentimenti paterni hanno incominciato durante la minorità dell' adottato, assolve da ogni rimprovero la disposizione che vuole che l'adozione non possa aver luogo prima della maggiorità dell' adottato. Non si sono fatte che due obbiezioni contro questa disposizione.

La prima tratta in quanto che non può sentirsi la paterna tenerezza per l'individuo maggiore, se sin dalla sua minorità non siasi riguardato e trattato come suo figlio: questa obbiezione è risoluta.

La seconda, fondata sul timore che i maggiori non abusino del loro impero e della debolezza di un vecchio per sorprendere un atto di adozione che spropria un'intera famiglia; ma come concepire un simil timore quando l'adozione non può aver luogo che in quanto l'adottato avrà ricevuto dall'

adottante le cure di un padre in un' età in cui la debolezza della sua ragione non gli permette di governarsi da se stesso?

Voi avete d'altronde riconosciuto, cittadini legislatori, quant'è necessario che un' adozione sia irrevocabile nell'istante in cui è formata; il che sarebbe impossibile se fosse permesso di adottare i minori; imperocchè bisognerebbe allora riserbare ad essi la libertà, quando giugnerebbero alla loro maggiorità, di rinunciare all'adozione o di confermarla. Così l'adozione sarebbe irrevocabile da una parte, e revocabile dall'altra: il che non permette il grande interesse di stabilire su basi fisse ed immutabili tutto ciò che riguarda lo stato degli uomini e delle famiglie.

Una eccezione legittima ad alcune delle regole che si sono stabilite è stata ammessa in favore di quegli che avesse salvato la vita all'adottante o in un combattimento, o salvandolo dalle fiamme o dalle onde. Un così grande servizio richiedeva una grande ricompensa; e la legge ha dato nuove facilitazioni all'individuo che volesse dichiararsi il padre di quegli, che per un grande

atto di sacrifizio, e di coraggio avesse salvato i suoi giorni. Così vien dispensato dalla regola, la quale vuole che l'adottante abbia più di cinquant'anni; gli basterà d'esser maggiore, Egli non è soggetto a quella ch'esige un intervallo di quindici anni fra l'età dell'adottato, e quella dell'adottante: bisogna per altro che sia più tempato: perchè sarebbe, secondo l'espressione delle leggi romane, una mostruosità se il padre fosse più giovine del figlio. Finalmente il servizio segnalato che ha ricevuto dall'adottato lo dispensa dalle cure che avrebbe dovuto rendergli durante la sua minorità. Si è però conservata a suo riguardo la condizione di prendere il consenso del suo consorte se è maritato, e quella di non avere all'epoca dell'adozione nè figli, nè discendenti legittimi: sarebbe infatti contraddittorio che una cosa, la quale non è che l'imitazione o il supplimento della natura, potesse in alcun caso figurar del pari della stessa natura.

Un' ultima condizione imposta all'adottato lo sottomette ad ottenere il consentimento de' suoi genitori all'adozione, se non ha compito il suo venticinquesimo anno, e ad

ricercare il loro consiglio, s'egli è maggiore di venticinque anni. La regola è eguale a quella stabilita pel matrimonio. L'adozione è per parte dell' adottato come il matrimonio medesimo una sorta di alienazione di sua persona. Il suo ingresso in una straniera famiglia, il cui nome va ad aggiungere al proprio, è un atto che interessa ben davvicino la sua famiglia naturale, perchè non possa far cosa alcuna prima dei venticinque anni senza il consenso e l'autorità del capo. Anche quand'abbia passato questa età dee ricercare il consiglio di suo padre, che avvertito da questa ricerca prende presso i tribunali che intervengono nell' adozione le misure che gli prescrivono la sua saviezza e l'interesse della sua famiglia. È una nuova sanzione data a questa potestà tutelare, a questa magistratura antica e rispettata, l'unico appoggio de' costumi privati, ed il più solido fondamento de' pubblici.

Finalmente è dichiarato che niuno può essere adottato da più, se non lo è da due sposi. La regola e l'eccezione sono egualmente conformi alla natura, della quale l'adozione è l'immagine.

Fra le condizioni che l'adottante dovrà adempire, voi avete forse cercato, cittadini legislatori, quella di essere o di essere stato maritato. Qualcheduno di noi l'avrebbe desiderato; ma l'immensa maggiorità ha pensato che sarebbe troppo ingiusto l'esigere che un individuo maggiore di cinquant'anni non ottenesse che col prezzo d'un matrimonio il diritto di adottare. I matrimonj contratti in una età sì avanzata sono poco vantaggiosi alla società. Niun interesse la induce a promoverli; e fra gl'inconvenienti che possono presentare, soprattutto si osserva l'impossibilità probabile pel padre di allevare i suoi figli, e di condurli egli stesso all'età in cui potranno far di meno dei suoi consigli e della sua ragione. Perchè d'altronde colpire di una sorta d'interdizione, in questa materia, uomini che sgraziate circostanze, la debolezza della loro salute, la natura dei loro affari o delle loro speculazioni, il loro gusto esclusivo per le scienze ed arti, spesso ancora la cura onorevole di provvedere alla sussistenza o alla educazione dei loro prossimi, possono avere allontanati dal matrimonio?

Io però non dissimulo la principale obbiezione contro questo sistema. No, senza dubbio, mi si dirà, non è da desiderarsi che individui che hanno sorpassato l'età di cinquant'anni contraggano un impegno che più non prometta alla società ciò che in un'età meno avanzata avrebbe avuto diritto di attenderne; ma importa d'impedire che la speranza di divenir padre col mezzo dell' adozione non distragga dal matrimonio. Il rilassamento de' costumi, si aggiunge, offre i piaceri del matrimonio senza il matrimonio. Che cosa resterà a questa istituzione, se si può senza di lei procurarsi le dolcezze della paternità?

Non bisogna essere nè sposo, nè padre per proporre una somigliante obbiezione. Si possono avere i piaceri del matrimonio senza il matrimonio! Che! l'unione de' cuori, la partecipazione della buona e della cattiva fortuna, quella communione d' interessi, quella felice associazione che è di sollievo a tutti i mali, e raddoppia tutti i piaceri, tutti i titoli d'onore che circondano una legittima unione sarebbero posti al confronto dei piaceri fallaci, di quelle unioni fuggi-

tive che si vorrebbero nascondere ai proprj suoi sguardi, e che incominciando col delitto, finiscono sempre col pentimento!

Si assomigliano le dolcezze della paternità adottiva a quelle della paternità naturale, e si teme che la facilità di procurarsi le prime non distragga dalla premura di procurarsi le altre. Vano e frivolo allarme! L'adozione è l'immagine della natura: ma quanto è debole questa immagine! quanta distanza v'è nel cuore dell'uomo dal figlio del suo sangue, e quello della sua elezione! Colui ch'è capace di sperare un giorno qualche dolcezza nella paternità adottiva, saprà bene, nel tempo, dirigersi alla natura prima di ridursi ad interrogare la legge.

Questa così profonda combinazione, mediante la quale si starà lontani dal matrimonio nella speranza di diventare un giorno padre adottivo, dove la troverete, s'è possibile? Forse nelle anime di que' pochi uomini dediti nelle grandi città all'ozio ed al libertinaggio, e che disapprovando questo motivo nel fondo del loro cuore, se ne serviranno al più per dare un colore ai loro eccessi. Non cercate nelle vostre leggi di

percuotere tali uomini; vi sfugiranno sempre; voi non arriverete giammai a restituirli alla felicità della virtù.

Ma considerate meco questi proprietarj, questi negozianti, questi coltivatori, questi operai sparsi sul vostro territorio, questi uomini abituati a trovare nel sorriso di una sposa, e nelle carezze de' loro figli l'unico sollievo de' loro utili travagli; domandate loro se avrebbero rinunziato per tutta la loro vita alla felicità di essere sposo e padre, e se avrebbero abiurato le debolezze della paternità per ottenerne sul fine della loro carriera una sì debole immagine?

» Dappertutto dove si trova un posto » dove due persone possono vivere como- » damente, si fa un matrimonio (1) ». Lasciamo fare alla natura; essa sa bene in ogni tempo conservare o riprendere i suoi diritti. Essa ha impresso nelle nostre anime il desiderio di perpetuarci e di riprodurci; essa invita coll'attrattiva del piacere. Quindi colmandoci di delizie ci prepara co' figli che ci fanno, per così dire, avanzare nell'

---

(1) *Esprit des lois, liv. 23, chap. 10.*

avvenire, maggiori soddisfazioni di queste stesse delizie.

L'adozione, quanto a' suoi effetti, conferisce sull'atto il nome dell'adottante all'adottato, aggiungendolo al nome proprio di quest'ultimo. Esso è un rapporto dell'adozione colle liberalità autorizzate dalle nostre antiche leggi, e che avevano per condizione di dover portare il nome del donatore o del testatore.

Ma ciò che caratterizza l'adozione, e che dà una nuova forza al vincolo che si forma tra l'adottante e l'adottato, è la reciproca obbligazione che viene ad essi imposta di somministrarsi gli alimenti ne' casi determinati dalla legge.

L'adottato inoltre non esce dalla sua famiglia naturale; i suoi genitori conservano su di lui tutti i diritti accordati ai padri sui loro figli maggiori. Alcune voci sono insorte perchè questi stessi diritti appartenessero al padre adottivo. Ma con ragione si è osservato che non gli si potevano conferire se non in pregiudizio del padre naturale e legittimo, che allora si sarebbe dovuto spogliarnelo; e nel concorso, si è

creduto di dover dare la preferenza al padre riconosciuto dalla natura e dalla legge, su quello di cui la legge sola aveva formato la paternità. Il progetto di legge, insomma, ha separato dall' adozione tutto ciò che apparteneva alla potenza del padre; non ne ha conservato che i benefizj.

Quando la morte ha spezzato il vincolo che univa all' adottante l' adottato, questi esercita sulla successione dell' adottante i medesimi diritti che eserciterebbe il figlio nato in matrimonio, anche quando vi fossero altri figli di questa qualità nati dopo l'adozione. Si è domandato per un momento se era giusto di fare in quest' ultimo caso concorrere il figlio adottivo coi figli nati posteriormente, l' immagine della natura colla natura medesima. Ma si è ben presto riconosciuto che tutto ciò che resta inerente allo stato dell' uomo dev' essere immutabile e dipendente da avvenimenti posteriori; si è conosciuto quanto sarebbe deplorabile ed infelice la condizione del figlio adottivo, che la sopravvenienza de' figli nati nel matrimonio spoglierebbero di un nome che la legge gli avea dato, e deluderebbe tutte

le

le speranze che la legge lo aveva autorizzato a concepire.

Se l'adottato muore senza discendenti legittimi, e l'adottante o i discendenti dell' adottante gli sopravvivono, le cose date dall'adottante o raccolte nella sua successione, e ch'esisteranno in natura nel tempo della morte dell'adottato, ritorneranno all'adottante o a'suoi discendenti. Questo è giusto ed utile: è giusto, perchè se l'affezione dell'adottante per l'adottato ha potuto indurlo a privarsene in suo favore, non è presumibile che ne abbia voluto spogliar se e la sua posterità per arricchire una famiglia straniera, e sarebbe opprimerlo se nel tempo stesso dovesse gemere sulla perdita dell'oggetto della sua affezione, e deplorar quella de'suoi beni. Questa disposizione è ancora utile in quanto che incoraggisce le liberalità che fondate sopra motivi onorevoli e sparse con iscelta, sono quasi sempre mezzi di pubblica prosperità.

D'altronde vi è molta saviezza a non conservare all'adottante, o alla sua posterità, se non che i beni che esisteranno in natu-

ra; senza di che sarebbe un colpirli d'indisponibilità.

Tutti i popoli che han conosciuto l'adozione l'hanno sottomessa ad alcune regole, ed hanno voluto assicurarsi della loro osservanza. Presso i Romani l'*arrogazione*, ch'era l'adozione dell'individuo emancipato dalla potestà paterna, si facea dapprincipio con una legge del popolo, ed in seguito coll'autorità degl'imperatori. L'adozione, ch' era riguardata come un atto di potestà dalla parte del padre naturale che trasmetteva tutti i suoi diritti al padre adottivo, si faceva avanti il magistrato con minore solennità: ma l'una e l'altra eran precedute da un esame sullo stato della famiglia dell'adottante, sulla sua moralità, sull' osservanza delle condizioni prescritte.

Il progetto di legge confida questo esame ai tribunali. L'adottante e l'adottato si presentano avanti il giudice di pace per farvi l'atto de' loro rispettivi consensi. Quest'atto è successivamente trasmesso, e al tribunale di prima istanza, ed a quello d'appello. Questi due tribunali sono incaricati a procurarsi gl' indizj convenevoli, e verifi-

care 1. se sono state adempite tutte le condizioni della legge; 2. se la persona che si propone di adottare gode di una buona riputazione.

I giudici non debbono, come in altri riti della loro giurisdizione, raccoglier prove, ma procurarsi gl'indizj. Eglino debbono verificare se l'adottante gode di una buona riputazione; saggia disposizione che fa dell'adozione il prezzo e la parte esclusiva della probità, e che allontana per sempre il timore che possa servir di velo a combinazioni riprovate dalla morale. Ma questa medesima disposizione vi mostra la natura del potere confidato ai tribunali: esso è un potere puramente discrezionario. La legge rimette nelle loro mani il deposito de'costumi: la loro coscienza è la coscienza pubblica. Perciò non sono sottomessi ad alcuna delle ordinarie forme dell'istruzione e de'giudizj: si fa tutto nella camera del consiglio, e senza che abbiano a render conto de'motivi della loro decisione. La cosa non diventa pubblica se non quando l'adozione è definitivamente ammessa. E qui si presentano due interessi: il primo, di far

conoscere al pubblico un cangiamento nello stato di due cittadini; ecco perchè il giudizio in ultima istanza, che ammette l'adozione, viene pronunciato nell'udienza ed affisso dappertutto, ove il tribunale lo giudichi convenevole. Il secondo interesse è, che ciò che dipende dallo stato degli uomini, non resti lungamente incerto, e non sia soggetto alle variazioni o ai capricci degl'individui; per questa ragione l'adozione resta senza effetto, se in tre mesi dopo il giudizio non è iscritta sui registri dello stato civile del luogo di domicilio dell'adottante.

Quando l'adottante é l'adottato si presentano avanti ai tribunali, e provocano concordemente la sanzione del contratto che deve unirli, niuno individuo ha diritto, o qualità per intervenire alla procedura. Accade diversamente quando l'adottante è morto dopo la dichiarazione della sua volontà avanti il giudice di pace, e prima che i tribunali abbiano definitivamente pronunciato. Si può allora temere che l'adozione non sia il frutto della circuizione, dell'impero esercitato sopra un vecchio indebolito dal-

la malattia che l'ha condotto al sepolcro.
Questo timore sveglia la giusta inquietudine della legge. Da un canto l'adottante non è più là per difendere la saviezza e la libertà della sua scelta; dall'altro, gli eredi del sangue hanno una qualità che loro vien deferita dall'apertura della successione; essi hanno un grande interesse per non essere spropriati. Era dunque giusto il metterli a portata da farsi ascoltare; e senza stabilire una contraddizione giudiziaria, non permessa dalla natura della materia, vengono autorizzati a rimettere al commissario del governo le memorie e le osservazioni che giudicheranno convenevoli. Questa disposizione concilia tutti gl'interessi, e non può ridondare se non a profitto della luce e della verità.

Tutte le considerazioni presentate in appoggio dell'adozione sorgono colla stessa forza in favore della tutela officiosa, che anch'essa non è se non se una preparazione all'adozione, un principio d'adozione.
Qui non v'ha obbiezione nè critica.

LOI

Relative aux Adoptions posterieures au 18 janvier 1792, et anterieures à la publication du Code civil.

Du 25 germinal an XI.

Art. 1. *Toutes adoptions faites par actes authentiques depuis le 18 janvier* 1792 (v. st.) *jusqu'à la publication des dispositions du Code civil relatives à l'adoption, seront valables, quand elles n'auroient été accompagnées d'aucune des conditions depuis imposées pour adopter et être adopté.*

2. *Pourra néanmoins celui qui aura été adopté en minorité, et qui se trouverait aujourd'hui majeur, renoncer à l'adoption dans les trois mois qui suivront la publication de la présente loi.*

La même faculté pourra être exercée par tout adopté aujourd'hui mineur, dans les trois mois qui suivront sa majorité.

Dans l'un et l'autre cas la renonciation sera faite devant l'officier de l'état civil du

domicile de l'adopté, et notifiée à l'adoptant dans un autre délai de trois mois.

3. *Les adoptions auxquelles l'adopté n'aura point renoncé produiront les effets suivans :*

Si ces droits ont été réglés par acte ou contrat authentique, disposition entre-vifs ou à cause de mort, faits sans lésion de légitime d'enfant, transaction ou jugement passé en force de chose jugée, il ne sera porté aucune atteinte auxdits acte, contrat, disposition, transaction ou jugement, lesquels seront exécutés selon leur forme et teneur.

4. *En l'absence ou à défaut de toute espèce d'actes authentiques spécifiant ce que l'adoptant a voulu donner à l'adopté, celui-ci jouira de tous les droits accordés par le Code civil, si, dans le six mois qui suivront la publication de la présente loi, l'adoptant ne se présente devant le juge de paix de son domicile, pour y affirmer que son intention n'a pas été de conférer à l'adopté tous les droits de successibilité qui appartiendront à un enfant légitime.*

Cette faculté d'affirmer l'intention, est un droit personnel à l'adoptant, et n'appartiendra point à ses héritiers.

5. *Dans le cas où l'adoptant aurait fait l'affirmation énoncée dans l'article précédent et dans le délai prescrit par cet article, les droits de l'adopté seront, quant à la successibilité, limités au tiers de ceux qui auraient appartenu à un enfant légitime.*

6. *S'il résultait de l'un des actes maintenus par l'article 3, que les droits de l'adopté fussent inférieurs à ceux accordés par le Code civil, ceux-ci pourront lui être conférés en entier par une nouvelle adoption, dont l'instruction aura lieu conformement aux dispositions du Code, mais sans autres conditions, de la part de l'adoptant, que d'être sans enfans ni descendans légitimes, d'avoir quinze ans de plus que l'adopté, et, si l'adoptant est marié, d'obtenir le consentement de l'autre époux.*

7. *Les art.* 341, 342, 343, 345 *et* 346 *du Code civil, au titre* de l'Adoption, *sont au surplus déclarés communs à tous les individus adoptés depuis le décret du* 18 *janvier* 1792 *et autres lois y relatives.*

MOTIVI

Del progetto di legge sulle adozioni posteriori all' epoca dei 18 gennaio 1792, ed anteriori alla pubblicazione del Codice civile.

La legge delli 2 germile ha stabilito alcune regole per le adozioni future, ma molte adozioni esistevano avanti quest' epoca, e chiamano oggi una legge, che legando col passato il presente determini gli effetti delle adozioni anteriori al Codice civile.

Voi dovete adempiere su questo punto le promesse di molte assemblee nazionali che vi han preceduti; imperocchè non può contrastarsi alle adozioni, delle quali oggi veniamo a ragionarvi, d' essere state fatte sotto gli auspicj di una legislazione imperfetta sì, ma almeno positiva nel suo oggetto.

Il primo atto del Potere legislativo in cui si occupa dell' *Adozione* fu un decreto delli 8 gennaio 1792 che ordinò di comprendere *nel piano generale delle leggi civili quelle relative all' adozione.*

Parecchie adozioni seguirono questo decreto; ma soprattutto si moltiplicarono quando si vide il legislatore stesso fare un'applicazione positiva del principio decretato.

Li 25 gennaio 1793, la Convenzione nazionale adottò in nome della Patria la figlia di Michele Lepelletier, ed incaricò il suo comitato di legislazione *di presentargli indilatamente un rapporto sulle leggi dell'adozione.*

Poco dopo, una costituzione che non ebbe a dir vero che una effimera esistenza, parlò dell'*Adozione* non solo per permetterla, ma per ricompensarla, poichè l'adozione di un fanciullo era uno de' mezzi di acquistare i diritti di cittadino francese.

Per quanto sieno poco favorevoli a questa costituzione le memorie che vi vanno unite, non si può negare ogni effetto agli atti che furono fatti sotto il suo impero, e ch'erano uniti allo stato civile delle persone.

Del resto un tale stato fu molto di più testualmente ancora assicurato da una legge delli 16 frimale anno 3, che senza determinarne gli effetti, fece conoscere che do-

vevano risultarne alcuni diritti, poichè introdusse certi atti proprj a conservarli.

Sino a tanto che sia stato stabilito dalla Convenzione nazionale, dice questa legge, *sugli effetti delle adozioni fatte anteriormente alla promulgazione del Codice civile, i giudici di pace dovranno, se ne vengano richiesti dalle parti interessate, levare i sigilli: in quanto alla vendita dei mobili dovrà esser fatta dietro un inventario, sul parere di un' assemblea di parenti, salvo il deposito sino al regolamento dei diritti delle parti.*

Per altro sin dai primi tempi ne' quali fu pronunciato il nome dell' *adozione* si era veduta la maggior parte delle municipalità accordargli un posto nei registri dello stato civile, e più recentemente ritrovasi un decreto del governo in data delli 19 fiorile an. 8, che attesta e conferma quest' uso col mentovar l'*adozione* nel numero degli atti dello stato civile.

Dopo tanti atti della pubblica potestà non si può richiamare in dubbio che l'adozione non sia stata consacrata in principio molto tempo prima della legge delli 2 germile, e

che l'introduzione di questo principio non debba rimontare al decreto delli 18 gennaio 1792.

Riconosciuto questo punto, siccome la legislazione non ha potuto tendere un laccio ai cittadini, nè ingannare la fede pubblica, essa deve in oggi regolare la sorte delle adozioni anteriori al Codice civile.

È una disgrazia, invero, che sia divenuta necessaria l'autorità del legislatore per ispiegare il passato, regolarne gli effetti, e dare a questa parte della legislazione il compimento che le mancava; ma la straordinaria situazione che motiva questa misura non n'è meno costante, e meno evidente non è il bisogno di sovvenirvi; perchè la sorte di più migliaia di figli adottivi, e la tranquillità di più migliaia di famiglie dipendono da quistioni sulle quali voi siete per pronunciare.

Ora vi svilupperò le idee che hanno dettato il progetto di legge.

In oggi che l'adozione è organizzata per l'avvenire, il primo pensiero, la prima ricerca doveva dirigersi al punto di sapere se la nuova legge poteva essere dichiarata comune alle antiche adozioni.

Ma conoscendo il bisogno di ravvicinare fra loro le adozioni organizzate dal Codice civile, e quelle che hanno avuto luogo anteriormente; riconoscendo ancora la possibilità di assimilarle in alcune parti, se ne sono vedute altre che non ammettevano applicazione comune, e si è riconosciuto che il passato e l'avvenire non potevano in questa materia congiungersi senza molte modificazioni.

Così primieramente le forme e condizioni prescritte dalla nuova legge non possono reggere le adozioni preesistenti senza annullare retroattivamente, e ben si conosce quanto ciò sarebbe ingiusto; perchè l'adozione annullata sarebbe irreparabile tutte le volte che l'adottante fosse morto o che avesse mutato volontà, o che perseverando in essa non potesse realizzarla a motivo delle condizioni volute in oggi dalla legge.

Queste considerazioni reclamano imperiosamente il mantenimento delle antiche adozioni nello stato in cui si ritrovano.

Niuna *forma* speciale era prescritta sino al Codice civile; le adozioni fatte sino a quest'epoca debbono dunque essere dichia-

rate valide, purchè sieno stabilite da un titolo *autentico*.

Niuna *condizione* veniva imposta; così, e salve le regole generali che colpirebbero di nullità quegli atti che si proverebbero essere stati estorti con violenza, o esser l'opera di uno spirito alienato, le adozioni consumate prima della promulgazione del Codice dovranno ottenere il loro effetto senza consultare la nuova legge, e senza esaminare se l'adottante era d'altronde capace di conferire il benefizio dell'adozione, o l'adottato capace di riceverla; perchè erano abili entrambi, mentre la legislazione allora non conteneva alcuna proibizione, e non offriva al contrario che un' autorizzazione indefinita.

Ogni sistema opposto alla conservazione *pura* e *semplice* di queste antiche adozioni sarebbe d'altronde evidentemente contrario al bisogno delle circostanze: imperocchè se dopo il voto in cui si è restati per undici anni riguardo all'adozione, si è finalmente arrivati a regolare questa bella istituzione, l'applicazione delle nuove regole agli antichi atti, lungi dall'essere un ritorno all'ordine, non sarebbe che un nuovo disordine.

Ho stabilito, forse sovrabbondantemente, che le forme e condizioni della nuova legge non potevano applicarsi alle adozioni fatte prima del Codice civile.

Presentasi fra le adozioni fatte sin qui, e quelle che avranno luogo per l'avvenire un' altra differenza ch' esigeva una particolare disposizione.

Nel nuovo sistema, qualunque adozione sarà irrevocabile, anche per parte dell'adottato, perchè il contratto non si formerà con lui, se non quando sarà divenuto maggiore.

Ma le antiche adozioni sono per lo più state dirette sui minori, non a titolo di *tutela officiosa* (istituzione, la cui idea è del tutto nuova, e il di cui nome non era stato ancora pronunciato), ma a titolo di perfetta *adozione.*

In questa situazione è sembrato giusto, non di assimilare le antiche adozioni alla tutela officiosa (il che tendeva a snaturare il contratto che si è voluto formare), ma lasciando sussistere l'adozione, di riservare al minore la facoltà di rinunziarvi.

Pochi saranno, senza dubbio, i minori che ne useranno, ma il principio sarà ri-

spettato; perchè il consentimento è la base essenziale di qualunque contratto, ed è soprattutto necessario in un atto così importante come l'adozione; ora questo formale o tacito consentimento è un atto da maggiore.

Del rimanente, l'adottante medesimo non avrà a lagnarsi di questa disposizione, perchè era nella opinione comune ed in tutti i progetti del tempo.

Questa fortunata combinazione, che fa dell' *adozione* un contratto tra maggiori, tuttochè tragga la sua origine dai servigi renduti ad un minore, non esisteva ancora; non erasi neanco osservata; e non vedevasi nell' adozione conferita ad un minore che un atto, che perfetto ed irrevocabile per parte dell' adottante, restava pure soggetto alla ratifica formale o tacita dell' adottato all' epoca della sua maggiorità.

Riportandoci verso un tal sistema, per accordarne gli effetti coi principj proprj alla minorità, la facoltà proposta, in questa specie, in favore dell' adottato minòre, resta bastantemente giustificata.

Da quanto si è detto, risulta già che, o rap-

rapporto alle forme e condizioni dell' adozione, o rapporto alla sua revocabilità per potere dell'adottato minore, le antiche adozioni non possono essere assimilate a quelle che regolerà la nuova legge.

Ma questa assimilazione potrà almeno aver luogo negli effetti?

Giunti a questo punto della discussione, non ci resterebbe più che una disposizione a proporvi, se dovesse essere così: ciò sarebbe dichiarare, in quanto agli effetti, la legge nuova comune alle antiche adozioni; ma questo partito, semplicissimo al primo aspetto, non andrebbe esente da pericoli, nè da ingiustizia.

Vediamo prima il caso in cui l'adottante avrebbe, con un contratto, o con una disposizione qualunque, sia fra vivi, sia in causa di morte, regolato ciò che voleva dare all' adottato. Nel silenzio della legge sugli effetti dell'adozione, è evidente che la volontà dell' uomo ha potuto regolarli, e che questa volontà debitamente manifestata dev' essere in oggi rispettata ed eseguita.

Si vuole ora supporre o una transazione cogli eredi dell'adottante, o un giudizio che

abbia acquistato tutta la forza della cosa giudicata? Si comprende che sarebbe un sovvertir tutto se si volesse far prevalere le disposizioni della nuova legge contro atti di questa natura.

Il progetto che vi vien sottomesso si sarebbe scostato dalle viste di una savia giustizia e di una buona politica, se avesse prodotto la più piccola derogazione agli effetti regolati in una delle maniere indicate; il suo primo dovere era di conservarli.

Ma non può esistere cosa alcuna di simile, ed allora la legge dee pronunciare, e la sua intervenzione divien necessaria.

Per prendere un giusto partito a questo riguardo, e per regolar saggiamente gli effetti delle antiche adozioni, bisogna soprattutto considerare la posizione più comune degli adottanti, ed interrogare la volontà del maggior numero.

Si troverà in questo esame che l'adottante, il quale non ha da se stesso spiegato, nè limitato la sua liberalità, ha voluto che avesse la maggiore estensione possibile, o almeno non ha voluto sottometterla se non a' limiti che la stessa legge poteva assegnarvi.

Si può dunque e deesi ancora fermare a questa presunzione, come al miglior punto da cui in questa materia possa dipartirsi.

Così, e nel caso in cui, prima della promulgazione del Codice, l' adottante fosse morto senza aver lasciato atti che dichiarassero la sua volontà, l'adottato sarà irrevocabilmente investito di tutti i diritti di successibilità accordati dalla nuova legge, perchè questa misura accordasi colla volontà presunta dell' adottante.

Una tale presunzion di diritto non cesserà se è ancor vivo l'adottante; pertanto, e in questo caso, si è creduto di doverlo ammettere ad allontanarne l'applicazione con una contraria affermazione, fatta in un breve termine.

Una maggiore considerazione ha dettato questa modificazione; imperocchè per quanto sia giusta la presunzione legale, essa però non è che una presunzione, e non si può considerare senza raccapriccio la dura situazione in cui si troverebbe un uomo del quale la legge venisse ad estendere i benefizj al di là della sua volontà.

Tutte le sfortunate passioni che un falso

calcolo può scatenare non verrebbero ad avvelenar la sua vita, ad alterare le dolci affezioni, sulle quali dee riposar l'adozione, e rendere l'adottato un oggetto di odio per l'adottante.

Per quanto debba essere piccolo il numero degli adottanti che oseranno dell' affermazione permessa, questa modificazione eviterà alcune disgrazie senza annullare, quand' anche avrà luogo, tutti i diritti dell' adottato, che conserverà almeno il terzo di quelli che avrebbe un figlio legittimo.

Del resto vi è luogo a sperare che uomini i quali non si sono dimostrati che come benefattori non diverranno spergiuri, e quando la società avesse su questo punto a temere qualche abuso, essa dovea prevenire più gravi e anche più numerosi inconvenienti.

Ho già messo sotto i vostri occhi, cittadini Legislatori, le parti principali del progetto di legge: mi resta però a spiegare una disposizione che vi tiene un luogo molto importante.

Voi avete inteso che se havvi un atto qualunque che regoli i diritti dell'adottato, bisognerà osservarlo.

Ciò è indubitatamente giusto, e si è felice abbastanza, quando la verità apparisce, di seguirla senza restrizione.

Pertanto i diritti del figlio adottivo possono essere stati regolati in una somma debole, e non essere più in rapporto coll' affezione dell' adottante, accresciuta in ragione de' servizj e delle consolazioni che l' adottato gli avrà procurato.

Risulterà dalla preferenza di un contratto anteriore alla promulgazione del Codice civile e dalla sua sentenza di mantenimento in possesso pronunciata dalla legge, che l'adottante nulla possa aggiungere a un tale contratto? Questo sarebbe andare al di là dell' oggetto propostosi; imperocchè, se per assicurare la condizione rispettiva dell' adottante e dell' adottato, si è ragionevolmente voluto che il primo non potesse dar meno, nè il secondo esigere più di quello che potrebbe essere stato regalato da convenzioni anteriori al Codice civile, nulla si oppone all' intervenienza fra loro di un nuovo contratto più favorevole all' adottato, una nuova adozione accompagnata da tutti i suoi effetti, e al di cui compimento convien an-

cora dispensare da una parte di condizioni imposte dalla nuova legge; perchè in questa specie non si tratta di formare, ma bensì di ristringere nodi che preesistevano.

Alcune regole tratte dalla nuova legge terminano il progetto che vi vien sottomesso.

Così il diritto accordato all' adottato di portare il nome dell' adottante addizionalmente a quello della sua propria famiglia;

L'obbligazione reciproca fra l'adottante e l'adottato di somministrarsi al bisogno gli alimenti;

Le proibizioni di matrimonio nei gradi espressi nella legge delli 2 germile;

Il diritto accordato all' adottante di procedere alle cose date da lui all'adottato quando muoia senza posterità.

Ecco diversi punti ch' essendo nell' essenza del contratto, s' applicano senza difficoltà alle antiche adozioni, come alle future, senza offrire d' altronde alcun imbarazzo nella loro esecuzione.

Vi ho spiegato, cittadini legislatori, tutto il piano della legge transitoria che vi viene proposta.

Nel passaggio di un semplice principio ad applicazioni precise e a positivi risultati bisognava non istabilire le presunzioni della legge se non dopo aver rispettata la volontà dell'uomo ed esauriti tutti i documenti che poteva presentare: era pur duopo in assenza di tali documenti, e allorchè s'innalza la presunzione all'autorità della legge, accompagnarla da modificazioni proprie ad evitare collisioni funeste.

Guidato da queste idee principali, il progetto che vi viene sottoposto sarà giunto al suo fine, se giusto ne'suoi mezzi, termina senza crisi certe difficoltà, la cui soluzione da lungo tempo aspettata è per fissar finalmente la sorte di più migliaia d'individui degni di tutta la vostra sollecitudine.

Questi motivi sono stati esposti dal Consigliere di Stato Berlier.

ESTRATTO

Del rapporto fatto li 22 germile anno XI *al Tribunato dal cittadino* Bouteville, *in nome della Sezione di legislazione, sul progetto di legge relativo alle Adozioni posteriori alli* 18 *gennaio* 1792, *e anteriori alla promulgazione del Codice civile.*

Le circostanze nelle quali noi ci troviamo esigono imperiosamente l'emissione di una legge che regoli la sorte e gli effetti delle adozioni fatte nei dodici anni già scorsi.

Il legislatore può egli, senza offender la regola che ha a se medesimo così solennemente prescritta, senza incorrere nel rimprovero di retroattività, pubblicare disposizioni che si riferiscono e si applicano ad atti preesistenti?

Queste disposizioni infine legan esse così felicemente il passato e l'avvenire, onde i diritti di tutti siano religiosamente rispettati?

La terza questione è la sola che possa reclamare un serio esame.

Li 18 gennaio 1792 l'assemblea legislativa ordinò di comprendere nel piano generale delle nostre leggi quella relativa all'adozione; il principio e la facoltà dell'adozione sono dunque dopo quest'epoca consacrate da una legislazione egualmente positiva che certa.

Prima della legge delli 2 germile tutti i legislatori avevano confuso nell'adozione ciò che pertanto vi è sì distinto, il fatto ed il contratto; il primo voto, il solo disegno e la realità dell'adozione.

Da ciò, presso gli antichi, la dura convinzione, che non potevano ammetterla nei loro costumi se non coll'offendere i diritti della natura, collo spezzare il nodo delle famiglie, con dichiarare straniero ai suoi proprj parenti il figlio collocato in una famiglia adottiva.

Da ciò ancora l'errore del legislatore della Prussia, il quale convinto che la debolezza e le grazie dell'infanzia possono sole inspirare il pensiero e il desiderio d'adottare, e volendo insieme rispettar la natura e favorir l'adozione, lascia questa ondeggiare incerta sino alla maggiorità del fanciullo: da ciò finalmente gl'inestricabili imbarazzi di un

impegno civile, irrevocabile per l'uno, e necessariamente revocabile sempre per l'altro.

Per felici combinazioni la legge delli 2 germile salva tutte queste lunghe ed afflittive incertezze. L'adozione sarà senza meno fra noi, dopo il matrimonio, la più santa e la più toccante convenzione, ma egualmente che ogni altra, non sarà reale, irrevocabile, e permessa che *fra' maggiori.*

La prima cura del legislatore è stata di ricercare e riconoscere le condizioni alle quali le adozioni anteriori alla legge potevano essere sottomesse; o piuttosto per questo stesso che le leggi anteriori non prescrivevano alcun modo o condizioni per la validità delle adozioni, ne segue che non n'esistono di quelle alle quali il mantenimento e l'esecuzione degli atti di tal natura possono essere giustamente subordinati. Questa disposizione è quella dell'articolo del progetto.

Sino al fortunato momento in cui il legislatore ha concepito che l'adozione dovea come tutti gli altri atti dello stato civile formare un vero contratto, il comun pensiere era che l'adozione facendosi natural-

mente nella minorità dell'adottato fosse necessariamente sempre revocabile per quest' ultimo, e che tale n'era a suo riguardo il carattere.

Se la medesima opinione avesse prevaluto nella redazion della legge, la facoltà di rinunziare all'adozione non si sarebbe potuto negare al minore adottato.

La legge dunque vuole, e con ragione, che il figlio adottato nella sua minorità possa dentro tre mesi, se oggi è maggiore, e se non lo è ancora, ne' tre mesi che seguiranno la sua maggiorità, rinunziare all'adozione. Questa è la disposizione egualmente saggia dell'articolo II del progetto.

Se l'adottato vuol conservare i vantaggi dell'adozione, se i suoi diritti siano stati regolati sia dalla parte dell'adottante con disposizioni tra' vivi o testamentarie, sia tra l'adottato e gli eredi dell'adottante con transazioni o giudizj passati in forza di cosa giudicata, non è ancora più dubbioso che tutti questi atti, se niuno di essi offende la legittima de' figli che l' adottante può lasciare, non debbano conservare tutta la loro forza e ricevere la loro esecuzione.

L'articolo III del progetto si prende la premura di loro assicurarla.

Ma siccome non si era espressa legge alcuna sui diritti di successibilità, nè la misura di questi diritti poteva allora dipendere fuorchè dalla volontà dell'adottante, non appartiene evidentemente che a lui solo di far oggi conoscere l'estensione che ha avuto in mente di dare al suo benefizio.

Era dunque giustissimo che l'adottante fosse, come effettivamente egli è, autorizzato dal progetto a presentarsi ne'sei mesi dopo la pubblicazione della legge avanti il giudice di pace del suo domicilio, e dichiararvi quale è stata la sua intenzione.

Se egli fa ed afferma la dichiarazione che non ha inteso di conferire all'adottato i diritti di successibilità che appartengono ad un figlio legittimo, l'adottato non vi potrà pretendere; e non avrebbe fondamento a lagnarsene, poichè non può avere altri diritti fuor di quelli che l'adottante ha voluto realmente assicurargli.

Ma in questo caso non resterà all'adottato che il dispiacere di veder decadute tutte le sue speranze? No, cittadini tribuni, una

così rigorosa misura non potea trovarsi in una legge in cui dee dappertutto respirare lo spirito di beneficenza e di giustizia.

L'adottante dunque raccoglierà ancora in questo caso almeno il terzo dei diritti che appartengono ad un figlio legittimo.

Ma se l'adottante osserva il silenzio, se non fa alcuna dichiarazione, quale sarà la sorte dell'adottato? Voi lo presentite, cittadini tribuni; il silenzio dell'adottante non può essere spiegato che in favore dell'adottato; la sua sorte diventa necessariamente quella che è assicurata dal Codice civile ai figli adottivi. Nulla dunque ancora di più giusto delle disposizioni degli articoli IV e V del progetto.

Nel caso in cui per una saggia previdenza l'adottante avrebbe preso la cura di determinare con atti, di qualunque natura sieno, i diritti dell'adottato, e non gliene avrebbe conferito che inferiori a quelli accordati dal Codice civile, non poteva dubitarsi che l'adottante non avesse il diritto di fare in favore dell'adottato con una nuova adozione tutto ciò che viene autorizzato dal Codice.

Il solo punto dubbioso sarebbe stato di sapere se questa nuova adozione non dovesse esser permessa all'adottante, che soddisfacendo da sua parte tutte le condizioni prescritte dal Codice.

I redattori del progetto han pensato che dovrà in questo caso bastare che l'adottante sia senza figli, che abbia quindici anni di più dell'adottato, e, s'egli è maritato, che il consorte acconsenta all'adozione.

Le disposizioni relative ai sei anni di non interrotti servizj prestati al fanciullo durante la sua minorità, ed al titolo legale che può ottenersi colla tutela officiosa, sono felici concepimenti, ai quali non si può abbastanza applaudire: ma sarebbe anche ingiusto di assoggettarvi l'adottante come gli sarebbe stato difficile o ancora impossibile di prevederlo.

Quanto al diritto di revoca che il Codice civile stabilisce in favore dell'adottante alle obbligazioni di somministrarsi scambievolmente gli alimenti, ed in fine alle proibizioni relative al matrimonio, che il Codice estende ai membri della famiglia adottiva; tutte queste disposizioni erano troppo

evidentemente dettate dall' interesse de' costumi per non ritrovarsi nel progetto che si è presentato.

La vostra sezione non vi ha dunque veduto se non una legge saggia egualmente che necessaria.

ESTRATTO

Del discorso pronunciato li 25 germile anno XI *al Corpo Legislativo dal cittadino* Gillet *(de Seine-et-Oise), uno degli Oratori del Tribunato, sul progetto di legge relativo alle Adozioni fatte dopo il decreto delli* 12 *gennaio* 1792 *sino alla promulgazione del Codice civile.*

Sino dal primo articolo la legge proposta conferma tutte le adozioni anteriori al Codice civile, senza neppure esigere che esse siano state accompagnate dalle condizioni che questo Codice stabilisce. Era necessaria una tale modificazione per non dare a queste nuove condizioni un effetto retroattivo, e per non ingannare coloro a' quali le pro-

messe contenute negli anteriori decreti avevano fatto sperare la piena conferma di tutto ciò che loro potesse ispirare la beneficenza.

Nelle adozioni che seguiranno il Codice civile, l'adottante conoscerà pienamente tutti gli effetti che dovranno risultare dalla sua scelta; ma non ha potuto che prevederli se l'adozione ha preceduto il Codice: anche questa previdenza, diretta da una più impetuosa generosità, è stata garantita da minori prove. È dunque ragionevole che l'adottante ottenga una proroga per dichiarare se la sua intenzione è stata nel suo principio meno liberale della legge.

Allorchè il padre adottivo limita la sua beneficenza nei più stretti confini, la legge viene in soccorso dell'adottato, e gli assicura il terzo di quello che può pretendere un figlio legittimo. Con ciò si stabilisce fra tutti e due un'equa transazione; perchè da una parte sarebbe inumano che quegli che fu adottato anteriormente al Codice civile, fosse interamente diseredato dalle sue speranze, e l'adottante dall'altra ha dovuto essere bastantemente istruito dalle idee più comu-

comuni che l'adozione che conferivagli la paternità civile gli dava almeno una parte degli obblighi della paternità naturale.

Del rimanente questa disposizione non è applicabile che alle adozioni, i cui effetti non sono stati formalmente regolati dalle clausole precise di un contratto speciale: ma quando esiste un tale contratto, è facile il conoscere ch'essendosi già manifestata la volontà delle parti bisogna seguirla, purchè con una nuova adozione il padre adottivo non voglia accrescere i vantaggi che ha già stipulati in favore dell'oggetto della sua affezione.

Tali sono le cautele e le restrizioni con cui la legge proposta, modificandole, lascia all'adottante la libertà di spiegare la sua fittizia paternità; e in contraccambio essa accorda all'adottato la facoltà di ripudiare la stessa adozione allorchè sarà stata fatta nella sua minorità. È qui ove l'applicazione del principio generale vuole che il minore possa nel momento della sua maggiorità accordare o ricusare il suo assenso agl'impegni che furono presi in suo nome.

Con queste sagge combinazioni il progetto proposto riempie il voto fra quanto esiste già e ciò che il Codice civile dee creare.

Loi du 3 germinal an 11.

TITRE NEUVIÈME

De la Puissance paternelle.

371. *L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère.*

372. *Il reste sous son autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation,*

373. *Le père seul exerce cette autorité durant le mariage.*

374. *L'enfant ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père, si ce n'est pour enrôlement volontaire, après l'âge de dix-huit ans révolus.*

375. *Le père qui aura des sujets de mécontentement très-graves sur la conduite d'un enfant, aura les moyens de correction suivants:*

376. *Si l'enfant est âgé de moins de seize ans commencés, le père pourra le faire détenir pendant un tems qui ne pourra excéder un mois; et, à cet effet, le président du tribunal d'arrondissement devra, sur sa demande, délivrer l'ordre d'arrestation.*

377. *Depuis l'âge de seize ans commencés jusqu'à la majorité ou l'émancipation, le père pourra seulement requérir la détention de son enfant pendant six mois au plus; il s'adressera au président dudit tribunal, qui, après en avoir conféré avec le commissaire du gouvernement, délivrera l'ordre d'arrestation ou le refusera, et pourra, dans le premier cas, abréger le tems de la détention requis par le père.*

378. *Il n'y aura, dans l'un et l'autre cas, aucune écriture ni formalité judiciaire, si ce n'est l'ordre même d'arrestation, dans lequel les motifs n'en seront pas énoncés.*

Le père sera seulement tenu de souscrire une soumission de payer tous les frais, et de fournir les aliments convenables.

379. *Le père est toujours maître d'abréger la durée de la détention par lui ordonnée ou requise. Si, après sa sortie, l'enfant*

tombe dans de nouveaux écarts, la détention pourra être de nouveau ordonnée de la manière prescrite aux articles précédents.

380. *Si le père est remarié, il sera tenu, pour faire détenir son enfant du premier lit, lors même qu'il serait âgé de moins de seize ans, de se conformer à l'article 377.*

381. *La mère survivante et non remariée ne pourra faire détenir un enfant qu'avec le concours des deux plus proches parents paternels, et par voie de réquisition, conformément à l'article 377.*

382. *Lorsque l'enfant aura des biens personnels, ou, lorsqu'il exercera un état, sa détention ne pourra, même au-dessous de seize ans, avoir lieu que par voie de réquisition, en la forme prescrite par l'art. 377.*

L'enfant détenu pourra adresser un mémoire au commissaire du gouvernement près le tribunal d'appel. Ce commissaire se fera rendre compte par celui près le tribunal de première instance, et fera son rapport au président du tribunal d'appel, qui, après en avoir donné avis au père, et après avoir recueilli tous les renseignements, pourra révoquer ou modifier l'ordre délivré par le président du tribunal de première instance.

383. *Les art.* 376, 377, 378 *et* 379 *seront communs aux pères et mères des enfants naturels légalement reconnus.*

384. *Le père durant le mariage, et, après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère, auront la jouissance des biens de leurs enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis, ou jusqu'à l'émancipation qui pourrait avoir lieu avant l'âge de dix-huit ans.*

385. *Les charges de cette jouissance seront:*

1. *Celles auxquelles sont tenus les usufruitiers;*

2. *La nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants selon leur fortune;*

3. *Le paiement des arrérages ou intérêts des capitaux;*

4. *Les frais funéraires et ceux de dernière maladie.*

386. *Cette jouissance n'aura pas lieu au profit de celui des père et mère contre lequel le divorce aurait été prononcé; et elle cessera à l'égard de la mère dans le cas d'un second mariage.*

387. *Elle ne s'étendra pas aux biens que les enfants pourront acquérir par un travail*

et une industrie séparés, ni à ceux qui leur seront donnés ou légués sous la condition expresse que les père et mère n'en jouiront pas.

ESPOSTO

De' motivi del Titolo IX del Codice civile.

Legislatori,

Il progetto di legge sul *Matrimonio* costituisce la famiglia; quello relativo alla *Paternità* e alla *Filiazione* addita gl' individui che la compongono. Il progetto che ho l'onore di presentarvi, relativo alla *Patria podestà*, stabilisce le leggi che debbono mantenervi l'ordine, prescrive i principali doveri, riconosce i principali diritti che obbligano ed uniscono più strettamente fra di loro i membri di tutte quelle piccole società naturali, la di cui aggregazione civile forma la grande famiglia. Questo progetto, per invigilare sull'osservanza di tali doveri e sulla conservazione di questi diritti, stabilisce la paterna magistratura, la più sacra di tutte

le magistrature, indipendente da tutte le convenzioni e che tutte le ha precedute.

Noi nasciamo deboli, assediati dalle malattie e dai bisogni: la natura vuole che in questa prima età, cioè dell'infanzia, i genitori abbiano una intera potestà, tutta di difesa e di protezione.

Nella seconda, verso l'epoca della pubertà, il figlio ha già osservato, riflettuto. Ma in questo stesso momento in cui lo spirito incomincia ad esercitare le sue forze, in cui l'immaginazione incomincia a spiegar le sue ale, in cui niuna esperienza ha formato il giudizio; in questo momento in cui facendo i primi passi nella vita, abbandonato senza difesa a tutte le passioni che s'impadroniscono del suo cuore, vivendo di desiderj, esagerando le sue speranze, accecandosi sugli ostacoli, ha soprattutto bisogno di una ferma mano che lo protegga contro i suoi nuovi nemici, che lo diriga a traverso di questi scogli, che domi o moderi nel loro nascere queste passioni, tormento o felicità della vita, secondo che una mano mal pratica od abile avrà dato ad esse una buona o cattiva direzione. In quest'epoca egli

ha bisogno di un consiglio, di un amico che possa difendere la sua ragione nascente da qualunque specie di seduzione che la circonderanno, che possa secondar la natura nelle sue operazioni, affrettare, fecondare, ingrandire i suoi felici sviluppamenti. *La patria podestà*, che allora è tutta d'amministrazione domestica e di direzione, potrà sola procurare tutti questi vantaggi, aggiugnere la vita morale alla fisica esistenza, e preparare nell' uomo nascente il cittadino.

Giunge finalmente l'età in cui l'uomo è dichiarato dalla legge, o riconosciuto da suo padre in istato da batter da se solo il sentiero della vita. Egli entra per l'ordinario in questa età nella grande famiglia, diventa anch' egli il capo di una nuova, e si prepara a rendere altrui quelle cure che gli furono prodigalizzate; ma nell'istante medesimo in cui la natura e la legge rallentano per lui i legami del *potere paterno*, la ragione viene a ristringerne i nodi. In questo istante dando un' occhiata al passato, ritrova nelle rimembranze che non si cancellano giammai, nell'educazione i di cui frutti raccoglie, in quella esistenza della quale allo-

ra soltanto sa bene apprezzarne il valore, nuovi vincoli formati dalla riconoscenza, soprattuto nelle cure ch' esigono da lui i suoi proprj figli nei pericoli che assediano la loro culla, nelle inquietudini che lacerano il suo cuore, in quell' amore inesprimibile, alle volte cieco, sempre sacro, sempre invincibile, che attacca per tutta la vita il padre al figlio ch' è nato; e ritrovando in esso le cure, le inquietudini, l' amore di cui è stato l' oggetto, trae i motivi di quel sacro rispetto che lo penetra alla vista degli autori de' suoi giorni. Invano la legge civile lo esimerebbe allora da ogni specie di *paterna autorità;* la natura più forte della legge lo riterrebbe eternamente sotto questa autorità: libero possessore omai de' suoi beni, libero nella disposizione che può farne, libero in tutta la sua condotta e nelle cure che impiega pe' suoi proprj figli, sente che non è libero di sottrarsi alla benefica autorità che ora non si fa più conoscere che con consigli, con voti e con benedizioni. La natura e la riconoscenza gli presentano allora gli autori de' suoi giorni sotto l' aspetto di una divinità domestica e tutelare. Non

è più un dovere che compie seco loro, è un culto che rende ad essi per tutta la sua vita: e il sentimento che a quelli lo attacca, non può più essere espresso dalle voci di rispetto, di riconoscenza o d'amore: omai non è che *ossequio filiale* adorante *l'amore paterno.*

Ecco, Legislatori, le verità che la natura ha scolpite ne'nostri cuori; ecco il suo codice sulla *patria podestà.* Bisogna confessarlo, esso non è del tutto simile a quello che noi troviamo nei nostri libri; e l'ultimo stato della nostra legislazione, provocando alcuno di quei risultati che vi ho già offerti, non vi arriva cogli stessi mezzi. Nel suo codice, l'uomo ha sostituito l'interesse al sentimento; egli ha trascurato e soffocato la voce della natura, ed invece di riconoscere il *potere,* ha creato il *dispotismo* paterno.

Su questa importante parte della legislazione, come su molte altre, i Francesi erano e sono ancor governati da principj differenti ed opposti; ed i principj sono più o meno rigorosi, più o meno rilassati, secondo che la parte del suolo francese dove

sono professati viene regolata dalla legge scritta, o da quella di consuetudine.

La legislazione de' Romani, così conforme in molti punti alla natura, così fedele interprete della ragione, si allontana dall' una e dall'altra in una maniera assai strana, allorchè si occupa della *patria potestà*; essa in allora trascura il diritto naturale e quello delle genti, e prende per unica regola le sue civili istituzioni.

Cosi Giustiniano riconosce che la patria potestà, conforme esercitavasi presso i Romani, era tutta particolare a questo popolo.

Sotto l'impero di questa legislazione e dall' antico dritto, il padre di famiglia aveva un potere eguale a quello del padrone sullo schiavo. Relativamente al padre, il figlio di famiglia non era considerato come una *persona*, ma come una *cosa* di cui il padre aveva un' assoluta proprietà; egli poteva usarne ed abusarne. Il padre sotto questa legislazione poteva caricar di catene suo figlio; poteva venderlo, poteva ucciderlo.

Questa potestà durava per tutto il tempo della vita del padre di famiglia, ed abbracciava allora tutti i suoi beni.

Questa legislazione dipinge con una rara fedeltà ed il legislatore che l'ha creata, e i feroci compagni delle sue depredazioni, e la barbarie del secolo e delle leggi cui ha potuto convenire.

Ma nel tempo medesimo in cui Romolo segnava così con una indelebile impronta questa legislazione, le conferiva quel principio di vita, quel carattere di durata che quest'uomo straordinario ha impresso a tutte le sue istituzioni.

Essa conservò per così lungo tempo la sua severità, per quanto i costumi de' Romani conservarono tutta la loro asprezza; nè piegò se non con questa.

Così Numa decise che il padre non poteva vendere il figlio che si fosse ammogliato col suo consentimento; e d'allora in poi quel diritto di vendere non fu permesso che nel caso d'estrema miseria de' genitori, per figli appena nati, e sotto la condizione di poter sempre riscattarli.

Così, ma dopo una lunga successione di secoli, il diritto di vita e di morte fu limitato ad una correzione moderata.

Finalmente, il diritto accordato al padre

di famiglia, d'impadronirsi di tutti i beni del figlio, provò varie restrizioni notabili colle leggi che tolsero al padre di famiglia il godimento di diversi *peculj*.

Ma la *patria potestà* nel modo ch' è modificata secondo l'ultimo stato del *diritto romano* ammesso in Francia, rammenta ancora, pe' principj sopra i quali riposa, per le distinzioni che stabilisce, e per qualcheduno de' suoi risultati, la sua origine selvaggia ed il suo feroce autore.

Infatti, nell' ultimo stato delle cose, la *patria potestà* non è fondata che sui principj del diritto civile; essa è straniera a tutte le affezioni che il diritto naturale comanda.

Il padre solo è investito di questa potestà, anche ad onta dei diritti dati dalla natura, ma senza dubbio in seguito di questa antica legislazione che una volta collocava la sposa sotto l'impero della *patria potestà*, la madre non ha alcuna partecipazione di questo potere.

Nell'ultimo stato di questa legislazione, il figlio di famiglia resta per diritto sotto la patria potestà per tutta la vita del padre;

e vi rimane soggetto quand' anche avesse 60 anni, purchè al padre non piaccia di emanciparlo.

Siccome sotto l'impero dell' antica legislazione, il figlio di famiglia maritato, e non emancipato, non ha sopra i suoi figli quella potestà che suo padre esercita sopra di lui, così sono essi ancora sotto la potestà del di lui padre; conseguenza ributtante, ma esatta, del principio su cui tutta la teoria di questa legislazione è fondata.

Relativamente ai beni che appartengono al figlio di famiglia, la legge conserva tutta la sua prima ingiustizia.

Ad eccezione de' *peculj*, tutto appartiene al padre; ha egli la proprietà de' beni di una certa natura, e il godimento di tutti gli altri per tutto il tempo che sussisterà il *potere paterno*, cioè per tutta la sua vita.

Finchè suo padre vive, il figlio di famiglia, anche maggiore, non può obbligarsi in causa di prestito.

Non può testare neppure col consentimento di suo padre.

Ecco, salve alcune eccezioni di dettaglio, i principj fondamentali che tuttora gover-

nano i dipartimenti della repubblica soggetti all'amministrazione della legge scritta.

Basta enunciarli per dimostrare che sono contrarj ad ogni idea di libertà, d'industria, di commercio; che attraversano, snaturano e distruggono nel suo principio la stessa *patria potestà*, che avviliscono la vita e nuocono alla prosperità generale.

Forse si osserverà che questi principj non sono mai rigorosamente seguiti; che l'emancipazione anteriore al matrimonio, o pel matrimonio, ovvia a tutti gli abusi; si proverà allora che da lungo tempo fu giudicato che questa legislazione è incompatibile coi nostri costumi, e che n'è stata necessaria l'abrogazione.

Alcuni de' principj della legge scritta su questa materia sono stati adottati per alcune abitudini, e vi compariscono in un numero molto maggiore, vi dominano con assai più di forza, in quanto che i dipartimenti governati da queste costumanze sono più vicini a quelli che son retti dalla legge scritta.

Ma queste costumanze sì differenti, e così opposte fra loro su tutti gli altri punti

di legislazione sono state ancora divise ed opposte, sia nella scelta che han fatta delle diverse parti del sistema della *potestà paterna*, sia nelle modificazioni più o meno pronunciate che hanno fatto provare alle disposizioni che prendevano ad imprestito nel sistema del diritto romano.

Perciò all' inconveniente risultante dall' ammissione di un sistema poco morale nel suo principio e nelle sue conseguenze, questa fusione ha aggiunto il così grave inconveniente risultante da una moltitudine di nuove contraddizioni introdotte in questa folla di legislazione di costumanza, già sì discordi e sì opposte fra loro su tutti gli altri punti.

E tanto più si fa conoscere il disordine risultante da tutte queste opposte legislazioni, allorchè si tratta della *patria potestà*, che se questo statuto in quanto che dà al padre il godimento de' beni del figlio di famiglia, è uno statuto reale che non ha conseguentemente potestà che sui beni del suo territorio: questo statuto medesimo, in quanto che mette il figlio di famiglia nella incapacità di agire, di contrattare e di testare, è uno sta-

statuto personale, il cui effetto si regola colla legge locale, ove il padre aveva il suo domicilio nel tempo della nascita del figlio di famiglia; e questo statuto estende il suo impero sulla persona del figlio di famiglia, in qualunque luogo il padre o il figlio vadano insieme a dimorare.

Fa dunque di mestieri il confessare, che fra le leggi civili che sino a questo momento han regolato le nostre persone e i nostri beni, non havvene una sola che abbisogni di una più pronta e di una più intera riforma, e che riconduca a ciò che ordina la natura, e che ricever debba una più uniforme applicazione.

Non potendo trovare sopra questa importante quistione alcun soccorso nella legge romana; non ritrovando nelle costumanze se non che viste imperfette, marciando fra l'esagerazione e la debolezza, il legislatore ha dovuto consultar la natura e la ragione.

La natura e la ragione esigono evidentemente lo stabilimento e l'esercizio della *potestà paterna*.

Sino alla maggiorità questo potere è nelle mani degli autori de'nostri giorni, mez-

zo di difesa e di direzione; e se questo potere è dato dalla natura al padre ed alla madre, è facile il riconoscere che la natura esige che il solo padre possa esercitarlo, e che la madre non incominci a goderne realmente che nell' istante in cui divien vedova.

Dopo la maggiorità il potere paterno è tutto di consiglio e di assistenza. Si limita ne' suoi effetti ad ottenere dal figlio di famiglia eterne testimonianze di rispetto e di riconoscenza.

Essa appartiene al padre e alla madre; esige il reciproco consentimento nel matrimonio del figlio di famiglia; dà ad entrambi il potere di ricompensare il rispetto filiale, e di punire l'ingratitudine.

Ecco il potere paterno.

Ecco, secondo la natura e la ragione, l'estensione; ma ancora ecco i limiti di questa potestà.

» È un diritto fondato sulla natura, e
» confermato dalla legge che dà ai genitori
» per un tempo limitato e sotto certe con-
» dizioni la sorveglianza della persona, l'am-
» ministrazione ed il godimento de' beni dei
» loro figli ».

Il progetto che ho l'onore di presentarvi non contiene che una parte delle disposizioni che costituiscono la sicurezza di questo potere. Tutto ciò ch'è relativo al consentimento dei genitori, voluto pel matrimonio de'loro figli, è rimesso al titolo di questa istituzione; e ciò che ha riguardo alla libertà di disporre, si troverà sotto il titolo de'testamenti.

L'attuale progetto s'occupa dunque principalmente, e direi quasi unicamente, dell'effetto di questo potere durante la minorità del figlio di famiglia.

L'articolo 1. è il solo del progetto che impone al figlio un dovere che dovrà adempire in qualunque età; tutte le altre disposizioni di questo titolo lo suppongono nei vincoli della minorità, e sotto questo unico punto di vista in esso si tratta del potere paterno.

Il legislatore incomincia dal dichiarare che il figlio in ogni età deve onore e rispetto ai suoi genitori. Estendendo a tutta la vita la durata di quest'obbligo, il legislatore ha obbedito alla natura ed alla morale; ha ascoltato la natura, la ragione e l'in-

teresse della società, allorchè al seguente articolo pronuncia che il figlio non resta sotto la paterna autorità sino alla sua maggiorità o alla sua emancipazione.

Regola in seguito che il padre solo esercita questa autorità durante il matrimonio.

Il legislatore ha dovuto prevedere che alle volte gli esempj, le esortazioni di un padre, le privazioni che imporrà, le pene leggere che farà sopportare saranno insufficienti, inefficaci per ritenere nel dovere un figlio poco felicemente nato, per correggere perverse inclinazioni. Chiama allora la pubblica autorità in soccorso della paterna magistratura. In certi casi il magistrato non fa che *legalizzare*, e, per dir così, non fa che ordinare l'esecuzione pura e semplice della volontà del padre.

La legge delli 24 agosto 1792 stabiliva in questa occasione un tribunal di famiglia, che poteva ommettere e rigettare la querela del padre; la decisione di questo tribunale non poteva essere eseguita che in virtù dell'ordinanza del giudice renduta in cognizione di causa.

Quest'ordine di cose era inconveniente ed inefficace.

Creava una lite fra padre e figlio; lite che il padre non potea perdere senza compromettere la sua autorità.

Non istabiliva alcuna gradazione relativamente all'età ed alla situazione del figlio.

Il progetto produce queste distinzioni: regola il potere del padre con considerazioni prese dall'età del figlio e dalla sua situazione.

Quanto è ragionevole di dare al padre il diritto di far mettere in prigione colla sua sola autorità e per qualche giorno un figlio di dodici anni, sarebbe altrettanto ingiusto di abbandonargli e di lasciargli, per dir così, in sua balía un giovane di una educazione esatta che annuncierebbe prematuri talenti. Per quanta confidenza meritino i padri, non dee però la legge fondarsi sulla falsa supposizione che tutti sieno egualmente buoni e virtuosi; la legge dee tener la bilancia con equità, e il legislatore obbliar non dee che le dure leggi preparano le rivoluzioni degli stati.

Il presidente ed il commissario del tribunale debbono dunque essere autorizzati a pesare i motivi di un padre che vuol far

mettere in prigione un giovane che abbia passato i sedici anni. Dee loro esser permesso di ricusar l'ordine d'arresto e di fissar la durata della detenzione.

Vi vogliono precauzioni ancor più severe allorchè il figlio, di cui un padre dimanda l'arresto, ha beni personali, o allorchè esercita già uno stato nella società. Se questo figlio ha un dissipatore per padre, non vi ha dubbio che il padre cercherà di spogliarlo, che si vendicherà del rifiuto del figlio, e che forse gli farà comperare la sua libertà.

È egualmente giustissimo in questa ultima ipotesi che il figlio sia autorizzato a provvedersi avanti il presidente; e il commissario del tribunale d'appello contro la deci sione del presidente del tribunale di prima istanza che avrà dovuto ricevere un' esecuzione provvisoria.

Il concorso dell'autorità per l'arresto del figlio di famiglia non è accordato che con grandi precauzioni, se il padre querelante è rimaritato. La legge più in lui non suppone allora la stessa tenerezza, nè la medesima imparzialità.

Ma in tutti i casi i motivi della querela non compariranno mai in alcun atto e neppur nell'ordine d'arresto. Render pubblici gli errori e le debolezze della gioventù, eternarne la memoria, sarebbe andar direttamente contro l'oggetto che si propone, e da questi stessi castighi che non si applicano all'infanzia che per risparmiare i tormenti nell'età matura, sarebbe un far nascere que' dispiaceri che avviliscono il resto della vita.

Accordando gli stessi diritti alla madre superstite non rimaritata, il progetto vuole che in tutti i casi non possa far mettere in luogo di detenzione un figlio se non col concorso di due più prossimi parenti paterni, ed in via di domanda, sulla quale il giudice dovrà pronunciare in cognizione di causa.

Il legislatore ha dovuto prevedere che la madre troppo debole o troppo leggermente spaventata potrebbe forse con troppa facilità ricorrere a questi estremi mezzi; dall'altra parte ha dovuto pensare che una vedova senza difesa, di cui le azioni tutte sono esposte alla critica della malignità, dovea

procurarsi, nel concorso de' due più prossimi parenti paterni, testimonj imparziali che potessero sempre attestare la necessità di questa rigorosa misura, e che fossero i garanti della sua buona amministrazione.

Uno degli articoli del progetto accorda la medesima potestà e gli stessi diritti ai genitori de' figli naturali legalmente riconosciuti.

In seguito di ciò che abbiamo già detto, si dee pensare che questa disposizione non ritrovavasi nel diritto romano. L'adozione e la legittimazione poteva sola in questi casi dare al padre la patria potestà; ma questa è sempre la conseguenza esattissima del principio che, nella loro legislazione, traeva la patria potestà dal solo diritto civile. Ma il legislatore che ha riconosciuto che questa potestà, unicamente fondata sulla natura, non riceveva dalla legge civile che una conferma, ha dovuto, per essere conseguente, accordare al padre o alla madre che riconoscono legalmente il loro figlio naturale, e sopra questo figlio, una potestà e diritti simili a quelli ai quali dà origine un' unione legittima. In tal modo,

e secondo lo stesso principio, nel progetto relativo al matrimonio voi avete veduto il legislatore esigere dal figlio naturale che vuol maritarsi, il consentimento del padre o della madre naturale che lo avranno legalmente riconosciuto.

Dopo aver costituito la patria potestà, stabiliti i doveri che impone, i diritti che accorda, fissati i suoi limiti e la sua durata; dopo avere così di concerto colla natura dato gli alimenti e i difensori all'infanzia; le cure, le istruzioni, una buona educazione alla gioventù, cioè dopo di avere stabilito quali sono i diritti onerosi annessi all' esercizio della *patria potestà*, il legislatore ha dovuto determinarne gli utili diritti.

La legge romana accorda al padre (salvo l'eccezione de' diversi peculj) tutto ciò che apparterrà al figlio di famiglia durante la vita del padre.

La maggior parte delle costumanze non riconoscevano alcun utile diritto inerente all' esercizio della *patria potestà*; e quella di Parigi osserva su questo punto il più assoluto silenzio; imperocchè non fa di mestieri il confondere col diritto di cui parliamo

quello che risultava dal diritto di *guardia nobile* o *cittadinanza* accordato al *superstite* sui beni de' figli rimasti in minorità.

Così una legislazione accorda tutto mentre l'altra nulla dà.

Anche evitando questi due estremi, il governo propone la disposizione contenuta nel decimoquarto articolo del progetto.

Vi distingue l' esercizio della patria potestà durante il matrimonio, dall'esercizio di questa stessa potestà dopo il suo scioglimento.

Nel primo caso dà al padre il godimento de' beni de' suoi figli fino all' età di 18 anni compiti, o sino all' emancipazione che potrà aver luogo prima di quest' età.

Dopo lo scioglimento del matrimonio accorda gli stessi diritti al padre o alla madre superstite.

In tutti e due i casi il legislatore esige che nell' epoca in cui il figlio avrà compito il suo diciottesimo anno, i genitori cessino di conservare il godimento dei beni de' loro figli, perchè se i genitori godessero i beni de' loro figli sino alla maggiorità di questi ultimi, si dovrebbe temere che per conser-

vare un tale vantaggio in tutta la sua estensione non ricusassero di acconsentire ad una emancipazione o ad un matrimonio da cui potrebbe dipendere la felicità e la fortuna dei loro figli.

Finalmente pronunciando con questo articolo che la madre gode in simile circostanza dei diritti che accorda al padre, il legislatore stabilisce un eguale diritto, una indennità eguale là dove la natura aveva stabilito una eguaglianza di fatiche, di cure e di affezioni; ripara con questa equa disposizione l'ingiustizia di molti secoli; fa, per dir così, entrare per la prima volta la madre nelle famiglie, e la ristabilisce nei diritti imprescrittibili ch'ella ripeteva dalla natura: sacri diritti, troppo sprezzati dalle legislazioni antiche, riconosciuti ed accettati da alcune delle nostre costumanze, e segnatamente da quella di Parigi, ma che cancellati ne' nostri codici, avrebbero dovuto rinvenirsi scritti a caratteri indelebili nel cuore di tutti i figli bennati

Ma nel medesimo tempo che, fedele interprete della natura, il moderno legislatore reintegra il nome di madre in tutta la

sua dignità, nel medesimo tempo, custode austero de' buoni costumi, ricusa a quello de' genitori contro del quale il divorzio sarà stato pronunciato, il godimento accordato dall' articolo 14... Colui contro il quale sarà stato pronunciato il divorzio, ha con un delitto grave spezzato i più sacri nodi: non v' è per lui più famiglia.

Un' ultima disposizione infine pronuncia che questo godimento cesserà riguardo alla madre nel caso di un secondo matrimonio. Alcuni motivi parlavano in favore delle madri che si maritavano a solo oggetto di conservare ai loro figli lo stabilimento formato dal loro padre; ma questa eccezione non può togliere l' incompatibilità che vi sarebbe a stabilire per principio che la madre può portare in un' altra famiglia le rendite dei figli del primo letto, ed arricchire così in loro pregiudizio il suo sposo.

Questi motivi sono stati esposti dal Consigliere di Stato Réal.

ESTRATTO

Del rapporto fatto il primo germile anno XI *al Tribunato dal cittadino* Vesin *in nome della Sezione di legislazione, sul progetto di legge, titolo IX del Codice civile, relativo alla* Patria potestà.

Il primo articolo del progetto di legge costituisce i doveri de' figli.

Il figlio in ogni età, dice l'articolo 365, deve onore e rispetto ai suoi genitori.

Benchè quest'articolo non contenga, per parlar propriamente, alcuna disposizione legislativa, e che sotto questo rapporto, nella discussione del Consiglio di Stato sia stato proposto di rigettarlo, si è ragionevolmente osservato che gli autori del progetto avevano creduto utile di porre in fronte al titolo i doveri che impone la qualità di figlio, conforme nel titolo del *matrimonio* si è inserita una disposizione che prescrive i doveri degli sposi; e quest'articolo contenendo d'altronde i principj, de' quali gli altri non fanno che sviluppare le conse-

guenze, dee divenire un punto d'appoggio pei giudici. Queste osservazioni sono state ricevute.

Resta egli sotto la loro autorità sino alla sua maggiorità, o alla sua emancipazione. Così dispone l'articolo 366.

Questo potere, quest' autorità de' genitori deve avere un termine; i figli anch' essi divengono opportunamente capaci di condursi da loro e di amministrare i loro beni. I legislatori non sono stati discordi che sulla fissazione dell' epoca, in cui quest' autorità doveva aver termine; epoca che ha variato presso i differenti popoli, e che ancora in Francia era soggetta ad una differente limitazione, secondo la diversità dei costumi e degli usi.

È inutile il rammentare che in Lacedemonia, presso i Romani, questa potestà era estrema, dirò anzi barbara, poichè i padri avevano sui loro figli il diritto di vita e di morte: perciò, quantunque in una gran parte della Francia adottate si fossero le leggi romane, noi non abbiamo tratto da esse la patria potestà quale le medesime l'avevano stabilita.

Ma perchè il diritto romano era troppo rigoroso, fa d'uopo cadere per ciò nell' eccesso contrario? Havvi fra questi due estremi un termine medio, che il progetto di legge che vi viene sottomesso ha perfettamente compreso. Esso pronuncia che il figlio resta sotto l'autorità de' suoi genitori sino alla sua maggiorità, o alla sua emancipazione, ed è là dove terminar dee la sua durata.

La maggiorità, infatti, è l'età in cui si è dalla legge presunto essersi acquistata la maturità di spirito sufficiente per ben regolare i suoi affari. Se è esatta questa definizione; se è vero il dire che, sebbene prima dell'età di ventun' anni, qualche individuo meglio organizzato, più favorito dalla natura, o meglio diretto dall'educazione che ha ricevuto, abbia acquistato questa forza di spirito giudicata necessaria per dirigersi da se stesso: una tale minorità non è sgraziatamente che l'eccezione, avuto riguardo a quel numero di giovani senza esperienza che sarebbero abbandonati all' eccitamento delle loro passioni; ed è allora una conseguenza forzata che l'autorità de' genitori ha dovuto essere limitata alla maggiorità de' figli.

Non è inutile il ripetere che distinguevansi per lo passato una maggiorità di costumanza ed una maggiorità di ordinanza. Questa distinzione derivava da certi usi che avevano fissata la maggiorità a venti anni, e da certe ordinanze, le quali più conformi al diritto romano, la fissavano a venticinque anni. Anche la stessa maggiorità di costumanza non era in certi paesi che una sorta d'emancipazione che dava il diritto di amministrare, non però quello di alienare gli stabili patrimoniali. Qui, il figlio maggiore non aveva la semplice amministrazione; là, poteva alienar tutto, ipotecar tutto, dare ancora ad imprestito infinitamente. In tal paese poteva anch' essere risarcito dalle alienazioni fatte prima dell'età di 25 anni, sebbene dopo la maggiorità fissata dalla costumanza, senza essere tenuto d' impiegare alcuno de' mezzi che davano luogo alla restituzione in pro de' maggiori di venticinque anni.

In questo stato di cose conservando l'ultimo stato della legislazione, il nuovo progetto adotta un temperamento che fissa irrevocabilmente tanti sistemi differenti, e non

non può che riunire tutte le opinioni; e l'articolo, qualmente è stato redatto, non ha provato contraddizione alcuna nel suo esame.

La conservazione dell' autorità dei genitori sui loro figli sino all' età di ventun' anni, è sembrata, alla Sezione, nel voto della natura e della legge, poichè la maggiorità è stata fissata a questa età, e che i figli maschi non possono maritarsi prima di venticinque anni senza il consenso de' loro genitori. Se poteva parer troppo lunga l'età di 21 anni, avuto riguardo alla maturità dello spirito di alcuni figli, il rimedio è nella stessa legge: l'emancipazione che può aver luogo in questo caso, ovvia a tutti gli inconvenienti, e lascia il principio nella sua integrità.

Il solo padre esercita, durante il matrimonio, questa autorità: così dispone l'articolo 367, sul quale non è stata fatta alcuna osservazione. Il padre è effettivamente considerato come il capo della famiglia coi principj che avete già ammessi trattando del matrimonio: ciò è in ordine, ed è una conseguenza ch'ei ne abbia le prerogative. Se que-

sto potere fosse nel medesimo tempo diviso fra molti, perciò appunto s'indebolirebbe e si volterebbe in senso contrario all'oggetto del suo istituto. Il progetto di legge non intende per questo di non associare la madre ad una tale magistratura; anch'essa dal suo canto la esercita, ed occupa il posto del padre quando venga a mancare. Il di lei consentimento è necessario pel matrimonio de' suoi figli, ed ha come il marito il godimento de' loro beni sino all'età di diciotto anni sino all'emancipazione, che può aver luogo prima di questa età. Nell'antica giurisprudenza, soprattutto nei principj del diritto romano, allorchè il potere paterno era una sorta di diritto di proprietà dei padri sui loro figli, che non erano, a modo di dire, considerati come persone, ma come cose delle quali potevano usare ed abusare, la donna non aveva cessato d'essere sotto la potestà di suo padre: non sorprendeva ch'essa non partecipasse in allora di questa magistratura di famiglia; ma siffatti principj han cangiato coi nostri costumi; essi sono un potere di protezione, d'interesse pei figli, e la madre è ammessa con giu-

sto titolo a parteciparlo. Quelli che hanno lo stesso interesse debbono godere degli stessi diritti; sarebbe ben difficile giustificare la proposizione contraria.

Dalla potestà de' genitori sui loro figli derivar debbono tutti i mezzi di correzione necessarj per renderla utile e profittevole anche ai figli, ed è qui che ci possiamo far forti coll'autorità di Montesquieu. » Si » osserva, dic'egli, che nei paesi ne' quali » si mettono nelle mani paterne maggiori » ricompense e maggiori pene, le famiglie » sono meglio regolate: i padri sono l'im- » magine del Creatore dell'universo, che » quantunque possa condurre gli uomini » col suo amore, non lascia di renderseli » affezionati coi motivi della speranza e del » timore ». Le punizioni o piuttosto le correzioni possono divenir necessarie; la legge fondamentale della patria potestà sarebbe incompleta, se non organizzasse i mezzi di raffrenamento. Gli esempj de' genitori, le loro esortazioni non sono sempre mezzi sufficienti per tenere a dovere alcuni de' loro figli che avranno contratto certi vizj e cattive inclinazioni; la pubblica autorità viene

allora ad unirsi alla paterna magistratura, ma con precauzioni compatibili coll' interesse della famiglia.

La legge del 1792 aveva voluto ottenere i medesimi risultati, ma con altri mezzi: essa aveva creato un tribunale di famiglia che poteva, è vero, ammettere, ma non sanzionare successivamente la querela del padre, bisognava ancora ricorrere sempre al giudice che formava un' ordinanza in cognizione di causa.

Il rimedio era alcune volte peggiore del male; poichè creava una lite fra padre e figlio, la di cui sorte poteva compromettere la paterna autorità che non bisogna avvilire cercando di fortificarla.

La legge del 1792 non faceva differenza alcuna relativamente all' età, alla situazione de' figli. Il nuovo progetto di legge ha al contrario riguardo ai rispettivi interessi. Se il figlio ha meno di sedici anni incominciati, il padre potrà farlo rimaner detenuto per un mese senza che il presidente del tribunale possa dispensarsi dal rilasciare l'ordine d'arresto. Dalli 16 anni in poi, al contrario, sino alla maggiorità o all' emanci-

pazione il padre può bene domandar l'arresto di suo figlio per sei mesi al più; ma il presidente del tribunale dopo averne conferito o deliberato col commissario del governo può rilasciare o ricusare quest'ordine; ed anche nel primo caso abbreviare il tempo della sua durata. I padri meritano senza dubbio molta confidenza, ma tutti non sono buoni e virtuosi egualmente; e la legge ha dovuto trovare un mezzo di prevenire gli abusi del potere che loro accorda, e tener la bilancia con equità.

Gli errori dei figli debbono essere soffocati nel seno della famiglia, e perciò non vi sieno formalità giudiciarie nè motivi di querela, nè scritture: null'altro rimaner dee che l'ordine di arresto nel quale neppur debbono essere enunciati i motivi. Il padre dee soltanto sottoscrivere un'obbligazione di pagar tutte le spese, e di somministrare i convenevoli alimenti: era certamente impossibile il preveder meglio e di distribuir meglio le cautele e le convenienze nelle famiglie.

Il padre può sempre abbreviare la durata della detenzione da lui ordinata e richiesta.

La legge non è fatta pei padri solamen-

te; l'interesse dei figli è in essa diligentemente regolato, secondo che hanno beni personali, o che i genitori sono rimaritati. La sperienza non ha che troppo dimostrato che le seconde nozze sono ordinariamente funeste ai figli di un primo matrimonio. La legge non suppone più allora nel padre la stessa tenerezza nè la stessa imparzialità pe' suoi figli d'un primo matrimonio.

Per riparare alle ingiustizie ed anche alle sorprese che potrebbero esser fatte ai presidenti de' tribunali di prima istanza, l'articolo 376 vuole che in questo caso il figlio detenuto possa dirigere una memoria al commissario del governo presso il tribunale d' appello; questi, dopo essersi fatto render conto da quello di prima istanza, dee farne il rapporto al presidente del tribunale d'appello, che dopo averne avvertito il padre, e presi tutti gl'indizj, può rivocare o modificar l'ordine rilasciato dal presidente del tribunale di prima istanza. La sezione aveva osservato su quest'articolo che il ricorso del figlio al commissario presso il tribunale d' appello non sarebbe scevro da inconvenienti; che questo ricorso per esser utile doveva trar seco una discussione in

cognizione di causa, e che sin d'allora si ricadeva negl'inconvenienti che gli anteriori articoli avevano voluto prevenire.

Ma si risponde a questa obbiezione osservando che questi timori spariscono allorchè viene chiaramente espresso che tutto dev'essere trattato in caso di riclamo, come avanti il presidente ed il commissario di prima istanza, cioè segretamente; che il riclamo non sospende l'ordine d'arresto, e che questa disposizione della legge previene e paralizza tutte le sorprese, tutti gl'intrighi della località, ed impedisce che possa giammai essere un mezzo di dispotismo fra le mani dei padri o madri contro i loro figli.

L'articolo 337 introduce un nuovo diritto, assimiliando, in quanto ai mezzi di correzione, i figli naturali legalmente riconosciuti ai figli legittimi, poichè applica loro le disposizioni degli articoli 370, 371, 372 e 373.

Voi non sarete spaventati da questa innovazione, cittadini tribuni; essa è tratta dalla natura. Se non ritrovasi nella nostra attuale legislazione, è perchè nel diritto romano l'adozione o la legittimazione che po-

tevano sole dare ai genitori la patria potestà, tutta di diritto civile, è una conseguenza forzata o stentata della nostra nuova legislazione su que' figli naturali, che ha esteso i loro diritti e migliorato la loro sorte.

Nel titolo *del matrimonio* già voi avete veduto, pel figlio naturale che si marita, il consenso de' suoi genitori naturali che lo avranno legalmente riconosciuto. Perchè quando la legge ha voluto che alcuni figli sventurati e derelitti possano ritrovare un padre che li riconosca, ricuserebbe essa ai genitori tutti i mezzi di far rispettare un' autorità che noi riconosciamo essere in gran parte fondata sulla natura?

ESTRATTO

Del discorso pronunciato li 3 germile anno XI *dal cittadino* ALBISSON, *uno degli Oratori incaricati a presentare il voto del Tribunato, sul progetto di legge che ha per titolo :* Della patria potestà.

LA natura stessa fu quella che piantò i fondamenti di ciò che noi chiamiamo pote-

re dei genitori sui loro figli. Ora essendo il loro interesse eguale e la loro obbligazione solidale, le fatiche, le cure, la sollecitudine ripartendosi egualmente fra loro, questo potere non dovrebbe appartenere ad essi scambievolmente e senza prerogativa da una parte nè dall'altra? La ragione detta che una tale divisione non può sussistere senza distruggere il potere; e la natura ha sciolto la quistione dando all'uomo mezzi di superiorità e di preminenza che non possono essergli contrastati. Quindi al marito come capo della potestà coniugale deve appartenere quella de' figli finchè dura la società, per trasferirsi poscia nella donna dopo il suo scioglimento.

Io ho detto ciò che noi chiamiamo il potere, perchè convien osservare che l'autorità de' genitori sui loro figli non avendo direttamente altra cagione nè altra legge che l'interesse di questi, non è propriamente parlando un diritto, ma soltanto un mezzo di adempiere in tutta la sua estensione e senza ostacolo un dovere indispensabile e sacro. È solamente vero che questo dovere una volta adempito dà ai geni-

tori un vero diritto, il diritto legale d'esigere dai loro figli per tutta la loro vita rispetto e soccorso.

Secondo questi principj riconosciuti dalla natura e dalla ragione, fa d'uopo giudicare della necessità di una riforma nella anteriore nostra legislazione, toccando l'estensione e la durata della patria potestà.

Non vi fu cosa fin qui più incoerente e contradditoria di questa legislazione. Basta, per convincersene, gettare un rapido sguardo sulla storia della patria potestà presso i popoli, la legislazione de' quali ha più o meno influito sulla nostra, e presso noi medesimi, contando dall' epoca dell' anarchia feudale; storia che sino al giorno presente non è che quella de' suoi eccessi, delle sue bizzarrie o della sua nullità.

Presso i Galli nostri antenati i padri, al dir di Cesare, aveano diritto di morte e di vita sui loro figli.

Presso i Romani, che li soggiogarono, e le cui leggi hanno regolato sino al presente una gran parte della Francia, i padri, il cui potere non terminava di loro volontà che colla loro vita, potevano impunemen-

te e col loro solo volere, nel primo stato della loro legislazione, caricare i loro figli di catene, e condannarli per tutta la loro vita ai rustici lavori e mandarli a morte. Niun'altra potestà ne contrappesava una così enorme, e niuna dignità poteva liberarne.

Avevano il diritto di venderli sino per tre volte. La libertà che questi figli potevano ottenere dai loro due primi padroni li rimetteva sotto la potestà de' loro padri. Una terza liberazione soltanto poteva rendere ad essi l'intera libertà, e sottrarli al giogo paterno. Libertà, proprietà, sicurezza, questi imprescrittibili diritti dell' uomo sociale erano nulli pei figli in potestà e per tutta la loro discendenza sino all' ultimo termine di sua durata; e siccome questo termine non era che quello della vita del capo della famiglia, non era cosa rara il veder gemere più generazioni ad un tempo sotto l'impero di un avolo comune, di cui potevano esser tentati di compiangere la lunga vita.

Erano bizzarrissime in certi casi le conseguenze di una tale legislazione. Per non citar che un esempio, che havvi mai di più stravagante del potere che lasciava al padre

di togliere a suo figlio persino la speranza d'avere giammai sui suoi figli, sopra alcuno de' suoi discendenti il potere a cui egli stesso lo teneva soggetto? Gli bastava perciò di emancipare suo figlio già ammogliato ed avente figli, o di emancipare i suoi figlinolini, ritenendo lui medesimo sotto la sua potestà.

Il precetto di morale, di cui è intestata la legge, diverrà per i giudici un punto d' appoggio in molte occasioni, come per esempio nelle contese d'interesse fra i figli e i loro genitori, nelle quali questi ne' loro mezzi d'attacco o di difesa, passando i limiti che il rispetto dee loro prescrivere, si metterebbero nel caso di esservi ricondotti con ammonizioni o con atti di correzione più o meno severi, secondo la natura della loro offesa.

Le disposizioni legislative, che seguono questo precetto di morale, respirano tutto lo spirito di previdenza, di saggezza ed interesse che doveva presiedere all' importante riforma che debbono operare.

Loi du 5 Germinal an XI.

TITRE DIXIÈME

De la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation.

CHAPITRE PREMIER.

de la Minorité.

388. *Le mineur est l'individu de l'un ou de l'autre sexe qui n'a point encore l'âge de vingt-un ans accomplis.*

CHAPITRE II.

De la Tutelle.

SECTION PREMIÈRE.

De la Tutelle des père et mère.

389. *Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs.*

Il est comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance; et, quant à la propriété seule-

ment, de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

390. *Après la dissolution du mariage, arrivée par la mort naturelle ou civile de l'un des époux, la tutelle des enfants mineurs et non émancipés appartient de plein droit au survivant des père et mère.*

391. *Pourra néanmoins le père nommer à la mère survivante et tutrice un conseil spécial, sans l'avis duquel elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle.*

Si le père spécifie les actes pour lesquels le conseil sera nommé, la tutrice sera habile à faire les autres sans son assistance.

392. *Cette nomination de conseil ne pourra être faite que de l'une des manières suivantes :*

1. *Par acte de dernière volonté;*

2. *Par une déclaration faite, ou devant le juge de paix assisté de son greffier, ou devant notaires.*

393. *Si, lors du décès du mari, la femme est enceinte, il sera nommé un curateur au ventre, par le conseil de famille.*

A la naissance de l'enfant, la mère en deviendra tutrice, et le curateur en sera de plein droit le subrogé tuteur.

394. *La mère n'est point tenue d'accepter la tutelle ; néanmoins, et en cas qu'elle la refuse, elle devra en remplir les devoirs jusqu'à ce qu'elle ait fait nommer un tuteur.*

395. *Si la mère tutrice veut se remarier, elle devra, avant l'acte de mariage, convoquer le conseil de famille, qui décidera si la tutelle doit lui être conservée.*

A défaut de cette convocation, elle perdra la tutelle de plein droit, et son nouveau mari sera solidairement responsable de toutes les suites de la tutelle qu'elle aura indûment conservée.

396. *Lorsque le conseil de famille, dûment convoqué, conservera la tutelle à la mère, il lui donnera nécessairement pour co-tuteur le second mari, qui deviendra solidairement responsable, avec sa femme, de la gestion postérieure au mariage.*

SECTION II.

De la Tutelle déférée par le père ou la mère.

397. *Le droit individuel de choisir un tuteur parent, ou même étranger, n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère.*

398. *Ce droit ne peut être exercé que dans les formes prescrites par l'art. 392, et sous les exceptions et modifications ci-après.*

399. *La mère remariée et non maintenue dans la tutelle des enfants de son premier mariage, ne peut leur choisir un tuteur.*

400. *Lorsque la mère remariée et maintenue dans la tutelle, aura fait choix d'un tuteur aux enfants de son premier mariage, ce choix ne sera valable qu'autant qu'il sera confirmé par le conseil de famille.*

401. *Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas tenu d'accepter la tutelle, s'il n'est d'ailleurs dans la classe des personnes qu'à défaut de cette élection spéciale le conseil de famille eût pu en charger.*

SECTION III.

De la Tutelle des ascendants.

402. *Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur par le dernier mourant de ses père et mère, la tutelle appartient de droit à son aïeul paternel; à défaut de celui-ci à son aïeul maternel; et ainsi en remontant, de manière que l'ascendant paternel soit toujours préféré à l'ascendant maternel du même degré.*

403. *Si, à défaut de l'aïeul paternel et de l'aïeul maternel du mineur, la concurrence se trouvait établie entre deux ascendants du degré supérieur qui appartinssent tous deux à la ligne paternelle du mineur, la tutelle passera de droit à celui des deux qui se trouvera être l'aïeul paternel du père du mineur.*

404. *Si la même concurrence a lieu entre deux bisaïeuls de la ligne maternelle, la nomination sera faite par le conseil de famille, qui ne pourra néanmoins que choisir l'un de ces deux ascendants.*

SECTION IV.

De la Tutelle déférée par le conseil de famille.

405. *Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé restera sans père ni mère, ni tuteur élu par ses père ou mère, ni ascendants mâles; comme aussi lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées se trouvera ou dans le cas des exclusions dont il sera parlé ci-après, ou valablement excusé, il sera pourvu, par un conseil de famille, à la nomination d'un tuteur.*

406. *Ce conseil sera convoqué soit sur la réquisition et à la diligence des parents du mineur, de ses créanciers ou d'autres parties intéressées, soit même d'office, et à la poursuite du juge de paix du domicile du mineur. Toute personne pourra dénoncer à ce juge de paix le fait qui donnera lieu à la nomination d'un tuteur.*

407. *Le conseil de famille sera composé, non compris le juge de paix, de six parents ou alliés, pris tant dans la commune où la tutelle sera ouverte, que dans la distance de deux myriamètres, moitié du côté paternel, moitié du côté maternel, et en suivant l'ordre de proximité dans chaque ligne.*

Le parent sera préféré à l'allié du même degré, et, parmi les parents de même degré, le plus âgé, à celui qui le sera moins.

408. *Les frères germains du mineur et les maris des sœurs germaines sont seuls exceptés de la limitation de nombre posée en l'article précédent.*

S'ils sont six, ou au-delà, ils seront tous membres du conseil de famille, qu'ils composeront seuls, avec les veuves d'ascendants et les ascendants valablement excusés, s'il y en a.

S'ils sont en nombre inférieur, les autres parents ne seront appelés que pour compléter le conseil.

409. *Lorsque les parents ou alliés de l'une ou de l'autre ligne se trouveront en nombre insuffisant sur les lieux, ou dans la distance désignée par l'art.* 407, *le juge de paix appellera, soit des parents ou alliés domiciliés à de plus grandes distances, soit, dans la commune même, des citoyens connus pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur.*

410. *Le juge de paix pourra, lors même qu'il y aurait sur les lieux un nombre suffisant de parents ou alliés, permettre de citer, à quelque distance qu'ils soient domiciliés, des parents ou alliés plus proches en degrés, ou de mêmes degrés que les parents ou alliés présents; de manière toutefois que cela s'opère en retranchant quelques-uns de ces derniers, et sans excéder le nombre réglé par les précédents articles.*

411. *Le délai pour comparaître sera réglé par le juge de paix à jour fixe, mais de*

manière qu'il y ait toujours, entre la citation notifiée et le jour indiqué pour la réunion du conseil, un intervalle de trois jours au moins, quand toutes les parties cités resideront dans la commune, ou dans la distance de deux myriamètres.

Toutes les fois que, parmi les parties citées, il s'en trouvera de domiciliées au-delà de cette distance, le délai sera augmenté d'un jour par trois myriamètres.

412. *Les parents, alliés ou amis, ainsi convoqués, seront tenus de se rendre en personne, ou de se faire représenter par un mandataire spécial.*

Le fondé de pouvoir ne peut représenter plus d'une personne.

413. *Tout parent, allié ou ami, convoqué, et qui, sans excuse légitime, ne comparaîtra point, encourra une amende qui ne pourra excéder cinquante francs, et sera prononcée sans appel par le juge de paix.*

414. *S'il y a excuse suffisante, et qu'il convienne soit d'attendre le membre absent, soit de le remplacer; en ce cas, comme en tout autre où l'intérêt du mineur semblera l'exiger, le juge de paix pourra ajourner l'assemblée ou la proroger.*

415. *Cette assemblée se tiendra de plein droit chez le juge de paix, à moins qu'il ne désigne lui-même un autre local. La presence des trois quarts au moins de ses membres convoqués sera nécessaire pour qu'elle delibère.*

416. *Le conseil de famille sera présidé par le juge de paix, qui y aura voix délibérative, et préponderante en cas de partage.*

417. *Quand le mineur, domicilié en France, possédera des biens dans les colonies, ou réciproquement, l'administration spéciale de ces biens sera donnée à un protuteur.*

En ce cas, le tuteur et le protuteur seront indépendants, et non responsables l'un envers l'autre pour leur gèstion respective.

418. *Le tuteur agira et administrera, en cette qualité, du jour de sa nomination, si elle a lieu en sa présence, sinon du jour qu'elle lui aura été notifiée.*

419. *La tutelle est une charge personnelle qui ne passe point aux héritiers du tuteur. Ceux-ci seront seulement responsables de la gestion de leur auteur; et, s'ils sont majeurs, ils seront tènus de la continuer jusqu'à la nomination d'un nouveau tuteur.*

SECTION V.

Du Subrogé tuteur.

420. *Dans toute tutelle il y aura un subrogé tuteur, nommé par le conseil de famille.*

Ses fonctions consisteront à agir pour les intérêts du mineur, lorsqu'ils seront en opposition avec ceux du tuteur.

421. *Lorsque les fonctions du tuteur seront dévolues à une personne de l'une des qualités exprimées aux section 1, 2 et 3 du présent chapitre, ce tuteur devra, avant d'entrer en foncions, faire convoquer, pour la nomination du subrogé tuteur, un conseil de famille composé comme il est dit en la section 4.*

S'il s'est ingéré dans la gestion avant d'avoir rempli cette formalité, le conseil de famille, convoqué soit sur la réquisition des parents, créanciers ou autres parties intéressées, soit d'office par le juge de paix, pourra, s'il y a eu dol de la part du tuteur, lui retirer la tutelle, sans préjudice des indemnités dues au mineur.

422. *Dans les autres tutelles, la nomina-*

tion du subrogè tuteur aura lieu immédiatement après celle du tuteur.

423. *En aucun cas le tuteur ne votera pour la nomination du subrogé tuteur, lequel sera pris, hors le cas de frères germains, dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartiendra point.*

424. *Le subrogé tuteur ne remplacera pas de plein droit le tuteur, lorsque la tutelle deviendra vacante, ou qu'elle sera abandonnée par absence ; mais il devra en ce cas, sous peine des dommages-intérêts qui pourraient en résulter pour le mineur, provoquer la nomination d'un nouveau tuteur.*

425. *Les fonctions du subrogé tuteur cesseront à la même époque que la tutelle.*

426. *Les dispositions contenues dans les sections 6 et 7 du présent chapitre s'appliqueront aux subrogés tuteurs.*

Néanmoins le tuteur ne pourra provoquer la destitution du subrogé tuteur, ni voter dans les conseils de famille qui seront convoqués pour cet objet.

SECTION VI.

Des Causes qui dispensent de la tutelle.

427. *Sont dispensés de la tutelle,*

Les membres des autorités établies par les article 2, 3 et 4 de l'Acte constitutionnel ;

Les juges au tribunal de cassation, commissaire et substituts près le même tribunal;

Les commissaires de la comptabilité nationale ;

Les préfets ;

Tous citoyens exerçant une fonction publique dans un département autre que celui où la tutelle s'établit.

428. *Sont également dispensés de la tutelle,*

Les militaires en activité de service, et tous autres citoyens qui remplissent, hors du territoire de la république, une mission du gouvernement.

429. *Si la mission est non autentique et contestée, la dispense ne sera pas prononcée qu'après que le gouvernement se sera expliqué par la voie du ministre dans le département duquel se placera la mission articulée comme excuse.*

430. Les citoyens de la qualité exprimée aux articles précédents, qui ont accepté la tutelle postérieurement aux fonctions, services ou missions qui en dispensent, ne seront plus admis à s'en faire décharger pour cette cause.

431. Ceux, au contraire, à qui lesdites fonctions, services ou missions, auront été conférés postérieurement à l'acceptation et gestion d'une tutelle, pourront, s'ils ne veulent la conserver, faire convoquer dans le mois un conseil de famille pour y être procédé à leur remplacement.

Si, à l'expiration de ces fonctions, services ou missions, le nouveau tuteur réclame sa décharge, ou que l'ancien redemande la tutelle, elle pourra lui être rendue par le conseil de famille.

432. Tout citoyen non parent ni allié ne peut être forcé d'accepter la tutelle que dans le cas où il n'existerait pas, dans la distance de quatre myriamètres, des parents ou alliés en état de gérer la tutelle.

433. Tout individu âgé de soixante-cinq ans accomplis peut refuser d'être tuteur. Celui qui aura été nommé avant cet âge pour-

ra, à soixante-dix ans, se faire décharger de la tutelle.

434. *Tout individu atteint d'une infirmité grave dûment justifiée, est dispensé de la tutelle.*

Il pourra même s'en faire décharger, si cette infirmité est survenue depuis sa nomination.

435. *Deux tutelles sont, pour toutes personnes, une juste dispense d'en accepter une troisième.*

Celui qui, époux ou père, sera déjà chargé d'une tutelle, ne pourra être tenu d'en accepter une seconde, excepté celle de ses enfants.

436. *Ceux qui ont cinq enfants légitimes sont dispensés de toute tutelle autre que celle desdits enfants.*

Les enfants morts en activité de service dans les armées de la république seront toujours comptés pour opérer cette dispense.

Les autres enfants morts ne seront comptés qu'autant qu'ils auront aux mêmes laissé des enfants actuellement existants.

437. *La survenance d'enfants pendant la tutelle ne pourra autoriser à l'abdiquer.*

438. *Si le tuteur nommé est présent à la*

délibération qui lui défère la tutelle, il devra sur-le-champ, et sous peine d'être déclaré non recevable dans toute réclamation ultérieure, proposer ses excuses, sur lesquelles le conseil de famille délibérera.

439. *Si le tuteur nommé n'a pas assisté à la délibération qui lui a déféré la tutelle, il pourra faire convoquer le conseil de famille pour délibérer sur ses excuses.*

Ses diligences à ce sujet devront avoir lieu dans le délai de trois jours, à partir de la notification qui lui aura été faite de sa nomination; lequel délai sera augmené d'un jour par trois myriamètres de distance du lieu de son domicile à celui de l'ouverture de la tutelle: passé ce délai, il sera non recevable.

440. *Si ses excuses sont rejetées, il pourra se pourvoir devant les tribunaux pour les faire admettre; mais il sera, pendant le litige, tenu d'administrer provisoirement.*

441. *S'il parvient à se faire exempter de la tutelle, ceux qui auront rejeté l'excuse pourront être condamnés aux frais de l'instance.*

S'il succombe, il y sera condamné lui-même.

SECTION VII.

De l'Incapacité, des Exclusions et Destitutions de la tutelle.

442. *Ne peuvent être tuteurs ni membres des conseils de famille,*

1. *Les mineurs, excepté le père ou la mère;*

2. *Les interdits;*

3. *Les femmes, autres que la mère et les ascendantes;*

4. *Tous ceux qui ont, ou dont les père ou mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune, ou une partie notable de ses biens, sont compromis.*

443. *La condamnation à une peine afflictive ou infamante emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle. Elle emporte de même la destitution, dans le cas où il s'agirait d'une tutelle antérieurement déférée.*

444. *Sont aussi exclus de la tutelle, et même destituables, s'ils sont en exercice,*

1. *Les gens d'une inconduite notoire;*

2. *Ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidelité.*

445. *Tout individu qui aura été exclu ou desti-*

destitué d'une tutelle, ne pourra être membre d'un conseil de famille.

446. *Toutes les fois qu'il y aura lieu à une destitution de tuteur, elle sera prononcée par le conseil de famille, convoqué à la diligence du subrogé tuteur, ou d'office par le juge de paix.*

Celui-ci ne pourra se dispenser de faire cette convocation, quand elle sera formellement requise par un ou plusieurs parents ou alliés du mineur, au degré de cousin-germain ou à des degrés plus proches.

447. *Toute délibération du conseil de famille qui prononcera l'exclusion ou la destitution du tuteur, sera motivée, et ne pourra être prise qu'après avoir entendu ou appelé le tuteur.*

448. *Si le tuteur adhère à la délibération, il en sera fait mention, et le nouveau tuteur entrera aussitôt en fonctions.*

S'il y a réclamation, le subrogé tuteur poursuivra l'homologation de la délibération devant le tribunal de première instance, qui prononcera, sauf l'appel.

Le tuteur exclu ou destitué peut lui-même,

en ce cas, assigner le subrogé tuteur pour se faire déclarer maintenu en la tutelle.

449. *Les parents ou alliés qui auront requis la convocation pourront intervenir dans la cause, qui sera instruite et jugée comme affaire urgente.*

SECTION VIII.

De l'Administration du tuteur.

450. *Le tuteur prendra soin de la personne du mineur, et le représentera dans tous les actes civils.*

Il administrera ses biens en bon père de famille, et répondra des dommages-intérêts qui pourraient résulter d'uue mauvaise gestion.

Il ne peut ni acheter les biens du mineur, ni les prendre à ferme, à moins que le conseil de famille n'ait autorisé le subrogé tuteur à lui en passer bail, ni accepter la cession d'aucun droit ou créance contre son pupille.

451. *Dans les dix jours qui suivront celui de sa nomination, dûment connue de lui, le tuteur requerra la levée des scellés, s'ils ont été apposés, et fera procéder immédiatement*

à l'inventaire des biens du mineur en présence du subrogé tuteur.

S'il lui est dû quelque chose par le mineur, il devra le déclarer dans l'inventaire, à peine de déchéance, et ce, sur la réquisition que l'officier public sera tenu de lui en faire, et dont mention sera faite au procès-verbal.

452. *Dans le mois qui suivra la clôture de l'inventaire, le tuteur fera vendre, en présence du subrogé tuteur, aux enchères reçues par un officier public, et après des affiches ou publications dont le procès-verbal de vente fera mention, tous les meubles autres que ceux que le conseil de famille l'aurait autorisé à conserver en nature.*

453. *Les père et mère, tant qu'ils ont la jouissance propre et légale des biens du mineur, sont dispensés de vendre les meubles, s'ils préfèrent de les garder pour les remettre en nature.*

Dans ce cas ils en feront faire, à leurs frais, une estimation à juste valeur, par un expert qui sera nommé par le subrogé tuteur, et prêtera serment devant le juge de paix: ils rendront la valeur estimative de ceux des meubles qu'ils ne pourraient représenter en nature.

454. *Lors de l'entrée en exercice de toute tutelle, autre que celle des père et mère, le conseil de famille règlera par apperçu, et selon l'importance des biens régis, la somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle du mineur, ainsi que celle d'administration de ses biens.*

Le même acte spécifiera si le tuteur est autorisé à s'aider, dans sa gestion, d'un ou plusieurs administrateurs particuliers, salariés, et gérant sous sa responsabilité.

455. *Ce conseil déterminera positivement la somme à laquelle commencera, pour le tuteur, l'obligation d'employer l'excédant des revenus sur la dépense: cet emploi devra être fait dans le délai de six mois; passé lequel le tuteur devra les intérêts à défaut d'emploi.*

456. *Si le tuteur n'a pas fait déterminer par le conseil de famille la somme à laquelle doit commencer l'emploi, il devra, après le délai exprimé dans l'article précédent, les intérêts de toute somme non employée, quelque modique qu'elle soit.*

457. *Le tuteur, même le père ou la mère, ne peut emprunter pour le mineur, ni*

aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles, sans y être autorisé par un conseil de famille.

Cette autorisation ne pourra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue, ou d'un avantage évident.

Dans le premier cas, le conseil de famille n'accordera son autorisation qu'après qu'il aura été constaté, par un compte sommaire présenté par le tuteur, que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants.

Le conseil de famille indiquera, dans tous les cas, les immeubles qui devront être vendus de préférence, et toutes les conditions qu'il jugera utiles.

458. *Les délibérations du conseil de famille, relatives à cet objet, ne seront exécutées qu'après que le tuteur en aura demandé et obtenu l'homologation devant le tribunal civil de première instance, qui y statuera en la chambre du conseil, et après avoir entendu le commissaire du gouvernement.*

459. *La vente se fera publiquement, en présence du subrogé tuteur, aux enchères qui seront reçues par un membre du tribu-*

nal civil, ou par un notaire à ce commis, et à la suite de trois affiches apposées, par trois dimanches consécutifs, aux lieux accoutumés dans le canton.

Chacune de ces affiches sera visée et certifiée par le maire des communes où elles auront été apposées.

460. *Les formalités exigées par les artic.* 457 *et* 458, *pour l'aliénation des biens du mineur, ne s'appliquent point aux cas où un jugement aurait ordonné la licitation sur la provocation d'un co-propriétaire par indivis.*

Seulement, et en ce cas, la licitation ne pourra se faire que dans la forme prescrite par l'article précédent: les étrangers y seront nécessairement admis.

461. *Le tuteur ne pourra accepter ni répudier une succession échue au mineur, sans une autorisation préalable du conseil de famille: l'acceptation n'aura lieu que sous bénéfice d'inventaire.*

462. *Dans le cas où la succession répudiée au nom du mineur n'aurait pas été acceptée par un autre, elle pourra être reprise soit par le tuteur, autorisé à cet effet par une nouvelle délibération du conseil de fa-*

mille, soit par le mineur devenu majeur, mais dans l'état où elle se trouvera lors de la reprise, et sans pouvoir attaquer les ventes et autres actes qui auraient été légalement faits durant la vacance.

463. *La donation faite au mineur ne pourra être acceptée par le tuteur qu'avec l'autorisation du conseil de famille.*

Elle aura, à l'égard du mineur, le même effet qu'à l'égard du majeur.

464. *Aucun tuteur ne pourra introduire en justice une action relative aux droits immobiliers du mineur, ni acquiescer à une demande relative aux mêmes droits, sans l'autorisation du conseil de famille.*

465. *La même autorisation sera nécessaire au tuteur pour provoquer un partage; mais il pourra, sans cette autorisation, répondre à une demande en partage dirigée contre le mineur.*

466. *Pour obtenir à l'égard du mineur tout l'effet qu'il aurait entre majeurs, le partage devra être fait en justice, et précédé d'une estimation faite par experts nommés par le tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession.*

Les experts, après avoir prêté devant le président du même tribunal, ou autre juge par lui délégué, le serment de bien et fidèlement remplir leur mission, procéderont à la division des héritages et à la formation des lots, qui seront tirés au sort, et en présence soit d'un membre du tribunal, soit d'un notaire par lui commis, lequel fera la délivrance des lots.

Tout autre partage ne sera considéré que comme provi sionne.

467. *Le tuteur ne pourra transiger au nom du mineur qu'après y avoir été autorisé par le conseil de famille, et de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le commissaire du gouvernement.*

468. *Le tuteur qui aura des sujets de mécontentement graves sur la conduite du mineur pourra porter ses plaintes à un conseil de famille, et, s'il y est autorisé par ce conseil, provoquer la réclusion du mineur, conformément à ce qui est statué à ce sujet au titre* de la Puissance paternelle.

SECTION IX.

Des Comptes de la tutelle.

469. *Tout tuteur est comptable de sa gestion lorsqu'elle finit.*

470. *Tout tuteur, autre que le père et la mère, peut être tenu, même durant la tutelle, de remettre au subrogé tuteur des états de situation de sa gestion, aux époques que le conseil de famille aurait jugé à propos de fixer, sans néanmoins que le tuteur puisse être astreint à en fournir plus d'un chaque année.*

Ces états de situation seront rédigés et remis sans frais, sur papier non timbré, et sans aucune formalité de justice.

471. *Le compte définitif de tutelle sera rendu aux dépens du mineur, lorsqu'il aura atteint sa majorité ou obtenu son émancipation: le tuteur en avancera les frais.*

On y allouera au tuteur toutes dépenses suffisamment justifiées, et dont l'objet sera utile.

472. *Tout traité qui pourra intervenir en-*

tre le tuteur et le mineur devenu majeur sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé, et de la remise des pièces justificatives, le tout constaté par un récépissé de l'oyant compte, dix jours au moins avant le traité.

473. *Si le compte donne lieu à des contestations, elles seront poursuivies et jugées comme les autres contestations en matière civile.*

474. *La somme à laquelle s'élèvera le reliquat dû par le tuteur portera intérêt, sans demande, à compter de la clôture du compte.*

Les intérêts de ce qui sera dû au tuteur par le mineur, ne courront que du jour de la sommation de payer qui aura suivi la clôture du compte.

475. *Toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans, à compter de la majorité.*

CHAPITRE III.

De l'Émancipation.

476. *Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage.*

477. *Le mineur, même non marié, pourra être émancipé par son père, ou, à défaut de père, par sa mère, lorsqu'il aura atteint l'âge de quinze ans révolus.*

Cette émancipation s'opérera par la seule déclaration du père ou de la mère, reçue par le juge de paix assisté de son greffier.

478. *Le mineur resté sans père ni mère pourra aussi, mais seulement à l'âge de dix-huit ans accomplis, être émancipé, si le conseil de famille l'en juge capable.*

En ce cas, l'émancipation résultera de la délibération qui l'aura autorisée, et de la déclaration que le juge de paix, comme président du conseil de famille, aura faite dans le même acte, que le mineur est émancipé.

479. *Lorsque le tuteur n'aura fait aucune diligence pour l'émancipation du mineur dont il est parlé dans l'art. précédent, et qu'un ou plusieurs parents ou alliés de ce mineur, au degré de cousin germain, ou à des degrés plus proches, le jugeront capable d'être émancipé, ils pourront requérir le juge de paix de convoquer le conseil de famille pour délibérer à ce sujet.*

480. *Le compte de tutelle sera rendu au*

mineur émancipé, assisté d'un curateur qui lui sera nommé par le conseil de famille.

481. *Le mineur émancipé passera les baux dont la durée n'excédera point neuf ans; il recevra ses revenus, en donnera décharge, et fera tous les actes qui ne sont que de pure administration, sans être restituable contre ces actes dans tous les cas où le majeur ne le serait pas lui-même.*

482. *Il ne pourra intenter une action immobilière, ni y défendre, même recevoir et donner décharge d'un capital mobilier, sans l'assistance de son curateur, qui, au dernier cas, surveillera l'emploi du capital reçu.*

483. *Le mineur émancipé ne pourra faire d'emprunts, sous aucun prétexte, sans une délibération du conseil de famille, homologuée par le tribunal civil, après avoir entendu le commissaire du gouvernement.*

484. *Il ne pourra non plus vendre ni aliéner ses immeubles, ni faire aucun acte autre que ceux de pure administration, sans observer les formes prescrites au mineur non émancipé.*

A l'égard des obligations qu'il aurait contractées par voie d'achats ou autrement, el-

les seront réductibles en cas d'excès : les tribunaux prendront, à ce sujet, en considération la fortune du mineur, la bonne ou mauvaise foi des personnes qui auront contracté avec lui, l'utilité ou l'inutilité des dépenses.

485. *Tout mineur émancipé, dont les engagements auraient été réduits en vertu de l'art. précédent, pourra être privé du bénéfice de l'émancipation, laquelle lui sera retirée en suivant les mêmes formes que celles qui auront eu lieu pour la lui conférer.*

486. *Dès le jour où l'émancipation aura été révoquée, le mineur rentrera en tutelle, et y restera jusqu'à sa majorite accomplie.*

487. *Le mineur émancipé qui fait un commerce, est réputé majeur pour les faits relatifs à ce commerce.*

ESPOSTO

De' motivi del Titolo X del Codice civile.

Cittadini legislatori

Molti progetti di legge destinati a far parte del Codice civile vi sono stati già presentati, ed alcuni hanno di già ottenuto la vostra sanzione.

Oggi vi rechiamo il seguito, ma non il fine di questo gran lavoro.

Il titolo che viene a sottomettervisi, è quello che tratta *della minorità, della tutela*, e *dell'emancipazione*.

La sua divisione in tre capitoli corrisponde ad ognuna delle materie indicate nel suo testo.

Noi ci occupiamo a motivarne le principali disposizioni.

DELLA MINORITÀ.

Il primo capitolo, relativo alla minorità, è composto di un solo articolo.

Questo articolo, regolando che *il minore è l'individuo dell'uno o dell'altro sesso che non ha ancora l'età di ventun'anni compiuti*, stabilisce per questo motivo stesso che si è maggiore a questa età.

Una tale disposizione è stata mantenuta, benchè si trovasse in opposizione con alcuni ricordi recenti; perchè prima della legge de' 20 settembre 1792 la minorità durava fino all'età di venticinque anni quasi su tutti i punti del territorio francese.

L'esempio di molti stati vicini, le cui leggi faccean cessare la minorità in un'età meno avanzata, quello anche più sorprendente di alcune nostre antiche provincie, come l' *Anjou* e il *Maine*, dove la minorità cessava a venti anni, senza che l' ordine pubblico nè gl'interessi privati ne soffrissero; gli sviluppi specialmente della nostra morale organizzazione che trovavansi avanzati in proporzione de' progressi che i lumi avean fatti da molti secoli: tutte queste circostanze sollecitavan da lungo tempo una riforma, e forse non avrebbero esse prevaluto contro le antiche consuetudini senza la rivoluzione che, scuotendo tutto, dovette frangere

molti interessi, ma distrusse altresì molti pregiudizj.

Allora si osò esaminar la quistione, e si riconobbe che l'incapacità civile risultante dalla minorità, portata al di là del vero; metteva la società in perdita reale di tutta la somma di travagli e di transazioni che vi avrebbe versata l'individuo trascurato dalla legge.

Si riconobbe ancora che la capacità naturale era la vera misura della capacità legale; e, siccome non si poteva non conoscere che questa capacità esisteva ai ventun'anni se non presso tutti gl'individui, almeno presso il maggior numero, fu il termine della minorità fissato a questa età.

Non può esservi oggi quistione alcuna di cangiare una tale importante disposizione; imperciocchè la legislazione degli undici anni che sono già scorsi, indipendentemente dai motivi che la fondarono, viene qui fortificata dalla costituzione, la quale, fissando la maggiorità *politica* ai ventun'anni, ha essa medesima adottata l'indicata misura per la maggiorità *civile*, ed ha voluto metterle in armonia.

DEL-

DELLA TUTELA.

Ogni minore non è necessariamente in tutela; quello, i di cui genitori sono vivi, trova in essi tanti protettori naturali; e se ha qualche bene personale, l' amministrazione appartiene a suo padre.

La tutela incomincia dalla morte del padre o della madre; perchè il minore, perdendo allora uno de' suoi naturali protettori, reclama di già una più speciale protezione della legge.

Ma qual sarà in questo caso il carattere della tutela? Qual sarà nel caso in cui il minore avrà perduto non solo il suo padre, o la sua madre, ma amendue?

Qui, come su molti altri punti, dovea decidersi fra usi molto opposti.

In una gran parte della Francia, ogni tutela era *dativa*, cioè data dal giudice dopo la scelta fatta dalla famiglia riunita.

In altre parti del territorio francese, e più specialmente ne' paesi di diritto scritto, si ammetteva la tutela *legittima*, e la tutela *testamentaria*: così il padre avea di diritto la tutela di suo figlio, e l'ascendente quella

del nipote, se il padre non avea col suo testamento disegnato un altro tutore.

Il progetto ha adottato questo ultimo sistema come più conforme al voto della natura, e come onorando maggiormente ciò che v'ha di più sacro fra gli uomini, il carattere del padre di famiglia.

Ma nel tempo stesso è sembrato giusto di far partecipi anche le madri degli onori della tutela *legittima*.

Per l'addietro elleno potevan essere tutrici de' loro figli, ma ciò non era se non per una specie di derogazione del diritto comune, *nisi a principe filiorum tutelam specialiter postulent*, diceva la legge romana.

Frattanto, avean elleno per i loro figli minor tenerezza ed affezione de' loro padri? ed accordando ora loro come un diritto ciò che non ottenevano che come una grazia, non sarà render loro giustizia, ed onorare il loro carattere per troppo lungo tempo dimenticato? Tal proposizione è d'altronde intimamente connessa con quella che vi è stata fatta, nel progetto relativo alla *potestà paterna*, di accordare alla madre superstite i frutti provenienti da' beni del suo figlio, sinchè

questi sia giunto all'età di diciotto anni; perchè godendo per se, amministrerà per suo figlio, e l'antica obbiezione tirata dalla poca capacità che le si supponeva per amministrare i beni, si ridurrà a pochissima cosa, quando si rifletterà che la madre deve avere l'usufrutto *legale* di questi medesimi beni, di cui si era temuto sino a questo giorno di confidarle l'amministrazione.

Se tuttavia il padre di famiglia, vero giudice della capacità di sua moglie, ha concepito anch'egli questa inquietudine, potrà senza toglierle la tutela, potrà dico destinarle un consiglio, e questa eccezione soddisferà senza dubbio all'interesse del minore.

Questo medesimo interesse chiamava un' altra eccezione nel caso in cui la tutrice si rimariterebbe.

Senza voler discreditare queste seconde unioni, le quali nelle campagne e presso gli artigiani hanno spesso per oggetto di dare un nuovo protettore agli orfani, da esse ne risulta sempre che la donna passa in una nuova società, il cui capo è straniero a' suoi figli; e se questo fatto non può senza ingiustizia farle perdere la tutela di pieno diritto,

almeno basta per chiamare la famiglia a deliberare se debba esserle conservata.

In questo caso ancora, se la madre mantenuta nella tutela sceglie un tutore col suo testamento, questa scelta dovrà essere confermata dalla famiglia.

Fuori delle eccezioni che noi abbiamo espresse, è sembrato giusto di trattare le madri come gli stessi padri, e scancellando le soverchiamente forti disuguaglianze fra i due sessi, di ristringere co' diritti civili i vincoli della natura.

Così i genitori avranno di pieno diritto la tutela de' loro figli: così l'ultimo che verrà a morire, potrà col suo testamento sceglier loro un tutore, e questo ultimo atto della sua volontà è sembrato il titolo più rispettabile dopo quello stesso che l'avea chiamato alla tutela.

Di là viene la tutela degli ascendenti, che fa altresì parte della tutela legittima.

Mà la tutela da noi ravvisata come un diritto, è ancora un peso.

Una madre (questo caso sarà raro) potrebbe trovare il peso troppo greve; un ben vecchio ascendente potrà temere di soccom-

bervi; la scusa dedotta dal sesso, o quella offerta dall'età verranno in loro soccorso; ma la loro volontà sola regolerà l'esercizio o l'abbandono de' loro diritti, imperciocchè è parso pericoloso di subordinarli alla ratificazione di un consiglio di famiglia che potrebbe capricciosamente ricusare la sua sanzione all'ordine stabilito dalla natura; in questa ipotesi sarebbe stato più semplice e meno ingiurioso di rendere la tutela puramente dativa.

Se intanto il tutore o legittimo o testamentario, fosse senza condotta, o prevenuto di qualcheduna delle altre cagioni che escludono la tutela, il consiglio di famiglia potrà e dovrà impedirne l'applicazione.

Così gl' interessi civili del minore saranno garantiti senza alterare la legittima devoluzione, e senza che l' eccezione si metta in luogo del principio.

Ma un fanciullo può restare senza genitori, nè ascendenti, e senza che l'ultimo che muore de' suoi genitori gli abbia disegnato alcun tutore; ed è qui che nell'assenza delle persone che si presumono portargli un' affezione superiore a tutte le altre affezioni,

il concorso de' collaterali diventerà necessario alla tutela essenzialmente dativa.

Per giugnere ad una buona organizzazione de' consigli di famiglia, si è creduto necessario di renderli poco numerosi, di non ammettervi che i più prossimi parenti di ciascuna linea, e di ovviare all'influenza di una linea sull'altra, coll'appello di un numero eguale di parenti presi in ognuna.

Si destineranno dunque i tre più prossimi parenti di ciascuna linea. Ecco (salvo il caso de' fratelli carnali e maggiori, se essi eccedono questo numero) il limite che si è creduto dover adottare: esso farà giungere il consiglio di famiglia al numero di sette, comprendendovi il giudice di pace, che ne sarà membro e presidente, e il di cui carattere imparziale dirigerà i risultati verso il bene e l'utile del minore.

Così spariranno molti intrighi, e principalmente quelli col favore de' quali si addossava spesso sopra un parente lontano e poco affezionato il peso che dovea sostenere il parente più prossimo; abuso che già esisteva sin dal tempo di Domat, e di cui egli

si lagna nel suo discorso preliminare sul titolo delle *tutele*.

Non si è dovuto pertanto erigere in principio che il più prossimo parente sarebbe sempre e necessariamente tutore; questo sarebbe stato lo stesso che estendere la tutela legittima al di là de' suoi giusti limiti, e qualche volta può darsi che un cugino convenga meglio di uno zio, o che l'impiego sia più facile o meno oneroso per lui: si avranno tutte le convenevoli assicurazioni quando il consiglio di famiglia, colla sua organizzazione, offrirà interesse di affezione e spirito di giustizia.

Noi, cittadini legislatori, abbiamo esaminato le diverse specie di tutele particolarmente descritte nelle quattro prime sezioni del capitolo in discussione.

Il resto di questo capitolo, contenendo le regole relative a tutte le tutele, non offre che poche difficoltà ed osservazioni.

In ogni tutela vi deve essere un tutore surrogato, le di cui funzioni, assai analoghe a quelle de' curatori de' paesi soggetti a leggi municipali, sono spiegate nella 5 sezione.

La 6 sezione esprime le cagioni che di-

spensano dalla tutela, e la 7 quelle che ne escludono.

La maggior parte delle disposizizioni, redatte su questo punto, poco si scostano dall'antico stato della legislazione, e le loro differenze neppure han bisogno di essere analizzate.

Noi a un di presso diremo altrettanto delle sezioni 8 e 9, relative all'amministrazione del tutore ed al rendimento de' conti delle tutele.

Nondimeno vi sono alcuni punti di un ordine superiore, e su i quali ci è paruto che dovevamo più particolarmente fissare la vostra attenzione.

Così, per esempio, il progetto contiene mire nuove sul proposito delle transazioni che potranno aver luogo durando la tutela.

I principj ammessi sino a questo giorno, senza rigettare queste transazioni, ne rendean l'uso impraticabile; imperciocchè esse non potevano valere se non quanto erano di profitto al pupillo, ed egli se ne contentava, *si hoc pupillo expediat*; e questo punto di fatto, sempre subordinato alla futura vo-

lontà del minore scostava necessariamente un contratto così poco solido.

In questa maniera tutte le difficoltà nelle quali un minore era impegnato, diventavano un laberinto da cui non si poteva uscire se non con grandi spese, perchè le uscite conciliatorie erano chiuse, e perchè, se il tutore nulla osava fare che avesse l'aria di alterare un diritto equivoco, dal suo canto l'avversario del pupillo non voleva trattare con un uomo il di cui carattere non gli offeriva alcuna cauzione.

Da questo procedeva la rovina di più di un minore; da questo altresì sorgevano i numerosi ostacoli per molti maggiori.

Conveniva di mettere un termine a così grandi inconvenienti, ed il progetto vi ha provveduto imprimendo un carattere durevole alle transazioni per le quali il tutore sarà stato autorizzato dal consiglio di famiglia, dal parere di tre giureconsulti nominati dal commissario del governo, e dopo che il tribunal civile avrà ratificato la transazione sulle conclusioni dello stesso commissario.

Tante precauzioni rimovono ogni specie di pericolo; esse sovvengono eziandio ai biso-

gni della società, che accordando una giusta sollecitudine pe' minori, deve altresì considerare i maggiori; esse finalmente danno all'amministrazione del tutore il suo vero complemento. Che sarebbe infatti un amministratore che non trovasse nella legislazione un mezzo da evitare una cattiva lite, nè quello di fare un utile accomodamento?

Il progetto che vi viene presentato contiene un altro cangiamento assai grave nella durata dell'azione ch'esisterà contro il tutore, per ragione della sua amministrazione.

Sino a questo giorno una sì fatta azione non ha generalmente ricevuto per limiti se non quelli della più lunga prescrizione su gli stabili, prescrizione la cui misura era differente secondo i paesi, ma che in un gran numero giungea sino ai trent'anni.

Per lunga che debba essere oramai la prescrizione, è sembrato convenevole, nel caso particolare, di fermarsi a quella di 10 anni; perchè s'è ben favorevole al pupillo, è impossibile di non prendere in considerazione anche la situazione dello stesso tutore.

La tutela fu per lui, sinchè essa durò, un atto oneroso, un peso di famiglia, i cui

imbarazzi non debbono essere smoderatamente contro di lui prolungati: accordando al pupillo dieci anni dopo la sua maggiorità per l'esercizio di tutte le azioni relative alla tutela, si fa abbastanza; ed ogni eccesso in questa materia sarebbe un male reale per tutta l'intera società.

Finalmente esiste un punto sul quale noi dobbiamo giustificare, non le disposizioni scritte, ma il silenzio del progetto: cioè la *responsabilità* ch' era domandata contro i parenti *nominatori*, in caso d'insolvibilità del tutore.

Questa responsabilità era stabilita dalle leggi romane, ed era specialmente ammessa da alcune costumanze, notatamente da quelle di Brettagna; ma in generale era straniera ai paesi che aveano leggi municipali.

Si è osservato in questi paesi che gl'interessi de' minori vi fossero compromessi più che altrove?

Questa riflessione, che sola avrebbe potuto fare scostare la responsabilità di cui si tratta, non è però la più forte; imperciocchè è riconosciuto e si confessa che anche ne' luoghi dove la legge avea stabilito la responsa-

bilità, essa era caduta in dissuetudine, e non veniva applicata dai tribunali se non nel caso di un dolo evidente: tanto è vero che questa regola era odiosa in faccia a' parenti che di buona fede aveano adempito questo peso di famiglia?

Come d'altronde per l'interesse di un solo tener sospesa la fortuna di una intera famiglia, e di una famiglia innocente?

Non si ricorrerà ancora qualche volta contro il tutore surrogato, s'egli ha malamente adempiuta la sua procura?

Tutte queste considerazioni han dovuto far rigettare un tale vano spauracchio.

La garanzia delle buone scelte, ch'è la sola propria a rendere oziosa e senza applicazione la quistione che si esamina, si troverà nella buona composizione de' consigli di famiglia, ed il progetto offertovi avrà, per questo solo punto, sciolte molte difficoltà, se ha toccato questo scopo principale.

Dopo avere veduto il minore in tutela, rimane a considerarlo in un altro stato.

DELL' EMANCIPAZIONE.

Noi non ci tratterremo sulla disposizione del progetto che fa risultare l'emancipazione del matrimonio; essa non ha bisogno di essere giustificata.

Ma che sarà l'emancipazione che, anche fuori di questo caso, potrà aver luogo durando la minorità?

Questa istituzione sarà mal compresa se le si applicassero le idee dell'emancipazione romana, di quest' atto col quale un padre metteva fuori della sua podestà il suo figlio spesso maggiore.

Qui non si tratta che del minore, e del minore che non ha nè padre nè madre, come di quello che gli ha tutti e due o uno di essi.

Il nostro progetto considera il minore sotto il rapporto della capacità che ha per amministrare i suoi beni e toccarne le entrate.

Esso regola in quale età e in quale maniera il minore diventerà abile a questo soggetto, non più come per l'addietro, otte-

nendo alcune lettere del principe, chiamate *lettere di benefizio di età*, ma riempiendo le condizioni che saranno prescritte dalla legge.

Stabilite queste prime nozioni, e benchè l'emancipazione abbracci tutti i minori, si distingueranno fra essi quelli che hanno padre e madre, o l'uno de' due, e quelli che non ne hanno di sorta alcuna.

Il minore, che ha i suoi genitori, non potrà ricevere l'emancipazione che da suo padre: se l'uno de' due è morto, il diritto di emancipare il minore apparterrà al superstite.

Se il minore non ha nè padre nè madre, l'emancipazione verrà accordata dal consiglio di famiglia.

Ma l'emancipazione accordata dal padre o dalla madre differirà dall'altra in due punti che conviene stabilire.

Il padre o la madre potrà emancipare il minore sin dall'età di quindici anni; le affezioni della natura sono qui i garanti che l'emancipazione sarà nell'interesse del figlio; ma il consiglio di famiglia non potrà emancipare il minore se non nell'età di 18 anni, perchè si potrebbe temere che un semplice

tutore, per togliersi il peso della tutela, non supponesse al suo pupillo una capacità prematura, che non lo persuadesse al consiglio di famiglia, e che l'emancipazione non divenisse quindi un funesto abbandono.

Seconda differenza: se si tratta di un minore che sia sotto la tutela di un semplice parente o di un estraneo, e che questo tutore o per mantenersi in una grande amministrazione o per ogni altro motivo lascia passare al suo minore l'età di 18 anni senza sollecitare la sua emancipazione, che si suppone meritata per una buona condotta e per una sufficiente capacità, ogni parente del minore nel grado di cugin carnale, o in gradi più prossimi, potrà anch' egli sollecitare la riunione del consiglio di famiglia per deliberare sull' emancipazione; ma questa facoltà non avrà mai luogo contro un padre amministratore o tutore, nè contro una madre tutrice, perchè sono giudici supremi in questa parte, e la loro autorità non dee, sino alla maggiorità de' loro figli, ricevere altri limiti fuori di quello che vi metterà la loro propria volontà.

Dopo avere stabilito questa doppia distin-

zione fra queste due specie di minori, se si fissa l'attenzione sugli effetti dell'emancipazione, essi saranno i medesimi per tutti gli emancipati.

Amministrare i suoi beni e percepire le sue entrate, è il diritto che acquisterà l'emancipato; ma sarà ben lungi di avere tutti i diritti del maggiore.

Quindi non potrà vendere nè alienare i suoi stabili se non colle forme prescritte per gli altri minori, nè ricevere un capitale mobile senza l'assistenza di un curatore.

Egli neppure potrà prendere ad imprestito; i *prestiti*, flagello dell'inesperienza, non debbono esistere per un minore anche emancipato.

Intanto, giacchè viene chiamato all'amministrazione de'suoi beni, deve avere i mezzi di provvedervi.

Egli dunque avrà la facoltà di comprare le cose utili al suo mantenimento ed al governo de' suoi beni; ma eziandio nell'esercizio di questa facoltà sarà collocato sotto una speciale legislazione, perchè s'egli contraesse obblighi smoderati, i tribunali potranno ridurli, avendo in considerazione la

fortuna dell'emancipato, la natura delle sue spese, e la buona o cattiva fede delle persone che avranno seco lui contrattato.

In questo caso si esigerà la prova di cattiva condotta, o almeno di cattiva amministrazione; e questo ha fatto nascere l'idea di una disposizione che tende a far rientrare in tutela l'emancipato che si fosse renduto indegno o mostrato incapace di amministrare i suoi beni.

In questa disposizione il governo ha traveduto i risultati di un grand' utile; imperciocchè l'emancipazione diventerà uno stallo per la gioventù.

L'emancipato temerà di perderne il profitto; ed avvertito che la sua sorte dipende dalla sua condotta, contrarrà fin dal principio della sua carriera civile buone abitudini che debbono avere una sì felice influenza sul resto della sua vita; questo solo punto di legislazione può produrre una rivoluzione utile nell'ordine morale.

Tal è, Cittadini Legislatori, il piano generale del progetto di legge *sopra la minorità, la tutela e l'emancipazione.*

Se noi non abbiamo motivato che queste

principali disposizioni, e specialmente quelle che maggiormente si scostano dall' antica legislazione, abbiamo creduto doverci fermar là, in una materia che del resto non offre se non che numerosi dettagli, ma semplici, facili, e poco suscettibili di commentarj.

Questi motivi sono stati esposti dal Consigliere di Stato Berlier.

ESTRATTO

Del Rapporto fatto li 3 germile anno XI nel Tribunato dal Cittadino HUGUET *(della Senna)*

Sul progetto di legge, titolo X del Codice Civile, relativo alla Minorità, alla Tutela ed all' Emancipazione.

Non è una legislazione nuova che vi viene sottomessa, non è un nuovo sistema che vi è presentato; è una scelta di precetti, di massime e di regole, già provate dall' esperienza de' secoli, e che la ragione ha da lungo tempo giustificate; è una scelta fatta, o nel diritto scritto, o nel diritto municipale, delle migliori istituzioni su questa materia.

Nelle diverse leggi che in questa parte regolano le differenti contrade della Francia, si è con abilità cavato ciò ch'era il più conforme ai nostri costumi, il più convenevole alle nostre abitudini, ed il più giusto per non farne che una sola legge uniforme e generale.

Nell' antico diritto francese la maggiorità era pe' maschi ai 14 anni, per le femmine ai dodici; in questa età non avean più bisogno di tutori.

Ma nella redazione delle costumanze nel decimoquinto secolo, lo studio del diritto romano avea fatto tanti progressi, che la disposizione relativa alla maggiorità ai 25 anni ch' esso diritto contiene, fu adottata in una grandissima parte de' nostri statuti.

Allora si sarebbe potuto prendere un giusto mezzo, e precisamente quello che propone il progetto di legge.

Ed in fatti, se la maggiorità ai 14 anni presentava molti inconvenienti, la maggiorità a 25 anni, ch'è un altro estremo, non ne presenta meno.

L' interdizione delle persone sino ai 25 anni, la privazione sino a questa età dell'eser-

cizio de' loro diritti civili, è tanto pregiudizievole ai loro interessi personali, quanto è nocivo al grande interesse della società.

Lasciarli privi di tutte le azioni civili sinchè sien giunti al presunto terzo della loro vita; voler che sieno sino a questo tempo sotto l'altrui dipendenza, è un incatenar uomini fatti, è toglier loro ogni volo, è abbattere tutte le loro facoltà, quelle facoltà colle quali possono intraprendere necessarj miglioramenti, e far contratti ed utili transazioni.

Questo, ci si dice, è il tempo dell'effervescenza delle passioni: la maturità dell'uomo non è che ai 25 anni; a questa età egli è proprio ad amministrare i suoi affari. Vano linguaggio, falsi calcoli.

Questo è il tempo delle passioni! Ma chi può precisamente fissarne l'epoca? E quando ciò fosse vero, si è detto che bisogna incoraggiarle, soffrirle, mantenerle? Non è possibile di oppor loro un argine e di cercare nelle istituzioni i mezzi di trattenerne il corso? Io credo che la fissazione della maggiorità ai 21 anni ha necessariamente questo scopo.

Ed in fatti si può sperare che gli uomini saranno più saggi, più proprj ad esercitare i loro diritti civili, quando le loro passioni saran radicate ai 25 anni?

Io desidero piuttosto che si sforzino di buon'ora ad esercitare la loro ragione, ancorchè dovessero commettere qualche errore; io desidero piuttosto che si dica da questo giovanetto di 18, o 20 anni, sensibile, ancora puro e suscettibile d'impressioni: le passioni vanno ad assediarvi, ma ponetevi in guardia, difendetevi, lottate contro; imperciocchè fra un anno o due voi sarete chiamato alla dignità d'uomo in società, voi godrete de' vostri diritti civili: gli atti che farete, formeranno la felicità o la sventura della vostra intera vita. Io temo, ve lo confesso, che un simil linguaggio sia inutile o troppo tardivo a quest'uomo che si sarebbe lasciato strascinare dalle sue passioni sino ai 25 anni.

Perciò io sostengo che la fissazione della maggiorità ai 21 anni è uno de'mezzi i più proprj per formar gli uomini, e renderli capaci per l'esercizio de'loro diritti civili.

Per vieppiù giustificare la mia assertiva,

io non ho bisogno che di condurvi per un momento col pensiero in uno di que' dipartimenti dove in ogni tempo la maggiorità è stata a 20 anni: là vi vedrete gli uomini ancora giovani, buoni amministratori de' loro beni, economi, di già atti all'esercizio dei loro diritti, e di già ancora difficoltosi su i loro proprj interessi; ciò non sarebbe forse perchè di buon'ora sono chiamati all' esercizio de' loro diritti civili?

Quando i partigiani del diritto romano introdussero fra noi la maggiorità ai venticinque anni, non ebbero un successo compiuto. Negli statuti del Maine, dell'Anjou, della Normandia, dell' Hainaut, di Valenciennes, di Lilla, di Lorena, e di alcuni altri luoghi, la maggiorità fu conservata ai venti o vent'un anni.

Nello statuto dello stesso Parigi, il minore di vent' anni ha la facoltà di disporre de' suoi mobili, de' suoi acquisti, de' beni acquistati, e degli stabili.

Per fatto di commercio, cioè per atti che spesso non lasciano tempo alla riflessione, si è maggiore a venti anni; non sono que-

ste tante eccezioni alla regola del diritto romano?

N' esistevano ancora di un altro genere. Si esercitava la magistratura con lettere di dispensa di età a diciotto anni; si riempivano funzioni ed uffizj al disotto di venticinque anni, col favore di simili lettere. Tutte quest' eccezioni non attestavano contro il sistema della maggiorità a venticinque anni?

Del resto, ciò non è oggi una innovazione. Dopo la legge del 1792 la maggiorità è stata stabilita a vent'un anni, e non n'è risultato alcun inconveniente, ed io altresì sostengo che dopo se ne sono conosciuti i vantaggi. I progressi de' lumi da più di un secolo hanno renduto questa disposizione necessaria o almeno senza pericoli. D'altronde essa di già è consecrata dall'atto costituzionale che chiama i cittadini ad esercitare i loro diritti politici a vent'un anni.

Il nostro diritto municipale, eccessivamente prevedendo per l'interesse de' minori, non ammette generalmente la tutela naturale, la tutela legittima, la tutela di diritto, nè la tutela testamentaria; vuole che in ogni spe-

cie di tutela, senz' alcuna considerazione o preferenza per persona, l'autorità pubblica intervenga sempre nella nomina de' tutori, e che tutte le tutele sieno dative e sieno conferite dal giudice dopo preso il parere de' parenti de' minori; quindi un padre, una madre, gli ascendenti non possono essere tutori se non colla nomina del giudice. E in considerazione e per maggior interesse de' minori si è stabilito codesto sistema.

Il diritto scritto, al contrario, appoggiato sopra ragioni meno sospettose, più analoghe alla natura, vuole che il padre, la madre, gli ascendenti sieno tutori nati, tutori legittimi e di diritto de' loro figli. Esso autorizza la tutela testamentaria.

La vostra sezione di legislazione ha pensato che il diritto scritto doveva a questo riguardo superare il diritto municipale; che la potestà del padre, la sua autorità, i suoi sentimenti e le sue affezioni naturali non potevano, senza fare ingiuria a ciò che vi era di più sacro, essere sottomessi ad un giudizio: che le tutele, in vece di essere dative, doveano a riguardo de' genitori e degli ascendenti essere di diritto; e questa è una

delle principali basi ed il principal sistema del progetto di legge.

ESTRATTO

Del Discorso pronunciato li 5 germile anno XI al Corpo Legislativo dal Cittadino LE-ROY *(dell' Orne), uno degli oratori del Tribunato,*

Sul progetto di legge, titolo X del Codice Civile, relativo alla Minorità, alla Tutela, ed all' Emancipazione.

Fra tutt' i diritti che l' uomo esercita sotto l'impero delle leggi, non ve n'è alcun altro che sia più eminentemente sociale del diritto di proprietà. La cagione e l' oggetto della società esistono forse egualmente in questi vocaboli *avere* e *conservare*. Gli altri diritti sono certamente sacri; ma questi soprattutto, perchè sono la salvaguardia del diritto di proprietà. Perciò uno de' segni i meno equivoci delle mire liberali di un legislatore, uno de' caratteri i più certi della bontà della sua opera, è la protezione religiosamente tutelare assicurata a questo pri-

mo vantaggio della vita civile. Ordinariamente una tale protezione dev' essere negativa. Vi sono però alcuni casi ne' quali deve essere essenzialmente attiva.

L' uomo generalmente non ha bisogno se non che di non essere incomodato nell'esercizio della sua attività, della sua industria, della sua intelligenza. I membri della città sono preservati dalle usurpazioni della violenza, contro le quali lo stato di natura loro non offriva alcuna cauzione. La debolezza di ognuno è, per dir così, diventata la forza dello stesso pubblico potere: maravigliosi effetti della sociabilità dell' uomo, maravigliosa opera del genio osservatore che unitamente gli ordina!

Ma le istituzioni degli uomini, per felici che sieno, non possono cangiar l' ordine della natura: ora noi non siamo solamente deboli relativamente agli altri, possiamo esserlo ancora per noi stessi.

Una lunga infanzia ci tiene senza difesa avanti tutte le difficoltà della vita. Disgraziati che siamo, neppure abbiam la cognizione della nostra insufficienza! L' età e l'esperienza aveano illuminato lo spirito di un

individuo; alcuni vizj d'organizzazione vengono sviluppati dalle passioni, da profonde pene. Io cerco invano questo tratto proprio che distingue l'uomo nella catena degli esseri viventi, io cerco invano il suo celeste impronto: la ragione fugge.

L'umanità invocava in questi due casi un appoggio speciale della società. Il governo, meditando questa materia che non è nuova, non ha guari dovuto se non che sottomettere al principio dell'uniformità le diverse regole che risultano dalle leggi municipali e dal diritto scritto che dividean la Francia prima della rivoluzione.

La maggiorità è una istituzione sociale che, come tutte le altre, variò sempre secondo i governi, i costumi ed i climi. A Roma fu prolungata fino a venticinque anni. Essa ha luogo a quindici in Turchia. Noi non viviamo sotto il cielo cocente che permise al legislatore di quest'ultima di contare sopra facoltà accelerate. Il dispotismo de' padri non è presso di noi, come presso i figli del feroce Romolo, la molla principale della macchina politica.

Presso i Franchi la maggiorità cominciò

altresì a 15 anni. Questo popolo guerriero pensava che si era un uomo, un cittadino, dacchè si era soldato. Si sa che quest' ordine di cose non cangiò se non allorchè le loro armi, divenute più pesanti, non poterono esser più portate in una età così tenera. La minorità fu allora prolungata sino ai vent'un anni. Noi onoriamo ancora le virtù militari; ma i nostri costumi non sono più tanto semplici, i nostri interessi sociali tanto poco complicati, perchè la legislazione che consacrerebbe fra noi, all'esempio de' Franchi, la maggiorità ai quindici anni, non facesse a coloro, i quali sarebbero l'oggetto di questo favore, un presente solamente funesto.

Simili estremi han potuto dunque realizzarsi altrove coll' approvazione della saggezza; essi sarebbero per noi eccessi senza motivi.

Alcune delle nostre provincie, come la Normandia, riconoscevan la maggiorità a venti anni, e non si lagnaron mai di questo uso. Noi facciamo la medesima osservazione riguardo a tutta la Francia, su quella di anni vent'uno stabilita da dieci anni. Questa

maggiorità dunque conviene ai nostri costumi.

Aggiungiamo che l'interesse della società è di stendere più che si può la vita civile di ognuno de' suoi membri. La legge del 1792 veramente la estese di quattro anni per la maggior parte della Francia. Lo stato de' nostri lumi ci autorizzava a conservare questa conquista fatta sulla nullità dell'infanzia. Finalmente la costituzione ammettendo fino dai ventun anni all'esercizio dei diritti di cittadino, sarebbe stato poco conseguente il dichiarare incapace dell'amministrazione de' suoi affari colui ch'era riconosciuto capace di prender parte all'amministrazione, per eccellenza, dello Stato.

La tutela è il potere dato dalla legge ad un cittadino per difendere quello a cui la debolezza della sua età non permette di difendere se stesso. La natura ha fatto i genitori i più sicuri difensori de' loro figli, facendoli i loro amici più teneri. La missione del legislatore si limita dunque a supplirli. Il progetto di legge stabilisce che in caso di morte naturale o civile, la tutela de' figli minori e non emancipati apparterrà

di pieno diritto al superstite del padre o della madre. Questa disposizione non fa che richiamare ciò che era in vigore nella porzione della Francia governata dal diritto scritto, nella quale la madre era preferita ad ogni altro, senza che neppure vi fosse bisogno del rescritto del principe voluto dalle leggi romane. Nella Francia soggetta alle leggi municipali, le madri non potevan essere tutrici, se non in quanto che, su di un parere de' parenti, esse erano approvate dal giudice. Questa cautela era umiliante per le madri. La costituzione fisica delle donne, la loro educazione non danno forse alle madri tutto ciò che rende proprio ad una buona amministrazione; ma i padri amano come elleno. Questo squisito sentimento della tenerezza materna, oh come supplirà potentemente a qualche inferiorità di cognizioni!

D'altronde, gl'inconvenienti che potrebbero risultare da una capacità non perfetta, sono tolti dal progetto. È riserbato al padre il diritto di nominare con atto di ultima volontà, o con una dichiarazione fatta avanti il giudice di pace, o avanti un notaro, un consiglio speciale alla madre su-

perstite, per assisterla sia in tutti gli atti della sua amministrazione, sia in una parte di quegli atti ch' egli dinoterà. Così una madre non conoscerà più la vergogna di essere dichiarata indegna d' invigilare alla felicità de' suoi figli, il crudele destino di veder confidare alle attenzioni di un altro quelli di cui essa ha pagata così cara l'esistenza.

Ma la madre torna a rimaritarsi. Il progetto vuole ch' ella, avanti l'atto del matrimonio, convochi il consiglio di famiglia, che deciderà se la tutela dev' esserle conservata. In mancanza di questa convocazione, perderà di pieno diritto la tutela, ed il suo nuovo marito sarà solidariamente risponsabile verso di lei delle conseguenze del suo silenzio. Lo sarà egualmente dell' amministrazione posteriore al suo matrimonio nel caso in cui il consiglio di famiglia conservasse la tutela alla madre. Queste diverse cautele assicurano dai timori che naturalmente si concepiscono sulla tenerezza di una madre che contrae una nuova unione: questo indizio intanto qualche volta inganna. Si danno certe posizioni in cui le vedove,

anche per l' interesse de' loro minori, sono obbligate a rimaritarsi. Il progetto dunque tempera saggiamente il rigore del diritto romano, che spogliava la madre della tutela pel solo fatto delle seconde nozze.

Il progetto di legge suppone morti i genitori. Si sarà potuto dare un tutore al minore, sempre indifferente per l' ultimo moribondo. Così quello de' genitori che la morte viene a strappare al figlio di cui egli era il solo appoggio, sentirà dispiaceri meno laceranti: ei gli lascia un amico, la scelta del suo cuore: egli muore, e la sua tenerezza vivrà ancora presso questo figlio che la natura abbandona.

Il padre e la madre sono morti e non han fatto scelta di un tutore. In questo caso la tutela apparterrà di diritto all' avo paterno, in sua mancanza all' avo materno, e così risalendo, sempre preferendo il lato paterno. Questa predilezione per la linea paterna è una necessaria conseguenza della stessa organizzazione della famiglia.

Ma possono non esservi ascendenti. I tutori possono essere esclusi, valevolmente scusati: allora la premura di provvedere i figli

di un tutore è rimessa ad un consiglio di famiglia. Questo consiglio sarà convocato alla prima requisizione delle parti interessate, o ancora d'offizio dal giudice di pace. Sei parenti o alleati lo formeranno ne' casi ordinarj. Se i parenti o alleati non si trovano in numero sufficiente su i luoghi; se le distanze o ogni altra cagione non permettono al giudice di pace di chiamarli, egli è autorizzato a rimpiazzarli co' cittadini della comune, conosciuti per avere avuto relazioni abituali di amicizia col padre o la madre del minore. La composizione del consiglio di famiglia garantisce i sentimenti affettuosi che debbono animarlo; il giudice di pace che lo presiede darà loro la direzione dell' imparzialità.

Questa buona composizione del consiglio di famiglia ci è sembrato che giustifichi abbastanza il silenzio che conserva il progetto sulle cautele da domandarsi al tutore, come in certi casi l'esigevano le leggi romane. La tutela è un carico; si era giunto senza motivo ad accrescerne il peso. L'uso che voleva che i parenti nominanti fossero tenuti della cattiva amministrazione de' tutori in

caso d'insolvibilità, non era meno irragionevole: la famiglia ha riempiuto il suo dovere quando ha fatto la scelta con tutte le precauzioni della buona fede, con tutte le premure della tenerezza.

Il tutore surrogato non è altro che il curatore de' paesi soggetti alle leggi municipali. La cura è il compimento della tutela. Può darsi benissimo che il tutore ed anche spesso il parente del minore abbia interessi comuni, anche in opposizione co' suoi. Il legislatore non dovea lasciare la fedeltà alle prese coll' interesse. In questo caso un altro protettore viene dato al minore nella persona di un tutore surrogato. Si è provveduto che l'istallazione del tutore e quella del tutore surrogato sien sempre simultanee.

Si sono prese ancora tutte le misure per garantire l'indipendenza della vigilanza di questo tutore surrogato. Il tutore non sarà scelto nella medesima linea come lui; non potrà prendere alcuna parte nella di lui nomina; non potrà provocar mai la sua destituzione, nè votare nei consigli di famiglia, la di cui convocazione avrebbe quest' oggetto.

La tutela è una carica pubblica, ma è an-

cora, anzi sind alle prime, una carica di famiglia. Sarà dunque un caso legittimo di dispensa quello di un estraneo che ricuserà di accettare una tutela, perchè su i luoghi o ne' contorni vi sarà un parente o un alleato capace di amministrarla. La legge, che ne incarica un individuo, dee volere ch'egli abbia i mezzi di giungere al fine che si propone. Un' età troppo avanzata, infermità gravi presentavano scuse che sono state accolte. Un' attenzione troppo divisa potrebbe nuocere all'amministrazione; due tutele dispenseranno da una terza; uno sposo che può essere di già occupato del regolamento della sua famiglia, de' suoi figli, non sarà costretto ad accettare una seconda tutela, se non è quella de' suoi figli. Cinque figli legittimi autorizzeranno a ricusare ancora qualunque altra tutela, a riserva di quella de' suoi figli. Questo favore era dovuto alla fecondità coniugale, che si trova sempre co' costumi e coll' amor del travaglio, con questi onorevoli principj della prosperità delle nazioni. I figli morti saran compresi nel numero, se anch' essi hanno lasciato figli attualmente esistenti.

I figli morti in attività di servizio nell'armate della repubblica saranno sempre contati. I Romani, la cui legislazione a un dipresso consecrava la stessa eccezione, la motivavano con una nobiltà veramente motivitiva: *Hi qui pro republica ceciderunt, in perpetuum per gloriam vivere intelliguntur.* Codesti bravi si riputavano viver sempre, la loro gloria non potendo morire.

Nel progetto della legge non si tratta dell' emancipazione così famosa de' Romani, colla quale un padre liberava il suo figlio dalla potestà paterna. Alcuni storici hanno preteso che questa emancipazione originariamente non fosse che una vendita. L'etimologia del vocabolo e la formola da lungo tempo in uso, che pronunziava il padre in questa circostanza, pareva che confermassero la loro opinione: *Mancipo tibi hunc filium qui meus est*, dicea il padre ad un estraneo in presenza di sette testimonj, uno de' quali teneva una bilancia alla mano, come per pesare il pezzo di moneta, prezzo del mercato.

E noi ancora abbiamo consecrato nelle nostre leggi la potestà paterna, ma essa vi

si cercherebbe invano con questi barbari tratti. Noi vi riconosceremo come la natura la fece, una potestà di amore e di protezione. Ma benchè l'emancipazione che ci occupa debba ancora produrre l' effetto di mettere il figlio, che ne sarà l'oggetto, fuori dell' autorità de' suoi genitori è soprattutto l' effetto ch' essa deve avere relativamente ai beni di questo figlio, che noi siamo chiamati a considerare.

L' emancipazione è uno stato medio tra la minorità e la maggiorità. La distinzione stabilita fra questi due stati riposa sulla considerazione che l' uomo generalmente non è capace di dirigere i suoi affari se non in una certa età. Noi abbiamo fissato quest' epoca a vent'un anni. Questa istituzione, per positiva che sia, non ha meno la sua origine nella stessa natura, che ci sembra non avere operato che in quest' età lo sviluppo delle facoltà. Ma l' istruzione c' insegna che questo sviluppo è più prematuro presso alcuni. Non è conseguente di rendere proporzionatamente anche più prematuri i risultati che deve avere avanti le leggi? Se questa condiscendenza del legislatore non è mai cieca, se l' eser-

cizio che vuol farne può essere uno sprone per le virtù che debbono nascere, una ricompensa per quelle di già manifestate: se la legge ha sempre in riserva un mezzo di riparare un errore, di punire un'ipocrisia, o d'intimidire le inclinazioni viziose, saremo forzati di convenire che il voto della società non sarà meno riempiuto del voto della ragione: ora la riunione di tutti questi vantaggi ci sembra esser rinchiusa quella parte del progetto sottomessa in questo momento alla vostra attenzione.

Al padre, alla madre, al consiglio di famiglia viene confidato il diritto di emancipazione. Chi potrebbe meglio apprezzare il minore di coloro che l'hanno continuamente sotto gli occhi? Chi potrebbe ripromettere maggior circospezione nello stesso esercizio della loro benevolenza, di coloro a cui la natura ha renduto così preziosa la felicità di colui che ne sarà l'oggetto?

A quindici anni compiuti si potrà essere emancipato. Per felice che sia la nostra organizzazione, qualunque sieno i nuovi mezzi che si aggiungono all'educazione, questa età mancherà sempre della cognizione degli uo-

mini e delle cose, cioè dell' esperienza, di questo dono del tempo. La legge dunque dovea dare all' emancipato un ultimo appoggio ne' momenti difficili della sua amministrazione. In questo caso ancora essa gli dà un curatore, ma questo non è un *padrone*, *è un consigliere*, un amico.

Loi du 8 germinal, an 11.

TITRE ONZIÈME.

De la Majorité, de l'Interdiction et du Conseil judiciaire.

CHAPITRE PREMIER.

De la Majorité.

488. *La majorité est fixée à vingt-un ans accomplis ; à cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile, sauf la restriction portée au titre* du Mariage.

CHAPITRE II.

De l'Interdiction.

489. *Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fu-*

reur, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides.

490. *Tout parent est recevable à provoquer l'interdiction de son parent; il en est de même de l'un des époux à l'égard de l'autre.*

491. *Dans le cas du fureur, si l'interdiction n'est provoquée ni par l'époux ni par les parens, elle doit l'être par le commissaire du gouvernement, qui, dans les cas d'imbecillité ou de démence, peut aussi la provoquer contre un individu qui n'a ni époux, ni épouse, ni parens connus.*

492. *Toute demande en interdiction sera portée devant le tribunal de première instance.*

493. *Les faits d'imbécillité, de démence ou de fureur, seront articulés par écrit. Ceux qui poursuivront l'interdiction présenteront les témoins et les pièces.*

494. *Le tribunal ordonnera que le conseil de famille, formé selon le mode déterminé à la section IV du chap. II du titre* de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation, *donne son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée.*

495. *Ceux qui auront provoqué l'interdiction ne pourront faire partie du conseil de famille ; cependant l'époux ou l'épouse, et les enfants de la personne dont l'interdiction sera provoquée, pourront y être admis sans y avoir voix délibérative.*

496. *Après avoir reçu l'avis du conseil de famille, le tribunal interrogera le défendeur à la chambre du conseil : s'il ne peut s'y présenter, il sera interrogé dans sa demeure par l'un des juges à ce commis, assisté du greffier. Dans tous les cas, le commissaire du gouvernement sera présent à l'interrogatoire.*

497. *Après le premier interrogatoire, le tribunal commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur.*

498. *Le jugement sur une demande en interdiction ne pourra être rendu qu'à l'audience publique, les parties entendues ou appelées.*

499. *En rejetant la demande en interdiction, le tribunal pourra néanmoins, si les circonstances l'exigent, ordonner que le défendeur ne pourra désormais plaider, tran-*

siger, emprunter, recevoir un capital mobilier ni en donner décharge, aliéner ni grever ses biens d'hypothèques, sans l'assistance d'un conseil qui lui sera nommé par le même jugement.

500. *En cas d'appel du jugement rendu en première instance, le tribunal d'appel pourra, s'il le juge nécessaire, interroger de nouveau, ou faire interroger par un commissaire, la personne dont l'interdiction est demandée.*

501. *Tout jugement portant interdiction ou nomination d'un conseil, sera, à la diligence des demandeurs, levé, signifié à partie, et inscrit, dans les dix jours, sur les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement.*

502. *L'interdiction ou la nomination d'un conseil aura son effet du jour du jugement. Tous actes passés postérieurement par l'interdit, ou sans l'assistance du conseil, seront nuls de droit.*

503. *Les actes antérieurs à l'interdiction pourront être annullés, si la cause de l'in-*

terdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits.

504. *Après la mort d'un individu, les actes par lui faits ne pourront être attaqués pour cause de démence, qu'autant que son interdiction aurait été prononcée ou provoquée avant son décès, à moins que la preuve de la démence ne résulte de l' acte même qui est attaqué.*

505. *S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction rendu en première instance, ou s'il est confirmé sur l'appel, il sera pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé tuteur à l'interdit, suivant les règles prescrites au titre* de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation. *L'administrateur provisoire cessera ses fonctions, et rendra compte au tuteur, s'il ne l'est pas lui-même.*

506. *Le mari est de droit le tuteur de sa femme interdite.*

507. *La femme pourra être nommée tutrice de son mari. En ce cas, le conseil de famille réglera la forme et les conditions de l'administration ; sauf le recours devant les tribunaux, de la part de la femme qui se croirait lésée par l'arrête de la famille.*

508. *Nul, à l'exception des époux, des ascendans et descendans, ne sera tenu de conserver la tutelle d'un interdit au-delà de dix ans. A l'expiration de ce délai, le tuteur pourra demander et devra obtenir son remplacement.*

509. *L'interdit est assimilé au mineur, pour sa personne et pour ses biens: les lois sur la tutelle des mineurs s'appliqueront à la tutelle des interdits.*

510. *Les revenus d'un interdit doivent être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison. Selon les caractères de sa maladie et l'état de sa fortune, le conseil de famille pourra arrêter qu'il sera traité dans son domicile, ou qu'il sera placé dans une maison de santé, et même dans un hospice.*

511. *Lorsqu'il sera question du mariage de l'enfant d'un interdit, la dot, ou l'avancement d'hoirie, et les autres conventions matrimoniales, seront réglés par un avis du conseil de famille, homologué par le tribunal sur les conclusions du commissaire du gouvernement.*

512. *L'interdiction cesse avec les causes qui l'ont déterminée : néanmoins la main-levée ne sera prononcée qu'en observant les formalités prescrites pour parvenir à l'interdiction, et l'interdit ne pourra reprendre l'exercice de ses droits qu'après le jugement de main-levée.*

CHAPITRE III.

Du Conseil judiciaire.

513. *Il peut être défendu aux prodigues de plaider, de transiger, d'emprunter, de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge, d'aliéner ni de grever leurs biens d'hypothèques, sans l'assistance d'un conseil qui leur est nommé par le tribunal.*

514. *La défense de procéder sans l'assistance d'un conseil, peut être provoquée par ceux qui ont droit de demander l'interdiction ; leur demande doit être instruite et jugée de la même manière.*

Cette défense ne peut être levée qu'en observant les mêmes formalités.

515. *Aucun jugement en matière d'interdiction ou de nomination de conseil ne pourra*

être rendu, soit en première instance, soit en cause d'appel, que sur les conclusions du commissaire du gouvernement.

ESPOSTO

De' motivi del Titolo XI del Codice Civile.

CITTADINI LEGISLATORI,

Noi vi rechiamo il compimento della prima parte del Codice civile.

Tutto ciò che concerne le persone sarà regolato, quando alle leggi che vi sono state presentate dopo il principio della sessione si potrà unir quella sulla maggiorità, sull'interdizione e sul consiglio giudiciario.

Il titolo di questa legge annunzia la sua divisione in tre capitoli.

Il primo, relativo alla maggiorità, non comprende che un solo articolo, in virtù del quale la maggiorità resterebbe fissata a vent'un anni compiuti.

I progressi della civilizzazione così in bene come in male hanno sin da dodici anni determinato l' innovazione fatta su questo

punto; nè si è osservato che ne fossero risultati inconvenienti capaci a motivare un nuovo cangiamento.

La costituzione dà a vent' un anni l' esercizio de' diritti politici; la legge non può negare nella stessa età l' esercizio de' diritti civili.

Il maggiore di vent' un anni resterà dunque capace di tutti gli atti della vita civile, all' eccezione di un solo, ch' è altresì il più importante di tutti: voi capite, o legislatori, che io voglio parlare del matrimonio. Sarebbe superfluo che io mi applicassi a riprodurre i motivi di questa eccezione, ben conosciuti da tutti gli uomini saggi, e di già sviluppati da questa tribuna meglio che io non potrei farlo.

Il capitolo II tratta dell' interdizione.

E primieramente quali persone sono in questo caso?

I maggiori in abituale stato d'imbecillità, di demenza o di furore, anche quando vi sono lucidi intervalli.

Non è sopra alcuni atti isolati che si crederà di decidere che un uomo ha perduto il senso e la ragione: la trista condizione

dell'umanità è tale, che anche il più saggio non va esente da errori. Ma quando la ragione non è più che un accidente nella vita dell' uomo, quando essa non vi si lascia scorgere che di tanto in tanto, mentre le parole e le azioni di tutti i giorni sono le parole e le azioni di un insensato, si può dire ch'esista uno stato abituale di demenza; e allora è il caso della interdizione.

Il minore uscito dall' infanzia non è che un interdetto colpito dalla disposizione generale della legge, ch'è unicamente fondata su gli ordinarj difetti della gioventù, sul suo stato abituale. Si dee presumere che questi difetti s'indeboliranno di giorno in giorno, perchè presso il minore i progressi della ragione debbono naturalmente seguire quelli dell' età. Al contrario è ben raro che il maggiore, che ha una volta provato qualche perdita in questo genere, giunga compiutamente a ripararla: la sua condizione è peggiore di quella del minore; la legge gli deve almeno la medesima protezione, i medesimi soccorsi.

Da chi può essere provocata l' interdizione? Qui la legge distingue il caso dell' im-

becillità o della demenza, e quello del furore. Si è pensato che la famiglia dovea restar l'arbitro della sorte di quello, il di cui stato non interessava, strettamente parlando, che la famigila. Quando la sicurezza pubblica non è compromessa, forzereste il figlio, il fratello, la sposa a proclamare l'umiliazione di un padre, di un fratello, di uno sposo? Se gl'interessati alla conservazione de'beni non si lagnano, niuno ha diritto di lagnarsi. L'interdizione per causa d'imbecillità o di demenza non potrà dunque essere provocata che da un parente, o dall'uno degli sposi a riguardo dell'altro.

Non v'è che un solo caso da eccettuarsi: quello di una persona imbecille o in demenza che non avrebbe nè sposo, nè sposa, nè parente conosciuto: allora senza imporre alla parte pubblica l'obbligazione di agire, le se ne dà il potere: essa ne farà uso se l'interesse dell'ammalato lo esige: intanto non sarà forzato senza necessità a fare un dispiacevol romore.

È una cosa diversa se si tratta di un furioso i cui eccessi minacciano il riposo e la pubblica sicurezza; allora è pel commissa-

riò del governo un rigoroso dovere di provocare l' interdizione dell' essere pericoloso e nocivo. L'interesse di tutti dee qui prevalere su i riguardi e le particolari considerazioni.

Ogni domanda in interdizione sarà introdotta nel tribunale di prima istanza del circondario. Sarà consultato il consiglio di famiglia; e perchè il suo parere sia più imparziale, si scostano dal consiglio i parenti che hanno provocata l' interdizione. Essi si sono fatte parti, non debbono restare fra i giudici.

Intanto si è creduto convenevole che lo sposo o la sposa e i figli della persona, la cui interdizione è domandata, possano essere ammessi al consiglio di famiglia, senza avervi voce deliberativa: perchè in generale essi sono più d' ogni altro in istato di dare su i fatti e sulle abitudini dell' ammalato i necessarj schiarimenti; perchè se l'interdizione fosse provocata da altri parenti più lontani, lo sposo, la sposa o i figli sarebbero interessati personalmente a contraddire a un passo che disgraziatamente rifletterebbe su di essi; perchè quando anche lo sposo, la

sposa o i figli cedendo alla necessità la più imperiosa, avessero essi medesimi formata la domanda a fine d'interdizione, non vorrebbero sempre associare il pubblico alle revelazioni che sarebbero disposti a fare alla famiglia, il di cui parere dato in piena cognizione di causa sarebbe in seguito di un maggior peso.

Dopo che la famiglia ha dato il suo parere, il reo è interrogato nella camera del consiglio, fuori di quando non possa presentarvisi, nel qual caso è interrogato nella sua dimora da uno de' giudici assistito dal cancelliere, sempre però in presenza del commissario del governo.

Quando questo interrogatorio non può aver luogo in presenza di tutto il tribunale, non è troppo che vi assistano due magistrati e che possano formare la loro opinione sopra altre e meno fuggitive impressioni, di quelle che lascia dopo di se la lettura di un processo verbale. Il contegno, l'aria, il tuono, il gesto del rispondente determinano altrettante e qualche volta più delle sue parole il vero senso della sua risposta, che sarà meglio capita, più sanamente

interpetrata da quelli che l'avranno veduta ed udita fare.

Il tribunale di appello sarà sempre il padrone d'interrogare o di fare interrogar di nuovo la persona di cui è stata domandata l'interdizione; non si possono prendere sufficienti precauzioni per preparare un giudizio in ultima istanza sopra una quistione di stato.

Può darsi ancora che una persona la di cui interdizione sarà stata domandata per causa d'imbecillità o di demenza non sembri d'essere in questo stato, ma che sia ben provato che per motivo della debolezza del suo spirito, o dell'ascendente di qualche passione dominante, sia poco capace della direzione de' suoi affari. Allora il giudice sarebbe imbarazzato, se la legge non gli permettesse d'impiegare un altro rimedio diverso da quello dell' interdizione.

Il giudice, in simili circostanze, potrà intimare la proibizione di litigare, di transigere, di prendere ad imprestito, di ricevere rimborsi, di alienare o ipotecare, senza l'assistenza di un consiglio che sarà nominato dal giudizio.

Voi scorgete, cittadini legislatori, la differenza notabile che esiste fra l' interdizione assoluta e la semplice obbligazione di prendere, in certi casi specificati, il parere di un consiglio.

Coloro a' quali si dà un consiglio, non sono incapaci degli atti della vita civile; essi non possono obbligarsi contrattando ne' casi preveduti senza l' assistenza del loro consiglio, ma in generale sono abili a contrattare, possono ammogliarsi, possono far testamento; il che non possono fare gl' interdetti per motivo d' imbecillità, di demenza, o di furore.

L' essenziale oggetto della nomina di un consiglio essendo di prevenire il pregiudizio che potrebbero provare coloro in favore de' quali essa nomina è fatta, sarebbe andare direttamente contro il fine che si propone, se questi potessero essere obbligati a rinunziare ai vantaggi certi che si sarebbero procurati senza l' intervenzione del loro consiglio.

Il giudizio che ordina interdizione o nomina di un consiglio dev' esser renduto nella pubblica udienza. S' impone all' attore l' obbligo di farlo levare, intimarlo alla parte, e

registrarlo dentro dieci giorni sulle tabelle che debbono essere affisse nella sala dell'uditorio e negli studj de' notai del circondario. Queste cautele sono prese nell'interesse de' terzi. Sarà d'uopo, per assicurarne l'osservazione, discendere ad alcuni dettagli che avvilirebbero la maestà della legge. Vi si provvederà con regolamenti di pubblica amministrazione, dacchè il notariato sarà pienamente organizzato.

Subito dopo il primo interrogatorio il tribunale, avanti il quale è stata fatta l'istanza, può, se vi ha luogo, commettere un amministratore provvisorio per prender cura della persona e de' beni del reo; ma dopo il giudizio definitivo cessa questa amministrazione provvisoria, e fa d'uopo di un tutore e di un protutore alla persona interdetta.

Può succedere che questa persona sia in tutela in tempo della sua interdizione; allora la tutela continua, diversamente il tutore e il protutore sono stabiliti nelle forme consuete. Intanto il marito per diritto è tutore della sua moglie interdetta, e la moglie può essere nominata tutrice a suo marito.

Si è capito che il tutore di un interdetto, se fosse obbligato a portare il suo peso finchè durerebbe l'interdizione, sarebbe di peggior condizione del tutore di un minore.

La minorità ha il suo termine certo, segnato dalla legge; l'interdizione non ne ha alcun altro che la vita, la cui durata è certa e può prolungarsi per una ben lunga serie d'anni.

Si è dovuto stabilire per principio, che dopo dieci anni di amministrazione il tutore dell'interdetto sarà rimpiazzato, se domandasse di esserlo, purchè la tutela non fosse esercitata da un marito, da una sposa, da un ascendente o da un discendente dell'interdetto; perchè la legge non impone a questi un dover nuovo: l'obbligazione di proteggere, di difendere l'essere sfortunato, che loro appartiene così da vicino, viene dalla natura; ed essi non vorranno infrangere i suoi sacri precetti sinchè avranno la possibilità di compierli.

In generale l'interdetto viene assimilato al minore per tutto ciò che concerne la sua persona e i suoi beni; le sue rendite debbono essere essenzialmente impiegate ad ad-

dolcir la sorte e ad accelerare la sua guarigione. Questa ultima disposizione della legge forse non avrebbe lo stesso grado di utile, se in simil caso il grido dell'umanità non fosse troppo spesso soffocato, se l'interesse non parlasse molto più alto di essa. È bene che i magistrati sieno avvertiti che la legge condanna la sordida economia che si vorrebbe esercitare sulla più movitiva sventura, e la più degna di compassione.

Se si tratta di ammogliare il figlio di un interdetto, le convenzioni matrimoniali saranno regolate da un consiglio di famiglia, il di cui parere avrà sempre bisogno di essere ratificato dal tribunale sulle conclusioni del commissario del Governo. Nell'intenzione della legge questa approvazione o ratifica non dev' essere una vana formalità: il tribunale, il commissario del Governo sono strettamente obbligati pei doveri del loro posto di assicurarsi che gl'interessi del figlio e quelli dell'interdetto non sono sagrificati ad interessi opposti che possono esistere anche nel seno della loro famiglia.

L'interdizione e la nomina del consiglio producono il loro effetto, a riguardo de'ter-

zi, dal giorno del giudizio. Tutti gli atti posteriori passati dall'interdetto sono nulli di diritto; è lo stesso di quelli che sono proibiti di fare senza l' assistenza di un consiglio, se la proibizione non è stata rispettata.

Gli atti anteriori alla proibizione di contrattare senza consiglio non possono attaccarsi: quanto a quelli anteriori all'interdizione possono essere annullati se la causa dell' interdizione esistéva notoriamente nella epoca in cui sono stati fatti. Colui che contratta con una persona notoriamente imbecille, notoriamente in demenza, è egli stesso notoriamente di cattiva fede: si suppone che la notorietà del motivo dell'interdizione esista per rapporto a lui, e non gli lascia alcun pretesto per affettare un' ignoranza del tutto inverisimile.

Dopo la morte di una persona interdetta, non si possono più attaccare per causa d'imbecillità o demenza gli atti da essa fatti quand' era viva. Sono eccettuati due casi.

1.° Se l'interdizione fosse stata, se non pronunziata, almeno provocata avanti la morte di questa persona;

2.° Se la prova della demenza risultasse dall'atto medesimo che sarebbe attaccato.

I motivi dell'eccezione, nell'ultimo caso, sono di un' evidenza sorprendente e non hanno bisogno di sviluppo.

Fa d'uopo badare che nel primo caso non si prescrive ai giudici l'obbligo di rigettare o di ammettere azioni che possono essere legittime e fondate, e nondimeno sembrar sospette per questo medesimo che sono tardive: si lascia ai tribunali il potere di pesare le circostanze che si presentano sotto tante differenti combinazioni, che fanno errare anche la sagacità del più abile legislatore.

Finalmente l'interdizione cessa colle cagioni che l'hanno determinata; ma per rispetto al giudizio che l'ha pronunziata, e più ancora alla pubblica sicurezza, bisogna che intervenga un giudizio di sospensione, e che le medesime formalità che hanno preceduto ed accompagnato il primo, garantiscano eziandio la saggezza del secondo: allora solamente l'interdetto può riprendere l'esercizio de' suoi diritti.

Il terzo ed ultimo capitolo è relativo ai

prodighi. Voi avete potuto notare, cittadini legislatori, che sino al presente non se n'era fatta quistione. Si è ancora per lungo tempo dubitato, se si dovesse prendere alcuna misura contro la prodigalità.

Essa senza dubbio è l'abuso della proprietà; ma la stessa proprietà non viene composta dal diritto di usare e da quello di abusare? Come, si dice, si può punire un uomo perchè ha goduto del suo diritto, perchè ha fatto del suo avere, non il migliore, nè tampoco un buon uso, ma finalmente un uso che non era proibito, che gli conveniva come proprietario, e per questo titolo padrone di disporre della sua proprietà a suo piacere?

Intanto i Romani, dai quali la proprietà era stata definita *jus utendi, abutendi*, i Romani medesimi ammisero l'interdizione dei prodighi; perchè l'oggetto di una saggia legislazione dev'essere di stabilire ciò che meglio conviene alla società per cui sono fatte le leggi, senz'attaccarsi con una minuta precisione a tutte le conseguenze che il raziocinio può far uscire da un principio astratto.

Lo Stato che s'interessa alla conservazione delle famiglie non può ammettere che

il diritto di proprietà sia per un cittadino il diritto di rovinare la sua famiglia, soddisfacendo miserabili fantasie, o anche vergognosi capricci.

Il proprietario può senza dubbio impunemente abusare del suo avere, e il *jus abutendi è rispettato*, giacchè l' atto fatto dal proprietario libero è sempre valevole; la prova dello prodigalità non risulta da un solo abuso, nè tampoco da molti in cose di poca importanza. Ma se l' abuso si volge in abitudine, non v' è più mezzo di dissimulare che il dissipatore è una specie di pazzo che manca di discernimento per regolarsi, ed a cui sarebbe pericoloso di lasciare intero e libero l' esercizio di un diritto di cui non usa, di cui non sa usare, ma di cui continuamente abusa.

Il prodigo non s' interdiceva per punirlo di aver fatto atti che aveva avuto realmente il diritto di fare, ma perchè si vedeva incapace di esercitare il suo diritto di proprietà con saggezza e secondo i lumi della retta ragione.

La legge romana diceva espressamente che il prodigo resterebbe sotto la cura, *quam-*

diu sanos mores receperit, finchè le sue abitudini non sarebbero rettificate e che i suoi costumi non sarebbero tornati sani e puri; dal che veggiamo che la legge romana recava la sua attenzione e la sua severità più sul principio delle azioni del prodigo di quello che sulle sue medesime azioni: in fatti la prodigalità è quasi sempre la conseguenza di altre perniciose passioni, di altre inclinazioni ben condannabili. Sono vizj che si attaccano togliendo al prodigo i mezzi di abusare della sua fortuna.

Non vi si propone intanto, cittadini legislatori, di usare, a riguardo del prodigo, dell'estremo rimedio dell'interdizione. È sembrato che bastasse di dargli un consiglio senza il quale non potrebbe litigare, transigere, prendere ad imprestito, ricevere un capitale mobile, darne scarico, alienare, nè gravare i suoi beni d'ipoteca. Di già io vi ho fatto notare in che essenzialmente differiscano l'interdizione e la dazione di consiglio. Ciò che io ho detto a questo riguardo mi sembra proprio a giustificare la misura proposta relativamente ai prodighi.

Coloro che hanno diritto di domandare

l' interdizione per motivo d'imbecillità e di demenza, potranno provocare contro i prodighi la proibizione di litigare, di contrattare senza consiglio; la loro dimanda sarà istruita, e giudicata secondo le regole prescritte per l' interdizione, e faranno lo stesso quando si farà quistione di togliere questa proibizione.

Questi motivi sono stati esposti dal Consigliere di Stato Emmery.

ESTRATTO

Del rapporto fatto li 5 germile anno XI al Tribunato dal cittadino BERTRANDO DE GREVILLE *in nome della sezione di legislazione.*

Sull' undecimo titolo del Codice Civile intitolato: Della Maggiorità, dell' Interdizione, e del Consiglio giudiziario.

I partigiani dell' antica legislazione, secondo la quale non si era maggiore che a 25 anni, hanno invocato l' uso di tutt' i popoli civili, eglino hanno argomentato dalla seduzione che ordinariamente assedia un gio-

vanetto di ventun anni; l'hanno rappresentato strascinato dall' effervescenza della sua età, cedendo facilmente a tutt' i generi di corruzione che lo circondano e lo premono, e cercando inutilmente la guida, il protettore, l'appoggio, senza il quale si vedrebbe ben presto consumare la sua fortuna, degradare la sua gioventù, avvilire la sua anima, per invecchiare in seguito nella vergogna, nella miseria, nella sventura.

Fa d' uopo convenire che questi timori possono essere giustificati dallo scandalo di alcuni esempj proprj a spaventare l'immaginazione degli uomini sensibili e virtuosi; ma a canto a questo affliggente quadro non poss' io collocare in opposizione la speranza consolatrice che offrono con vantaggio i grandi e felici cangiamenti che, dopo la rivoluzione, sonosi operati nelle cose e nelle persone? Non degg' io da principio rivolgere la vostr' attenzione su questi numerosi licei che si organizzano per tutto il territorio francese, e dove i fanciulli andranno in folla a ricevere le durevoli impressioni delle prime lezioni di saggezza e di morale? Da un altro canto la gioventù non è più oggi

ciò ch'era non ha molto: il germe della libertà ha presso di questa prevenuti i progressi della ragione; le molle del suo spirito hanno preso maggior moto ed attività. Questa in generale si dirige verso lo scopo il più utile come altresì il più onorevole; appena vedendo tormentata dal bisogno di apprendere, la veggiamo abbandonarsi con un nobile ardore a tutt' i generi d'istruzione e di cognizioni: ora lo studio e le scienze sollevano l'anima. Esse nutriscono il cuore; maturano lo spirito; formano il carattere; insegnano a conoscere ed amare ciò ch'è bene, a discernere e fuggire ciò ch'è male; incatenano le fogose passioni; suppliscono alle frutuose lezioni dell'esperienza.

Quindi il giovanetto giunto al suo ventunesimo anno può utilmente godere di tutta l'estensione de' suoi diritti civili. Abbandonandosi allora a se medesimo, si rende più attento alla natura, ed alle conseguenze degl' impegni che contrae. Egli ne conosce, ne apprezza tutta l'importanza, tutta la stabilità. Sa che la sua gioventù non servirà più, come per l'addietro, di pretesto per farne pronunziare la nullità, e questa idea

lo mette in guardia contro le tentazioni di una dissipazione insensata.

La costituzione proclama l'individuo ch'è giunto al suo ventunesimo anno, cittadino della repubblica; a quest' età, essa gli confida i suoi più cari interessi, gli conferisce tutta la dignità dell' uomo libero, e fa ben d'uopo che il diritto civile si trovi in armonia col diritto politico.

Da un altro canto, l'emancipazione che avrà preceduta l'età della maggiorità, non avrebbe di già preparato il giovanetto alla necessità di far uso del suo patrimonio con discrezione ed economia? Non offrirà ancora alla società ed ai buoni costumi la preziosa garanzia di una educazione purificata dalla benefica azione della nostra paterna magistratura, e non si dev' egualmente contare occorrendo su i salutari effetti delle officiose ed energiche rimostranze di alcuni parenti stimabili ed attenti? Se nondimeno si dovesse ancora gemere su i vergognosi falli, questi poco frequenti serviranno di preservativo. Eh! da quando in qua, del resto, l'abuso che si può fare di una cosa, distrugge la sua eccellenza, e deve impedire

la sua ammissione? Certamente si è troppo spesso abusato della religione e della filosofia. Si dirà per questo che fa d'uopo proclamare l'ateismo, o raggirarsi nel fango della sciocchezza e de' pregiudizj? No, certamente: guardiamoci dunque di fare un passo retrogrado; lasciamo la maggiorità stabilita a vent'un anno; non togliamo ai nostri figli questo grande ed utile mezzo di emulazione; ma prepariamo il loro giovin cuore colle nostre affettuose premure, co' numerosi sagrifizj per lo sviluppo de' loro talenti, co' saggi consigli, e soprattutto con severi esempj, a ricevere il benefizio di questa nuova maggiorità, ed a godere vantaggiosamente per la patria e per loro stessi dell' integrità de'loro diritti civili e politici. Tuttavia questo godimento dev' essere sottomesso alle restrizioni riferite nel titolo *del matrimonio*.

In fatti quest' atto il più santo, il più grave di tutti quelli che l'uomo vivendo in società può contrarre, ha un' influenza troppo diretta sulla felicità o sventura della vita, per non circondarlo di tutta la saggezza, la previdenza ed affezione paterna. Esso è così da vicino unito alla natura, che il legislatore

ha dovuto mettersi in guardia contro tutt' i capricci o fantasie di un' ardente immaginazione, e contro i facili traviamenti di un cuore suscettibile di soverchia debolezza. Ha dovuto temere che la scelta di uno sposo, rigettato da un padre non fosse piuttosto deciso dalla attraente impetuosità della più ardente delle passioni, di quello che determinata dal sentimento e dalla riflessione. D'altronde non s' introduce in una famiglia una persona straniera, non s' identifica, per così dire, con essa, senza provare il bisogno di vedervela ricevuta ed accolta con tutt' i riguardi da' quali dev'ella apprendere a rendersene degna. Non è dunque se non dopo una lunga e giudiziosa prova, che l'autorità della legge, accompagnata da tutte le forme del rispetto dovuto all'autorità paterna, può giungere a supplire un consenso ch'essa suppone allora essere stato malamente a proposito negato ad un attaccamento purificato dal tempo e dalla resistenza, e fortificato dalla tenerezza e dalla stima reciproca. Una indiscreta precipitazione in una materia così delicata potrebbe trasformare il più dolce ed il più necessario di tutt' i legami nella

più pesante e più insoffribile di tutte le catene. L'emendazione indicata dal progetto ha dunque la sua base sopra una prudenza desiderevole, e del resto qui non fa che riprodurre un principio che voi avete di già consecrato allora quando deste l'assenso al titolo del Codice civile *sul matrimonio.*

Ma l'uomo divenuto maggiore non è al riparo di tutt'i mali che bene spesso si scaricano sulla sua fragile esistenza. Sia errore della natura, sia malattia, tutt'i suoi organi, tutta la simetria del suo essere, tutte le abitudini del suo corpo qualche volta si trovano in uno stato di contrazione o di abbassamento. Il suo spirito non si presta che a concezioni disordinate, egli non può più governare la sua persona e i suoi beni: diventa inoltre pe' suoi concittadini un oggetto di compassione, di derisione o di timore; e se rimane abitualmente in questa penosa e dolorosa posizione, il suo interesse, quello della società si accordano egualmente, per esigere imperiosamente che venga privato dell' esercizio de' diritti civili, o in altri termini che si provvegga alla sua interdizione: ed è altresì questo ciò che l' arti-

colo 483 del progetto, conforme in ciò alla legge romana, ha saggiamente ed utilmente ordinato.

L'articolo seguente attribuisce allo sposo e ad ogni altro parente indistintamente il diritto di provocare questa interdizione. È giusto in fatti di dare ai membri di una famiglia i mezzi di conservare la fortuna e la vita a quello fra essi che per la sua disorganizzazione morale e fisica è minacciato di perdere l' una e l'altra. Eglino hanno un interesse diretto e personale a questa conservazione, ed inoltre una solidaria obbligazione di onore e di affezione che dee meritar loro ogni confidenza.

Frattanto si possono trovare alcuni parenti poco degni di questo titolo, la cui negligenza o indifferenza chiamano altamente, e soprattutto nel caso di furore, l' intervento del ministero pubblico. Può darsi ancora che un uomo si trovi attaccato di follia in un paese lontano, senza conoscenze e senza amici; finalmente i figli naturali che non hanno altra protezione che quella della legge, altri parenti che gli agenti della medesima, non si possono lasciare abbandonati a

loro stessi ed a tutt' i pericolosi rischi di un abituale delirio. L'articolo 485 impedisce tutti questi gravi inconvenienti. Esso prescrive: » Nel caso di furore, se l'interdi-
» zione non è provocata nè dallo sposo, nè
» da' parenti, debb' esserlo dal commissario
» del governo, il quale nel caso d' imbe-
» cillità e di demenza può ancora provo-
» carla contro un individuo che non ha nè
» sposo, nè sposa, nè parenti conosciuti. «

Qui è bene di osservare che le disposizioni di questo articolo restringono l'azione del ministero pubblico al solo caso di furore, e non lo autorizzano a dirigerlo contro l'uomo in istato di demenza o d' imbecillità, che si troverebbe abbandonato dalla sua famiglia. Alcuni hanno pensato che una tale restrizione di potere non era senza pecolo: han temuto la troppo ordinaria noncuranza de' poco fortunati parenti, che lasciano nella miseria e nell' abbandono il loro parente imbecille. Essi han temuto che non rimanesse a carico della società, che si vedrebbe forzata a raccoglierlo per deporlo in uno di questi asili, ultima speranza dell'uomo che soffre e ch' è infelice. Perciò conclude-

vano che si doveva investire il magistrato, incaricato del ministero pubblico, di un potere discrezionale, per agire *ex officio* quando avrà inutilmente stimolato l' affezione o l'intorpidito zelo di una famiglia.

Ma bisogna confessare ancora che non era senza inconveniente di lasciar su questo punto troppo estensione al commissario del governo. Le famiglie sono ordinariamente gelose di nascondere con attenzione le infermità di questo genere; esse se ne affliggono, ne temono la pubblicità; si spaventano dell' inutile cicaleggio degli amici, delle maligne osservazioni de' nemici; soprattutto han paura che una parte dell' umiliazione del padre non ricada su i figli: quindi sia interesse, amor proprio, convenienza o affezione, s' involgono del mistero, e travestono la natura del male, senza intanto trascurare alcuna delle attenzioni o rimedj necessarj per rendere all' infermo la salute, la ragione ed in seguito il godimento de' suoi beni. Lo zelo indiscreto di un commissario romperebbe infallibilmente questa commovente armonia, scomporrebbe tutte queste salutari combinazioni; il suo ministero sarebbe almeno disobbligante, se non fosse nocivo; e

l'uomo in demenza perderebbe molto nelle collisioni e ne' dispiaceri che farebbe provare a' suoi parenti lo scandaloso romore di una procedura intempestiva ed irreflettuta.

Queste considerazioni cavate nell' onore e nell' interesse delle famiglie, han dovuto far dare la preferenza al sistema adottato, come quello che offre d' altronde sorti più favorevoli alla umanità.

Gli articoli 486 e 494 stabiliscono il tribunale di prima istanza, ed in caso di revisione quello d' appello, come quello che dee conoscere e definitivamente giudicare queste sorta di domande. L' importaza della materia si ricusava ad ogni altra indicazione.

I seguenti prescrivono la forma e l' istruzione. Bisogna articolare i fatti d'imbecillità, di demenza o di furore; bisogna riunire i principali parenti in consiglio di famiglia per dare il loro parere sulle cagioni e la necessità della domandata interdizione; ma coloro che l' avranno provocata non avranno voce deliberativa nel consiglio; perchè essi non possono essere giudici del merito della loro propria domanda, e il reo nell' interdizione avrà con questo mezzo maggior vantaggio

per resistere con successo agli sforzi ingiusti e possibili di una malefica e colpevole cupidigia. I figli e lo sposo di quello che si tratta d' interdire saranno eziandio privi del diritto di prender parte nella deliberazione del consiglio. Sarebbe infatti stato inconveniente e poco morale di metterli nell' obbligo crudele di pronunziare contro un padre o uno sposo infelice ed umiliato ch'essi debbono unicamente e costantemente circondare di attenzioni, di rispetto e di tenerezza.

Viene in seguito l' interrogatorio sempre necessario del reo all'interdizione. Questo si fa da tutto il tribunale riunito nella camera del consiglio, primieramente per non attaccare troppo vivamente colla presenza del pubblico la presumibile timidezza di un individuo troppo già spaventato di vedersi sottomesso ad una prova così penosa e così dilicata; in secondo luogo per risparmiare la sua riputazione ed anche per riguardo del suo amor proprio, nel caso in cui l' incolpazione di alienazione non si trovasse sufficientemente giustificata. Questa previdenza era tanto più da desiderarsi, quanto ch' essa somministra ai giudici i mezzi di conside-

rare più attentamente le fattezze, i moti, l'attitudine del reo, e di fissare in seguito la loro opinione sulla debolezza e sull'energia delle sue facoltà intellettuali. Del resto, se colui che si tratta d'interdire è fuori di stato di trasportarsi al tribunale, la premura d'interrogarlo nella sua dimora è confidata all'uno de' giudici che vi procede in presenza del commissario del governo; e tutto questo è ciò che si può fare per giungere a conoscere il morale di un uomo, il di cui spirito di già troppo indebolito dalla malattia, sarebbe certamente spaventato da un più grande apparecchio.

Intanto una domanda in interdizione può, per sua natura, per le forme ch'esige, per gli atti ai quali necessita, strascinare delazioni tali che diventerebbero pregiudizievoli agl'interessi del reo all'interdizione. Il progetto di legge allontana a questo riguardo tutt'i timori, autorizzando, se vi ha luogo, la nomina di un amministratore provvisorio, incaricato della sua persona e de' suoi beni. Esso va più lungi; suppone all'articolo 493 che la domanda in interdizione si sia dovuta rigettare, perchè l'alienazione non è

che istantanea, di una natura poco allarmante, e che indebolisce la ragione senza distruggerla interamente. Allora, anche secondo le circostanze, il tribunale è autorizzato a provvedere il reo all' interdizione di un consiglio, senza l' assistenza del quale gli è proibito di prendere ad imprestito, di alienare, di gravare i suoi beni o anche d' intentar liti. Felice e saggia disposizione che risparmia alla giustizia la facoltà di non impiegare la severità ed il rigore dell' interdizione se non ne' casi i più pressanti e i meno equivoci, e che conservando all'uomo debole la disposizione delle sue rendite, lo mette nel tempo stesso nell'impossibilità legale di diventare lo scherno di questi esseri vili che non arrossirebbero di tender lacci alla sua facilità, per inghiottire la sua fortuna, e precipitarlo nella disgrazia.

Per altro i giudizj d' interdizione o nomina di consiglio debbono essere affissi nella sala dell' uditorio e presso i notari del circondario: così prescrive l'articolo 495. Codesti sono tanti avvertimenti pubblici, proprj ad illuminare tutt' i cittadini sulla capacità dell' interdetto; e questi avvertimenti conciliano tutti gl'interessi.

I due articoli seguenti sono la rigorosa conseguenza dell'interdizione definitivamente pronunciata, o ancora della semplice nomina di un consiglio. Infatti è evidente che tutti gli atti, passati posteriormente all'uno ed all'altro di questi giudizj da quello che n'è l'oggetto, sono nulli di pieno diritto, e che quelli che l'hanno preceduto debbono essere egualmente annullati, s'è giudiciariamente e notoriamente provato che la causa della domanda in interdizione esistesse nella epoca quando questi atti sono stati fatti: queste sono tante verità che s'indebolirebbero con una discussione che nulla aggiungerebbe alla convinzione.

Il principio consecrato dall'articolo 498 non è meno rispettabile. Esso prescrive: » Dopo la morte di un individuo, tutti gli » atti da lui fatti non potranno essere at- » taccati per motivo di demenza se non » quanto che la sua interdizione fosse stata » pronunziata o provocata avanti la sua mor- » te, purchè la prova della demenza non ri- » sulti dall'atto istesso ch'è stato attaccato. »

L'uomo durante la vita del quale e contro il quale non si è creduto di dover in-

tentare l' azione in interdizione, è riputato di aver goduto sino all' ultimo momento della pienezza delle sue facoltà. Non si può permettere di turbare le sue ceneri, d' ingiuriare la sua memoria con ricerche diffamanti e retroattive. Egli ha contrattato, perchè ne aveva il diritto, il potere, la volontà, che non gli sono stati mai contrastati: dal che ne siegue che gli atti che ha sottoscritti sono necessariamente validi, purchè la prova della demenza non si trovi nell' atto medesimo che si attacca, perchè in tal caso questa prova dell' incapacità del contraente risulta dal suo proprio fatto, perchè è chiara, precisa, irrefragabile, perchè è indipendente dalla testimonianza incerta degli uomini, e perchè è del resto impossibile che la giustizia possa consecrare quelle disposizioni che appartengono evidentemente alla follia, invece di essere il frutto della ragione, della riflessione e di una sana libertà di spirito.

Molti altri articoli del progetto che trattano ancora dell'interdizione sona poco suscettibili di sviluppo: essi ne sono l' effetto immediato: così l' interdetto, avendo perduto

il libero godimento della sua persona e dei suoi beni, dee necessariamente passare sotto la potestà di un terzo; e questo terzo non può essere altro che un tutore o un tutore surrogato, nominato colle forme e colle precauzioni indicate nel titolo *delle tutele*. Questo tutore dee ricevere i conti dall' amministratore provvisorio di cui è stato di sopra discorso; quest' è il primo atto della sua tutela, perchè egli solo ha il diritto di stipulare in definitivo gl' interessi dell' interdetto: ma questo diritto stesso è sottomesso alle restrizioni imposte ai tutori de' minori, perchè l' interdetto, per una finzione della legge, è collocato nello stato di minorità, e perchè così la sua persona come i suoi beni debbono essere circondati dalla medesima previdenza per renderne sempre più sicura la conservazione.

Nondimeno è espressamente comandato al tutore d' impiegare essenzialmente le rendite dell' interdetto per raddolcire la sua sorte e per affrettare la sua guarigione. Questa equa disposizione ha in se stessa il doppio vantaggio di assicurare da una parte all' interdetto la specie e la continuazione delle at-

tenzioni delle quali può avere bisogno, e dall' altra di prevenire i troppo moltiplicati litigj che alcuni eredi inquieti ed interessati potrebbero suscitare ad un tutore attento, umano e compiacente. Una saggia economia è sempre da desiderarsi; ma la parsimonia stanca gli ammalati che languiscono in mezzo alle privazioni ed alle contrarietà di ogni genere. Questo stato non accelera il ristabilimento della salute, e soprattutto quella di un uomo in demenza o in furore, che più di ogni altro ha bisogno di tranquillità. Si è dunque, su questo punto, dovuto lasciare al tutore una larga estensione di potere; si è dovuto ancora imporgli l' obbligo di non far trasferire l' infermo in una casa di salute, o ancora in un ospizio se non coll' approvazione di un consiglio di famiglia, primieramente perchè i soccorsi ch' egli riceve nel suo domicilio sono generalmente più appropriati al suo stato per l' affezione e la pazienza che li amministrano; in secondo luogo, perchè la sua traslazione in una casa di salute, e particolarmente in un ospizio, potrebbe dispiacere alla famiglia: il che induce a credere che il traslocamento non

sarà effettuato, ov'essa verrà consultata, se non allorchè la natura del male o la ristrettezza della fortuna dell' interdetto ne importeranno l'assoluta necessità.

« Il marito è di diritto il tutore della sua moglie interdetta. » Questo è il voto dell'articolo 500 del progetto.

« Reciprocamente la moglie potrà essere
» nominata tutrice del suo marito; ma in
» questo caso il consiglio di famiglia rego-
» lerà la forma e le condizioni dell' ammini-
» strazione; » questo è ciò che determina l' articolo seguente. La restrizione che contiene è un preservativo contro l'ordinaria inesperienza delle persone del sesso nell'amministrazione de' beni e negli affari che ne sono la conseguenza. Le altre disposizioni di questo articolo e del precedente sono insieme un omaggio renduto alla potestà maritale ed alla coniugale tenerezza. Quanto saranno efficaci queste attenzioni premurose e movitive, che saranno dettate dal cuore e dal sentimento! Quindi gli autori del progetto hanno talmente presunto della loro dolce e salutare influenza, che non hanno voluto che gli sposi, i padri, i figli potes-

sero astenersi di conservare la tutela di un interdetto, e non hanno accordata la facoltà di rinunziarzi se non agli estranei, o ancora agli altri parenti che avrebber sufficientemente pagato il loro debito all' amicizia, o alle convenienze di famiglia, esercitando per dieci anni un così tristo ministero.

Dopo avere preziosamente conservato i più grandi ed i più cari interessi dell' interdetto, il progetto di legge spiega tutta la sua sollecitudine in favore de' suoi figli. È di già troppo per essi il peso imposto alla loro tenerezza ed alla loro sensibilità; non debbono restar vittime dell' umiliante e penoso stato del loro padre; bisogna facilitar loro i mezzi di stabilirsi: bisogna dunque che un' autorità benevola e legale rimpiazzi, per quanto può, l'affezione e la generosità di un padre che non può più essere consultato, giacchè non ha più volontà; ed il consiglio di famiglia è ancora quello che viene in questo caso ad interporre la sua ufficiosa autorità. Esso regola la dote, i vantaggi e tutte le altre convenzioni matrimoniali; ma questa operazione è sottomessa alle requisizioni del commissario ed all' approvazione

del tribunale, il quale, prima di accordarle, si assicura che i sagrifizj che si esigono dal padre sono fondati sulla sua fortuna, che non sono esorbitanti, e non sono tali che possano assorbire le spese necessarie che strascina la tenacità della malattia sotto la quale egli geme.

Questa malattia intanto può cedere agli sforzi dell' arte e della natura; allora l'interdetto che ha ricuperato la salute e la ragione, dev' essere ammesso a riprendere l'esercizio di tutt' i suoi diritti; ma conviene esercitare, nella distribuzione di quest'atto di giustizia, la medesima circospezione, la medesima prudenza che sono state messe in uso quando si è trattato di rapirglieli. Fa d'uopo assicurarsi della nuova capacità dell' interdetto, non bisogna prepararsi verun rincrescimento per un passo precipitato, ed unicamente fondato sopra apparenze ingannatrici o menzognere; perciò in questo caso il progetto di legge impone ai giudici l'obbligo di osservare la stessa marcia e le medesime formalità, come quando han dovuto pronunziare l' interdizione; con questo mezzo si è sicuro d' ogni inconsideratezza; e si ha

inoltre per garanzia particolare e speciale dell' equità del giudizio la cognizione personale che i giudici hanno avuta dello stato dell' interdetto, quando sono stati forzati di applicargli tutta la severità della legge.

L' articolo 507 vuole che possa essere nominato un consiglio giudiziario al prodigo, il quale senza l'assistenza di questo consiglio sarà privato della facoltà di prendere in prestito, di alienare, di gravare, d'ipotecare i suoi beni, ed anche di ricevere il rimborso de' suoi capitali.

I Romani aveano collocato nella medesima classe i prodighi e gl'insensati; essi avean considerato gli uni e gli altri quasi che non sapessero nè acquistare, nè conservare, abusando di tutto, dissipando tutto, consumando tutto. Eglino li vedevano egualmente senza regola nelle loro spese, senza scopo e senza fine ne' loro progetti, non conoscendo che il dissipamento, la profusione, e il disordine; perciò le loro leggi calcolando unicamente sull' identità de' risultati, avean tolto agli uni ed agli altri indistintamente la disposizione, l' amministrazione e il godimento de' loro beni per confidarli ad un tutore di

cui esse aveano ordinato che fossero provveduti, quasi che fossero restati in piena minorità.

Il progetto attuale non ha creduto dover trattare i prodighi collo stesso rigore come gl' insensati. Ha pensato che questi, come totalmente privi della loro ragione, non sono suscettibili di alcuna riflessione, di alcun sentimento che possa far sperare il loro ritorno a principj d' ordine e ad idee di economia; mentre i prodighi, benchè strascinati dalle abitudini e da un moto disordinato, sono nondimeno qualche volta accessibili alle rappresentazioni dell' amicizia, alle combinazioni dell' interesse personale, e quindi la face dell' esperienza può ancora risplendere per essi, e far loro sentire il bisogno di una più riservata condotta.

D' altronde se il prodigo eccede ogni proporzione nelle sue spese, si può dire almeno che agisce così, perchè ne ha il diritto, e soprattutto la volontà ben costante; mentre l' insensato nulla può volere per se medesimo: perchè la volontà suppone un pensiero che la precede e la determina; e l' insensato non ha pensiero propriamente

detto: egli non ha che gli scherzi fuggitivi di una immaginazione calda e sregolata. Ora se esiste una così decisa differenza nelle facoltà morali dell' uno e dell' altro, la legge dee necessariamente introdurne una nella maniera di curarle; e questo è ciò che fa il progetto. Priva l'insensato del godimento delle sue rendite, e lo mette nella situazione di un minore rispetto al suo tutore; mentre involge solamente il prodigo co' vincoli della emancipazione, e così gli conserva l' intero godimento del prodotto de' suoi beni, senza poter vendere, alienare e ipotecare le sue proprietà, fuori che colla presenza del consiglio che l' assiste. Questa parziale interdizione è di una rigorosa giustizia; imperciocchè la legge è l' inimica del disordine: essa dunque dee invigilare per il prodigo che non invigila su cosa alcuna ed assorbisce tutto. Essa dee invigilare particolarmente per la sua moglie e per li suoi figli, ai quali egli deve almeno gli alimenti; essa deve invigilare ancora per gli altri suoi parenti, i quali, per onore, per generosità, o per importunità, possono essere un giorno forzati a riparare la sua cattiva condotta a spese del

loro proprio comodo. Con ragione dunque il progetto di legge ha creato i consigli giudiziarj, e confida ai parenti del prodigo il diritto di provocarne la nomina. La domanda dev' essere formata avanti i tribunali, e deve essere istruita e giudicata nella stessa maniera come quella in interdizione, perchè bisogna mettere l' uomo accusato di prodigalità nella possibilità di giustificare che lo sconvolgimento della sua fortuna appartiene non all'abuso ch'egli ne ha fatto, ma a false combinazioni, a speculazioni disgraziate, o ad altre cause indipendenti dalla sua volontà. Con questo mezzo la giustizia è illuminata su i veri motivi che hanno determinato la domanda, e non è esposta a favorire ingiustamente le avide pretensioni di alcuni eredi presuntivi, o di alcuni collaterali troppo premurosi.

ESTRATTO

Del discorso fatto gli 8 germile anno XI al Corpo Legislativo dal cittadino TARRIBILE *(de Gers) uno degli oratori del Tribunato*

Sul duodecimo progetto di legge, titolo XI del Codice Civile, relativo alla Maggiorità, all'Interdizione, e al Consiglio giudiziario.

L' indicazione della natura, il rapido slancio che i nostri costumi e la nostra sociale inclinazione danno allo spirito verso le cognizioni utili, la maturità prematura che n'è il frutto, la sopravvivenza de'legami del rispetto a quelli dell' autorità, le lezioni salutari dell' esperienza, la barriera opposta ai matrimonj inconvenienti, tutto concorre a giustificare l' utilità della legge che stabilirà la maggiorità a vent' un anni.

Ma l' uomo divenuto maggiore non cessa più di essere sotto la sorveglianza della legge, come non cessa di essere sotto il suo impero.

Egli può cadere in uno stato di demenza che non gli permetta di far uso delle facoltà che appartengono alla sua età, ovvero

una stolta prodigalità può indurlo ad abusarne.

L' interdizione assoluta è necessaria riguardo all'insensato. Questi privo dell'uso della sua ragione, non può conoscere i rapporti di giustizia, di convenienza o d'interesse che possono presentare i diversi oggetti: non può recare negli atti civili il discernimento o la volontà che ne forman l'essenza. La natura gettandolo in questo deplorabile stato, ha operato la sua interdizione ſin da prima che venga pronunziata con giudizio.

Questo essere sventurato, nuovamente immerso nelle tenebre anche più folte di quelle dell'infanzia, debb' essere rimesso sotto la condotta di un tutore che prevegga ed agisca per lui.

La prodigalità è un genere di pazzia; essa ha bisogno di simili soccorsi o rimedj.

È cosa degna di riflessione che il progetto del Codice civile dell'anno VIII osservi un perfetto silenzio su i prodighi; e che in luogo del consiglio giudiciario enunciato nel capitolo III di questo titolo, si contenti di offerire un *consiglio volontario*

a quello il quale, senz'aver perduto l'uso totale della sua ragione, non si fida della sua debolezza, e teme di essere esposto a sorprese.

Gli autori del progetto si sarebbero involti in queste ambigue espressioni per il timore di offendere il diritto di proprietà, o nella speranza di vedere il prodigo illuminato da qualche barlume di ragione, venire a collocarsi da se stesso sotto lo scudo tutelare del consiglio?

Checchè ne sia di queste congetture, i soli dubbj di codesti uomini consumati comandano, a chi tenta risolverli, il rispetto e l'esame il più profondo.

Entriamo dunque in questa discussione, e veggiamo i risultati ai quali essa ci condurrà.

Il prodigo, secondo l'accettazione ricevuta in tutt'i tempi, è quello che non ha nè fine, nè misura nelle sue spese, e che dissipa tutto il suo patrimonio con vane profusioni.

L'oratore romano lo disegna come uno che getta la sua fortuna in conviti, in donativi, in giuochi, in caccia ed in ispese che non si lascian dietro che tracce fuggitive o nulle.

Tutte le nazioni civili han riguardato i prodighi come macchiati di un vizio vergognoso e riprensibile.

Le leggi di Solone li dichiaravano infami, e li bandivano dalle pubbliche assemblee.

Altri popoli della Grecia negavan loro la sepoltura nella tomba de' loro antenati.

Le leggi romane li gastigarono in una maniera più convenevole al genere di disordine che volevan trattenere. Il Pretore, secondo una formola antica, dirigeva al prodigo queste austere parole: « Giacchè tu dissipi per » la tua cattiva condotta l'eredità de' tuoi » padri, e che riduci i tuoi figli all'indi» genza, ti proibisco l'amministrazione e » l'alienazione de' tuoi beni. »

La legge che v'è presentata riconosce ancora la necessità di reprimere questo vizio.

La meno severa delle leggi de' popoli antichi non pronunzia pene contro una passione che può non essere l'effetto di una sciagurata organizzazione; essa le impone un freno; non percuote; non avilisce; anzi illumina, e dirige. Dà al prodigo un consiglio, la cui assistenza gli è necessaria per agire, impegnare o alienare.

La voce del Tribunato non si è sollevata che per rendere omaggio alla saggezza di questa disposizione.

Essa non offende gli attributi della proprietà.

Concilia coll' interesse pubblico quello della famiglia, e quello dello stesso prodigo.

Il diritto del proprietario è senza dubbio di disporre de' suoi beni secondo la sua assoluta volontà.

Ma si potrà negare che il diritto di regolarne l'uso, non entri ancora nel dominio della legge?

E la legge non dee volere, non deve ordinare ciò ch' è nell' interesse degl' individui, in quello delle famiglie, in quello della nazione per cui è fatta?

Può esser essa indifferente a ciò che appartiene ai buoni costumi, allo spirito pubblico, alla forza dell' anima, a tutte le virtù?

Ora, cittadini legislatori, osservate da una parte il padre di famiglia saggio, previdente, economo.

Vedete dall' altra il prodigo in preda alle sue passioni sregolate.

L' uno fa fruttificare tutto ciò ch' è nelle sue mani laboriose e vigilanti;

L'altro si abbandona ad una negligenza che getta sopra tutto ciò che possiede il germe del deterioramento.

Quegli conserva ed accresce a gradi l'eredità paterna;

Questi la dissipa e la divora.

L'economo, reso ardito da mature combinazioni, sa prendere il suo volo ed equilibrarsi in quelle felici speculazioni, le quali, rispandendo gli utili frutti della sua industria o de' suoi travagli, riconduce attorno a se le ricchezze e l'abbondanza.

Il prodigo, sempre tormenaato da vani ed insaziabili desiderj, non è occupato se non che dell'attenzione di procurarsi i mezzi di soddisfarli con sagrifizj senza limiti e senza misura.

L'applicazione costante dell'uno tende ad aver cura dell'educazione de' suoi figli, ad ispirar loro l'amor dell'ordine e del travaglio, a formarne cittadini utili e virtuosi.

La vanità corruttrice dell'altro abbandona la sua famiglia in una vergognosa ignoranza, non le inspira che un gusto di superfluità che la snerva, e la lascerà senza forza contro l'indigenza vicina ad opprimerla.

Il gusto del bene nasce nell'anima del primo col potere dell'operare. Pure affezioni, una dolce sensibilità lo portano a rispandere benefizj e soccorsi su i suoi prossimi, su i suoi amici, su tutti quelli che gemono sotto il peso de' mali o della sventura.

L'anima del secondo si logora, si esaurisce, si disecca nell'eccesso de' godimenti, e le sue ricchezze scorrendo rapidamente, vanno a perdersi nelle cloache del vizio e della dissolutezza.

La proprietà nella quale l'uomo saggio vede la culla e l'asilo della sua famiglia, l'attacca al governo che la protegge, alle leggi che mantengon l'ordine, alle istituzioni che prevengono le politiche scosse.

Il prodigo, ridotto ben presto alla privazione da sregolate profusioni, diventa quasi estraneo al suolo che l'ha veduto nascere. Se la voce della patria si fa udire, non si troverà presso lui che un cadavere, che ruine; o se la sua anima ha conservato ancora qualche energia, lo vedrete ne' moti politici attizzare il fuoco della sedizione: egli sarà un fazioso. Catilina cominciò dalla prodigalità; terminò colla ribellione.

Era dunque importante, era dunque necessario di attaccare con un passo fermo la quistione della prodigalità, ed opporre a questo vizio un argine che potesse trattenere i suoi disordini e le sue devastazioni.

Lo spirito pubblico ne riceverà un'influenza salutare, ed il governo un più fermo appoggio.

Una moglie, molti figli innocenti saran salvati dagli orrori e dall'infamia dell'indigenza.

Il prodigo medesimo, quando il suo occhio disingannato sarà in istato di misurare la profondità dell'abisso dove si precipitava, benedirà la mano potente e soccorrevole che l'avrà fermato e sospeso in mezzo alla sua caduta.

Il maggiore ch'è in uno stato abituale di imbecillità, di demenza o di furore, « dee, » dice l'articolo 483, essere interdetto, an- » che quando questo stato presenta lucidi » intervalli. »

L'imbecillità è una debolezza di spirito cagionata dall'assenza o dal cancellamento delle idee.

La demenza è un'alienazione che toglie a

quello che n'è attaccato l'uso della sua ragione.

Il furore non è che una demenza portata ad un più alto grado, che spinge il furioso a moti pericolosi per se medesimo e per gli altri.

L'uomo, in questi tre stati, è privo della facoltà di paragonare e di giudicare.

L'imbecille non lo può, perchè il suo spirito, incapace di ricevere o di ritenere percezioni, non ha alcun oggetto di paragone.

L'insensato, il furioso neppur lo possono, perchè gli oggetti non si rappresentano spesso al loro spirito, se non sotto forme fantastiche lontane dalla realità.

Dalla mancanza di questa facoltà derivano da una parte l'impotenza d'amministrare, di agire, di esprimere una volontà illuminata sulle cose che l'interessano; e dall' altra la necessità di rimettere ad un tutore il governo della loro persona e dei loro beni.

Gli equivoci barlumi della ragione che qualche volta ricompariscono presso gl'insensati e i furiosi non erano un motivo suf-

ficiente per modificare l'interdizione, o per interromperne la continuazione.

Ma l'imbecillità ha una infinita quantità di gradazioni o di gradi, de' quali il più alto è quello ch'è stato disegnato; ed il più debole può essere notato dall'ignoranza che dà ad ognuno (se io oso così esprimermi) la sua parte d'imbecillità su gli oggetti che non conosce.

I gradi intermediarj possono presentare uno stato tale che, senza togliere l'amministrazione all' imbecille, si possa contentare di dargli un consiglio che l'illumini e lo diriga negli atti i più importanti.

A questo caso particolare bisogna riferire l'articolo 493, il quale vuole che rigettando la domanda in interdizione, il tribunale possa nondimeno, se le circostanze l'esigono, ordinare che il reo non potrà più litigare, transigere, prendere ad imprestito, ec. senza l'assistenza di un consiglio che gli sarà nominato collo stesso giudizio.

L'interdizione interessa principalmente i parenti e gli sposi; il diritto di provocarla è accordata ad essi soli. La loro esistenza esclude il concorso del ministero pubblico,

perchè si è temuto con ragione che il suo zelo, renduto superfluo per le attenzioni della famiglia, non tenda se non che a divulgare, contro il voto di essa, lo stato afflittivo di uno de' suoi membri.

La provocazione diretta non è rimessa tra le mani del ministero pubblico se non nel caso del furore, la cui sorveglianza entra nelle sue attribuzioni, e in quello in cui o l'imbecille o l'insensato non hanno nè parenti nè sposi.

Dopo avere indicato i casi ne' quali l'interdizione è applicabile, e le persone che possono provocarla, il progetto di legge regola i tribunali che debbono conoscerne, la forma della procedura da seguirsi, e gli effetti che dee produrre.

L'interdizione non distrugge lo stato civile, ma ne sospende l'esercizio relativamente agli atti ch' esigono il concorso della volontà o del consenso di colui che n' è percosso.

La cognizione di una materia così delicata non poteva essere confidata che a' tribunali di prima istanza, la cui giurisdizione

abbraccia gl' interessi della più alta importanza.

L'avidità, il disegno colpevole di rapire, coll' aiuto dell' ordine cieco della successione, i beni che la volontà ed una giusta predilezione del proprietario avrebbero potuto trasmettere in più degne mani, molte altre cagioni potevano inspirare una provocazione calunniosa. Bisognava circondare questo proprietario di tutti i mezzi di difesa, proprj a rispingere ed a confondere la calunnia.

Essi si ritrovano nelle forme tutelari che il progetto di legge ha prescritto per l'esercizio di quest' azione.

Non v'è prova di conciliazione: sarebbe impossibile col vero insensato: sarebbe oltraggioso a riguardo di quello che avrebbe conservato l'integrità della sua ragione.

I fatti che caratterizzano l'imbecillità, la demenza o il furore debbono essere articolati per iscritto.

Il tribunale ne ricerca la prova nelle scritture e nelle testimonianze prodotte dal provocatore; nell' opinione del consiglio di fa-

miglia, e finalmente nelle risposte del medesimo reo.

La riunione di questi tre mezzi dee mettere la verità in tutto il suo lume.

I rapporti delle prove, o scritte o testimoniali, co' fatti articolati, cominciano a svelare sino a qual punto si dee credere alla loro realità.

Le relazioni abituali de' parenti col preteso insensato li mettono a portata di giudicare il suo stato; mentre l'interesse della famiglia, sospeso tra il bisogno di risparmiare l'opinione pubblica e quello d'invigilare alla conservazione de' beni, fa loro un dovere di ben giudicarlo.

Il loro sentimento, maturato in una deliberazione nella quale i provocatori non hanno parte, non può se non essere di grandissimo peso agli occhi del tribunale.

La religione de' giudici troverà nuovi tratti di luce nella prova dell' interrogatorio che sarà fatto dal tribunale medesimo nella camera del consiglio, ovvero da un giudice assistito dal commissario e dal cancelliere, nella dimora del provocato, quando non potrà trasportarvisi.

Infatti in queste comunicazioni familiari, disimpegnate da un imponente apparecchio e dall' incomoda presenza del pubblico, lo spirito dell' interrogato conserverà tutta la sua libertà. Nella concordanza delle risposte colle questioni, nella catena e nell' unione delle idee si manifesterà lo stato della sua ragione.

Ma in seguito una discussione solenne spiegherà in tutta la loro latitudine i diversi generi di prove e i mezzi di difesa. Essa illuminerà insieme il tribunale ed il pubblico; essa darà all' uomo provocato la più forte garanzia del rispetto dovuto alla sua indipendenza.

Questo è lo scopo riassicurante dell' articolo 492, il quale prescrive che il giudizio sopra una domanda in interdizione non può esser recata che all' udienza pubblica, ascoltate o chiamate le parti.

L' appello è il crociuolo dove si purifica un primo giudizio. Esso è riserbato alla parte che si crede lesa; e il tribunal superiore è investito del potere di ripetere la prova dell' interrogatorio.

Importa altresì che l' interdizione o la

nomina di un consiglio sieno conosciute da quelli che hanno interessi da discutere coll' interdetto. L'iscrizione del giudizio sulle tabelle affisse nella sala dell' uditorio e nello studio de' notari del circondario gli avvertirà che non possono trattare validamente con lui gli affari posti sotto il sigillo dell' interdizione.

Gli effetti del giudizio che portano interdizione o nomina di un consiglio sono definiti colla maggior precisione nell' articolo 496.

« Tutti gli atti, dice quest' articolo, passati posteriormente dall' interdetto, o senza » l'assistenza di un consiglio, saranno di » diritto nulli. »

Ma quale sarà la sorte di quelli passati avanti il giudizio?

Il progetto di legge separa qui giudiziosamente la causa degl' interdetti dalla causa di quelli che sono stati semplicemente provveduti di un consiglio.

Esso osserva il silenzio su questi ultimi, fra i quali si debbono anticipatamente contare i prodighi. Un tale silenzio indica chiaramente che gli atti anteriori al giudizio

che dà ad un uomo debole, o ad un prodigo l'assistenza d'un consiglio, debbono ricevere la loro piena esecuzione. Ed in questo il progetto di legge si conforma ai principj di tutti i tempi, i quali non riconoscendo nell' uno e nell' altro alcuna assoluta incapacità, non la fanno incominciare che col giudizio che la pronunzia.

Riguardo ai veri interdetti, che non possono essere che furiosi, insensati, o perfetti imbecilli, incapaci di contrattare, la differenza del loro stato ne dee produrre una nella decisione che li concerne. Perciò si legge, nell' articolo 497, che gli atti anteriori all' interdizione potranno essere annullati, se la causa dell' interdizione esisteva notoriamente nell' epoca in cui questi atti sono stati fatti.

Ma dopo la morte d'un individuo, continua l'articolo 498, gli atti da lui fatti non potranno essere attaccati per motivo di demenza, se non quanto che la sua interdizione fosse stata pronunziata o provocata avanti la sua morte, purchè però la prova della demenza non risulti dall' atto medesimo ch' è attaccato.

Queste restrizioni sono il frutto di una profonda sagacità. Colla vita di un individuo termina il mezzo il più sicuro di risolvere il problema della sua capacità. Sarebbe troppo pericoloso di abbandonare alla cupidigia degli eredi o all'incertezza di alcune prove equivoche la memoria di un uomo che non può più difenderla, e la sorte degl'impegni che ha contratto. Quindi la legge saggiamente li mette al riparo di ogni querela, purchè le prove evidenti della demenza non fossero di già consegnate o in una procedura anteriore alla morte, o nell' atto medesimo che si attacca.

Il progetto di legge si occupa, ne' sei seguenti articoli, delle attenzioni che si debbono prestare alla persona ed ai beni dell' interdetto.

Esso li assomiglia ai minori, e rende loro comuni le disposizioni relative alla tutela di questi ultimi.

Il marito è il naturale protettore di sua moglie: egli dee diventar suo tutore quando cade nella demenza.

Nel caso contrario gli autori del progetto non temono di compromettere la dignità del marito, autorizzando il consiglio di

famiglia a deferire la tutela alla sua sposa.

Eglino augurano assai bene sull' amor coniugale, per credere che non si estinguerà colla vita morale del suo oggetto.

Presumono che la moglie conserverà, per la persona riverita del suo sposo, quella tenera premura, quelle attente precauzioni, quelle affettuose cure che il suo stato rende doppiamente necessarie e che nessun altro può imitare.

Ma nel tempo stesso han conosciuto che ritirando così la moglie dal circolo ristretto delle applicazioni domestiche per sollevarla al governo della famiglia, era cosa prudente di circondarla de' saggi consigli de' parenti, che nondimeno dimorano anch' essi subordinati alla saggezza superiore de' tribunali.

La tutela de' minori ha per termine fisso la loro maggiorità; quella degl' interdetti non ne ha altra se non che l' incerta durata del loro stato o della loro vita. Non era giusto che il tutore collaterale o straniero fosse per troppo lungo tempo ritenuto sotto il peso di questo tristo e penoso ministero.

Non si potevano ravvisare collo stess' occhio gli sposi, i padri ed i figli. Sieno le

reciproche attenzioni che si debbono inesauste come il sentimento che le inspira! Questo è il voto della natura, e sarebbe offenderla il riguardarle come un peso. Il progetto di legge ha benissimo notato simili gradazioni; esso promette che nessuno sarà ritenuto nella tutela d'un interdetto al di là di dieci anni: ma eccettua dalla regola gli sposi, gli ascendenti e i discendenti.

Le disposizioni movitive degli articoli 504 e 505 non hanno bisogno di analisi per giustificare la loro utilità: esse non solo percuotono lo spirito, rimuovono il cuore e vi risvegliano i sentimenti del rispetto e della riconoscenza.

Annunziano che le rendite di un interdetto debbono essere essenzialmente impiegate ad addolcir la sua sorte e ad accelerare la sua guarigione.

Indicano i diversi luoghi dove potrà essere curato secondo i caratteri della sua malattia e secondo lo stato della sua fortuna.

Estendono la loro previdenza sino allo stabilimento de' figli ed ai mezzi di procurarlo.

Confidano la cura di regolare questi diversi oggetti alla saggezza ed allo zelo del consiglio di famiglia.

Il legislatore sembra che lasci la sua voce imponente per prendere ad impresito il linguaggio di un padre, la cui tenera sollecitudine provvede a tutti i bisogni de' suoi figli.

Il voto della legge è che l'interdetto ricuperi l'uso della sua ragione; se questo voto si compie, l'interdizione dee cessare colla sua causa: ma importa che questo ristabilimento sia contestato colle stesse maniere che hanno servito a contestare lo sconvolgimento; saran dunque ascoltati i testimonj, sarà consultato il consiglio di famiglia, verrà interrogato l'interdetto, e non potrà riprendere l'esercizio de' suoi diritti se non dopo il giudizio che avrà tolto la sua interdizione. Tale è la saggia disposizione che termina il secondo capitolo.

Il capitolo terzo tratta del consiglio giudiziario da darsi ai prodighi; le disposizioni che questo contiene sono enunciate semplicissimamente.

Può essere proibito ai prodighi di litigare,

di transigere, di prendere ad imprestito, di ricevere un capitale mobile e di darne scarico, di alienare e di gravare i loro beni d'ipoteche, senza l'assistenza di un consiglio che per essi vien nominato dal tribunale.

Questa proibizione può essere provocata da quelli che hanno diritto di domandare l'interdizione. Essa dev' essere istruita, giudicata e tolta nella medesima maniera.

FINE DEL VOLUME TERZO.

INDICE

DI CIÒ CHE CONTIENE IL TERZO VOLUME.

1806.

CATALOGO

De' libri di Giurisprudenza che trovansi vendibili presso FRANCESCO SONZOGNO *di Gio. Battista, Stampatore e Libraio sulla corsia de' Servi Num. 596 in* MILANO.

FRANCESI.

Annales de législation et de jurisprudence publiées par l'Université de Paris, 4 v. 8. . . . . Livr. 44 —

Analyse raisonnée du droit français, par la comparaison des dispositions des lois romaines, de celles de la coutume de Paris, et du nouveau code, par *Gin*, 6 v. 8. . . . . » 48 —

—— —— de la discussion du code civil au conseil d'état, par *Jacques de Maleville*, 3 v. 8. . . . . » 36 —

Code civil des français, éd. stér. de Didot, 1 v. 12. . . . . » 5 —

—— Le même, éd. stéréot. d'Hérhan, 1 v. 18.» 4 —

—— Le même suivi de l'exposé des motifs

sur chaque loi, 8 v. 12, édit. stéréot. de Didot. . . . . » 40 —

—— Le même avec les discussions, 5 v. 8. » 32 —

—— des enfans naturels, ou recueil des lois qui fixent leur état et leurs droits, par *Garrey*, 1 v. 18. . . . . . . » 5 —

—— et guide des notaires, par *Guichard*, 3 v. 12. . . . . » 10 —

Code des prises et du commerce de terre et de mer par Dufriches Foulaines, 2. v. in 4. 1804. . . . . » 55 —

—— le même, 2. v. in 12, 1799 . . . . » 12 —

Commentaire sur les lois des XII tables, par *Bouchand*, 2 v. 4 cartonnés . . . . « 44 —

Commentaire sur l'ordonnance de la marine 3 v. 12. . . . . » 12 —

Compétence (de la) des juges de paix, 1 v. 12.» 8 —

Conférence du code civil avec les discussions particulières du conseil d'état et du tribunal, 8 v. 12. . . . . » 40 —

Cours complet du droit civil français, par *Bernardi*, 4 v. 8. . . . . » 32 —

Dictionnaire universel de commerce, banque, manufactures, douanes, pêche, navigation, etc., 2 gros v. 4, 1805 . » 80 —

—— de législation, 9 v. 8. . . . . » 84 —

Ferriere (nouveau); ou dictionnaire de droit et de pratique, civil, commercial, criminel et judiciaire, par *Dagar*; 3 v. 4. . . . . » 36 —

Jury notariat, par *Caïla*, in 12. . . . . . » 4 —

Lettres sur la profession d'avocat, par *Camus*, 2 v. 12. . . . . » 14 —

Manuel des instituteurs, professeurs et élèves des écoles primaires et secondaires, des Lycées et des écoles spéciales, in 8. . . . . » 4 —

—— spécial des officiers auxiliaires de la police de sureté, et des tribunaux de police simple à l'usage des juges de paix, des officiers de gendarmerie, des commissaires de police, etc., par *Berger* (du Puy de Dome), in 8. . » 7 —

—— alphabétique des maires, de leurs adjoints et des commissaires de police, 2 v. 8. . . . . » 22 —

—— général des magistrats, officiers et agens de la police judiciaire et de sureté, par *Bergier* (du Puy de Dome), 2 v. 8. » 15 —

—— des gardes champêtres, des gardes forestières et des gardes-pêche, 1 v. 18. » 3 —

—— de la police judiciaire, 2 v. 8. . . . . » 15 —

—— des justices de paix, par *Levasseur*, 2 v. 8. . . . . » 8 —

—— des huissiers, in 8. . . . . » 5 —

Pandectes françaises 13 v. 8 . . . . » 130 —

Portions disponibles des biens, d'après le code civil Napoléon, par *Lavasseur*, in 8. . . . . » 7 —

Principes généraux du droit civil privé, par *Perreau*, in 8. . . . . » 7 —

Projet de code de procédure civile, in 8. » 3 10

Projet du code criminel avec les observations des redacteurs, celles du tribunal de cassation, et le compte rendu par le grand-juge, in 8. . . . . » 5 —

Théorie de loi civile par Languet, 2 v. 12 reliés . . . . » 9

Traité de législation civile et pénale, par *Bentham*, 3 v. 8. . . . . » 30 —

Traité de location d'après le code civil in 12 » 8 —

—— des obligations, par *Bernardi*, 2 v. 8, 1805. . . . . « 20 —

ITALIANI.

Beccaria. Dei delitti e delle pene, 1 v., 12, carta cerulea. . . . . » 2 5

Codice Civile de' Francesi col testo originale a fronte, 2 v., 12. . . . . » 10 —

Gillet. Discorso sui mezzi di prevenire i delitti, in-12. . . . . » 1 —

Gioja. Teoria civile e penale del divorzio, in-8. . . . . » 3

Mably. Dei diritti e doveri, in-12. . . . . » 1 10

Pagano. Considerazioni sul processo criminale, in-16. . . . . » 1 5

—— Carta fina . . . . » 1 15

Proprietà (della) rispetto al diritto pubblico, in-8. . . . . » 2 —

Prospetto istorico analitico delle leggi civili de' Romani, 5 v. 8. . . . . » 20 —

Formole de' Notari, 1 v. in-12, It., franc. . » 6 —

LATINI.

Amoretti. Oneliensis de jure dotium, 1 v., 8 Med. 1788. . . . . » 2 10

Bacchi Joh. Aug. Historia jurisprudentiae Romanae, 1 v., 8, Lipsiae 1775. . . » 3 10

Calvini, Magnum Lexicon juridicum, 2 v., fol., Coloniae 1759. . . . . » 40 —

Carpzovii. Jurisprudentia ecclesiastica seu concistorialis, una cum additionibus Beyerii, 2 v. magn. in fol. Lipsiae et Dresdae 1721. . . . . » 40 —

Cocceii. Jus civile controversum, ubi illustriores juris controversiae, 4 v., 4, Lipsiae 1784. . . . . » 16 10

Corpus juris civilis romani cum notis Gothofredi, Coloniae, 2 v. folio . . . . . »100 —

Cremanni. De jure criminali, 3 v., 4, Papiae 1794. . . . . » 21 —

Febronii (Justini) Principia juris publici ecclesiastici catholicorum, 1 v., 8, Venetiis. . . . . » 4 —

Heinecii. Elementa juris civilis, 1 v., 12, Venetiis 1797. . . . . » 1 10

Justiniani. Institutionum sive elementorum libri quatuor notis perpetuis multo quam hucusque illustrati studio et cura A. Vinnii I. C., 1 v., 8, Viennae Austriae. . . . . » 12 —

Luca. (de). Jurisprudentia cum Mantissa, 22 v., folio, Venetiis 1760. . . . . »150 —

Martin. Institutiones Juris Canonici ex Justiniani methodo compositae ad usum scholarum accommodatae et consultissimae jurium facultati, 2 v., 12, lig. fr. » 6 —

Ottonis Everardi. Thesaurus juris romani, 5 v., fol., Trajecti ad Rhenum 1733. » 135 —

Pothier. Pandectae Justinianae 13 v. folio. . » 140 —

Paoletti. J. M. Institutiones theorico-praticae criminalis, 3 v., 4, Med. 1805, (*i due primi sortiti: l'ultimo sotto il torchio* » 8 —

Paulutii. Dissertationes legales, 3 v., 4, Venetiis 1737. . . . . » 12 —

Plitt Jo. Frid. Corpus juris civil., 1 v., 8, Hagae 1789. . . . . » 9 —

Renazzi. Sinopsis elem. juris criminalis, 8. . » 4 —

Rieger. Institutionum jurisprudentiae ecclesiasticae, 4 v., 8, Venetiis 1786. . » 6 —

Rudolphi. Responsa juris feudalis Canonica, Criminalia et Civilia, 1 v., 4, Bamberguae et Lipsiae 1754. . . . . . . » 9 —

Scacciae Sigism. Tractatus de appellationibus, de judiciis causarum civilium, criminalium, et haeriticalium, de sententia, et re judicata; de commerciis et cambio, 5 v., folio, Coloniae 1717, 1737. . . . . » 55 —

Van-Espen. Jus ecclesiasticum universum, 10 v., fol., Venetiis 1782. . . . . » 50 —

Vinnj. Jurisprudentiae contractae, 1 v., 4, Florentiae 1734. . . . . » 10 —

PER ASSOCIAZIONE

Biblioteca di Giurisprudenza Italiana

che comprende le seguenti Opere:

Discussioni al Codice civile Napoleone. *(finora uscirono sei volumi in tre parti.)*

Maleville. Analisi ragionata della discussione al Codice; traduzione del sig. G. Ricchi Segretario del Consiglio degli Uditori, con annotazioni del tradut. *(finora uscirono due volumi.)*

Gin. Analisi ragionata col confronto delle leggi romane, di quelle che si usavano in Francia e del nuovo Codice, arricchita di erudite note del sig. Tommaso Nani, professore di diritto e procedura criminale, ec. *(sortirono due volumi.)*

Bernardi. Corso di diritto civile, con annotazioni del traduttore. *(uscì il primo volume)*

Firey. Giornale di giurisprudenza del tribunale di cassazione ec., traduzione di questo sig. avvocato Latuada. *(ne uscì il primo volume).*

Altri ne stanno sotto il torchio.